

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2002 — 1377

[C — 2002/21144]

**Arrêt n° 56/2002 du 28 mars 2002**

Numéro du rôle : 2036

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 28 mars 2000 insérant une procédure de comparution immédiate en matière pénale, introduit par l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 septembre 2000 et parvenue au greffe le 2 octobre 2000, l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue de l'Enseignement 91, a introduit un recours en annulation de la loi du 28 mars 2000 insérant une procédure de comparution immédiate en matière pénale (publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> avril 2000).

### II. *La procédure*

Par ordonnance du 2 octobre 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 17 novembre 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 29 novembre 2000.

Par ordonnances des 6 février 2001 et 20 mars 2001, la Cour a complété le siège respectivement par les juges L. Lavrysen et A. Alen.

Par ordonnances des 28 février 2001 et 26 septembre 2001, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 29 septembre 2001 et 29 mars 2002 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 14 novembre 2001, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 5 décembre 2001.

Cette ordonnance a été notifiée à la partie requérante ainsi qu'à son avocat, par lettres recommandées à la poste le 15 novembre 2001.

Par ordonnance du 5 décembre 2001, le président en exercice a constaté que le juge L. Lavrysen était légitimement empêché et que le juge M. Bossuyt le remplaçait comme membre du siège.

A l'audience publique du 5 décembre 2001 :

- a comparu Me S. Berbuto, avocat au barreau de Liège, pour la partie requérante;
- les juges-rapporteurs P. Martens et A. Alen ont fait rapport;
- l'avocat précité a été entendu;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Par ordonnance du 16 janvier 2002, le président M. Melchior, à la demande de deux juges du siège, a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du 23 janvier 2002, la Cour a rouvert les débats et a fixé l'audience au 13 février 2002.

Cette ordonnance a été notifiée à la partie requérante ainsi qu'à son avocat, par lettres recommandées à la poste le 24 janvier 2002.

A l'audience publique du 13 février 2002 :

- ont comparu Me S. Berbuto et Me M. Nève, avocats au barreau de Liège, pour la partie requérante;
- les juges-rapporteurs P. Martens et A. Alen ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *En droit*

- A -

#### *Quant à la recevabilité*

A.1.1. La partie requérante déclare qu'elle justifie d'un intérêt au recours en annulation en ce qu'elle a pour objet de « combattre l'injustice et toute atteinte arbitraire aux droits d'un individu ou d'une collectivité » et qu'elle « défend les principes d'égalité, de liberté et d'humanisme sur lesquels se fondent les sociétés démocratiques et qui ont été proclamés » par des instruments nationaux et internationaux. L'arrêt n° 5/92 est cité à l'appui de cette thèse.

La partie requérante allègue la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 5 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle soutient qu'il y a lieu d'écarter la notion trop étroite d'intérêt qui est inscrite à l'article 17 du Code judiciaire et à l'article 2 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, au profit de dispositions internationales qui ont un effet direct en Belgique et qui doivent, en conséquence, primer sur le droit interne.

La partie requérante estime qu'elle justifie d'un intérêt propre en raison du fait qu'elle perdrait son honneur, sa réputation et sa crédibilité auprès du public si elle ne demandait pas l'annulation d'une législation qui met à mal les garanties qu'elle entend défendre.

#### *Sur le fond*

A.1.2. Les moyens invoqués sont tous pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec l'article 6 et/ou 5 de la Convention européenne des droits de l'homme.

*Quant au premier moyen*

A.2.1. Le premier moyen se fonde sur la discrimination qui serait créée par la loi entre deux justiciables soumis à la procédure de comparution immédiate, dont l'un ferait l'objet d'un mandat d'arrêt et l'autre d'une libération sous conditions par le juge d'instruction.

A.2.2. La partie requérante rappelle tout d'abord le contenu des articles 3 et 6 de la loi attaquée. Il est reproché aux textes, dans les première et deuxième branche du moyen, de ne rien prévoir sur la manière de convoquer le prévenu aux fins de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel, ainsi que sur les délais de cette comparution, lorsque le prévenu a bénéficié d'une ordonnance de libération sous conditions par le juge d'instruction. Les dispositions visées ne régleraient que la situation du prévenu qui s'est vu délivrer un mandat d'arrêt.

A.2.3. Dans une troisième branche du moyen, il est reproché à l'article 7 de la loi du 28 mars 2000 de passer sous silence la situation du prévenu resté en liberté sous conditions, tandis qu'il prévoit la remise en liberté du prévenu détenu lorsque le jugement n'est pas intervenu dans les sept jours de la délivrance du mandat d'arrêt par le juge d'instruction. Les silences de la loi dénoncés créeraient une insécurité juridique ainsi qu'une discrimination qui ne serait pas autrement justifiée que par la précipitation du législateur.

*Quant au deuxième moyen*

A.3. Le deuxième moyen est pris de la violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que l'article 6, § 3, alinéa 3, de la loi instaurant une procédure de comparution immédiate en matière pénale ne permettrait pas au prévenu de faire opposition contre un jugement rendu par défaut, tandis que les autres justiciables disposent de ce droit, en application des articles 187 et 208 du Code d'instruction criminelle.

Cette mesure serait disproportionnée par rapport aux objectifs du législateur qui sont, d'une part, d'éviter une victimisation secondaire due à l'absence de réaction rapide de la justice, ainsi qu'un sentiment d'impunité, et, d'autre part, de rassurer la population par rapport à la délinquance urbaine. La partie requérante allègue que cet objectif pourrait être atteint en accordant davantage de moyens pour que la justice soit rendue efficacement dans un délai qui respecte à la fois les droits de la victime et ceux du prévenu.

Les objectifs précités auraient également pu être atteints par une modification des articles 152 et 185 du Code d'instruction criminelle afin de permettre au prévenu de se faire représenter par son conseil.

*Quant au troisième moyen*

A.4. Le troisième moyen est fondé sur l'impossibilité, pour le prévenu soumis à la procédure de comparution immédiate, de demander des devoirs d'instruction complémentaires et de voir l'instruction contrôlée par les juridictions d'instruction, tandis que la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction prévoit désormais de tels droits en faveur de l'inculpé.

*Quant au quatrième moyen*

A.5. Il est reproché à l'article 7 de la loi du 28 mars 2000 de ne prévoir à aucun moment de la procédure le contrôle d'un tribunal sur la régularité du mandat d'arrêt délivré au justiciable qui se voit appliquer la procédure de comparution immédiate.

La partie requérante invoque également la violation de l'article 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que la loi du 28 mars 2000 ne permet pas au détenu d'introduire un recours contre sa mise en détention.

Dans la procédure de droit commun en matière de détention préventive, en revanche, un contrôle est exercé sur la régularité du mandat d'arrêt par la chambre du conseil et, éventuellement, en appel, par la chambre des mises en accusation.

*Quant au cinquième moyen*

A.6. La partie requérante invoque l'existence d'une discrimination entre le prévenu qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt en application de la procédure de comparution immédiate, lorsque celle-ci se clôture par le renvoi du dossier au parquet par le juge du fond, et l'inculpé détenu qui se voit appliquer la procédure de droit commun de la détention préventive.

A l'inverse de l'inculpé qui se voit appliquer la procédure de droit commun de la détention préventive, le prévenu qui fait l'objet d'une procédure de comparution immédiate, pour lequel le tribunal estime qu'il y a lieu de procéder à des investigations complémentaires, ne pourra voir contrôler son titre de détention et exercer un droit de recours que tardivement. Cette différence de traitement serait disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur.

*Quant au sixième moyen*

A.7.1. Le sixième moyen est fondé sur la discrimination qui existerait entre la personne qui se voit appliquer la procédure de comparution immédiate et celle qui, pour des faits identiques, se voit infliger une amende administrative.

A.7.2. Il est reproché à la loi incriminée de ne pas préciser, par des critères objectifs, dans quels cas les autorités judiciaires doivent recourir à la procédure de comparution immédiate ou plutôt mettre en œuvre l'article 23 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, qui prévoit une sanction administrative.

A.7.3. Le justiciable qui se voit appliquer la procédure de comparution immédiate ne disposerait pas d'un temps suffisant à la préparation de sa défense, en violation de l'article 6.3 de la Convention européenne des droits de l'homme. L'avis du Conseil d'Etat sur la loi incriminée est cité à l'appui du moyen.

A.7.4. Il est également reproché à la loi de ne pas avoir organisé une assistance juridique suffisante durant les week-ends et jours fériés, ainsi que de ne pas avoir prévu l'ouverture des greffes correctionnels pendant ces périodes.

*Quant au septième moyen*

A.8.1. Le septième moyen est fondé sur l'absence d'impartialité du juge d'instruction qui serait amené à statuer sur le maintien en détention préventive d'un prévenu pour lequel il a déjà décerné un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate, alors que cette dernière procédure a échoué.

A.8.2. Il est également relevé que la saisine d'un juge d'instruction qui serait amené à se prononcer sur l'opportunité d'une détention préventive alors qu'un tribunal a statué, moins de vingt-quatre heures plus tôt, sur le même objet, pourrait entraîner, dans le chef du prévenu, un sentiment de partialité du juge d'instruction s'il confirme la décision antérieure, voire une insécurité juridique.

*Quant au huitième moyen*

A.9.1. La partie requérante invoque l'existence d'une discrimination entre personnes selon qu'elles sont poursuivies pour des faits punissables de plus ou de moins de dix ans d'emprisonnement.

La loi incriminée créerait une justice à deux vitesses au détriment des plus démunis.

A.9.2. Le législateur partirait également du présupposé erroné que les affaires pénales simples pourraient être présumées d'une compréhension facile et ne nécessiter qu'une solution précipitée. Il n'existerait pas de critères objectifs permettant de justifier le recours à la procédure de comparution immédiate pour un type d'infractions déterminées, à savoir celles qui constituent la petite délinquance ou la criminalité urbaine.

A.9.3. Il est reproché à la loi de permettre au collègue des procureurs généraux et au ministre de la Justice de déterminer le champ d'application véritable de la loi incriminée et de créer ainsi une discrimination par rapport aux prévenus de droit commun, pour lesquels c'est le pouvoir législatif qui détermine les règles de répression, les infractions et les peines.

*Quant au neuvième moyen*

A.10.1. Le neuvième moyen est fondé sur la discrimination dont serait victime un prévenu soumis à la procédure de comparution immédiate, selon qu'il comparait en appel ou en première instance.

A.10.2. L'article 6 de la loi incriminée prévoit la possibilité, pour le tribunal, de renvoyer le dossier au procureur du Roi s'il estime que la complexité de l'affaire nécessite des investigations supplémentaires. Il prévoit également que le tribunal peut statuer sur le maintien du prévenu en détention jusqu'à la signification éventuelle du mandat d'arrêt dans les vingt-quatre heures. Cette compétence n'est pas attribuée à la cour d'appel.

A.10.3. Il est également observé que, si la cour d'appel peut remettre l'examen de l'affaire, tout en étant tenue de la prendre en délibéré dans les quinze jours de l'audience d'introduction, elle n'est pas limitée aux deux seuls motifs que peut invoquer le juge de première instance, à savoir l'audition de témoins ou la tenue d'une enquête sociale.

A.10.4. Il est enfin reproché à la loi de ne prévoir aucune sanction si ce délai de quinze jours n'est pas respecté.

- B -

*Quant à l'intérêt de la partie requérante*

B.1.1. Selon ses statuts, l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme a pour objet de « combattre l'injustice et toute atteinte arbitraire aux droits d'un individu ou d'une collectivité ». Elle « défend les principes d'égalité, de liberté et d'humanisme sur lesquels se fondent les sociétés démocratiques et qui ont été proclamés » notamment par la Constitution belge et la Convention européenne des droits de l'homme.

Un lien suffisant existe entre l'objet social précité et la loi du 28 mars 2000 insérant une procédure de comparution immédiate en matière pénale. Les dispositions attaquées dans la requête concernant, en effet, la mise en détention et le jugement, par des juridictions pénales, de personnes qui peuvent se voir privées de leur liberté.

B.1.2. Il s'ensuit que l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme justifie d'un intérêt à demander l'annulation des dispositions de la loi précitée.

*Quant aux dispositions attaquées*

B.2.1. La loi du 28 mars 2000 insérant une procédure de comparution immédiate en matière pénale a introduit diverses modifications dans les textes relatifs à la procédure pénale.

B.2.2. La phase préliminaire de la procédure fait l'objet de l'article 7 de la loi, qui a inséré un article 20bis dans la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. Cet article dispose :

« Art. 20bis. § 1<sup>er</sup>. Le procureur du Roi peut requérir un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate conformément à l'article 216quinquies du Code d'instruction criminelle si les conditions suivantes sont réunies :

1° le fait est punissable d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an sans excéder dix ans en application de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes;

2° l'infraction est flagrante ou les charges, réunies dans le mois qui suit la commission de l'infraction, sont suffisantes pour soumettre l'affaire au juge du fond.

Le procureur du Roi informe le prévenu qu'il a le droit de choisir un avocat. Si le prévenu n'a pas choisi ou ne choisit pas d'avocat, le procureur du Roi en avertit immédiatement le bâtonnier de l'Ordre des avocats ou son délégué qui lui en désigne un.

Si le prévenu démontre être sans ressources, le procureur du Roi adresse immédiatement la requête en aide juridique au représentant du bureau d'aide juridique, le tout conformément à l'article 184bis du Code d'instruction criminelle.

Le prévenu a le droit de s'entretenir avec son avocat, préalablement à la comparution devant le juge d'instruction.

§ 2. Le dossier est mis à disposition du prévenu et de son avocat dès la réquisition du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

Cette mise à disposition du dossier peut se faire sous forme de copies certifiées conformes.

§ 3. Le juge d'instruction peut décerner un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate qui est signifié conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, après avoir entendu la personne qui lui est présentée et, sauf refus de celle-ci d'être assistée, les observations de son avocat.

La constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction est irrecevable dès que le procureur du Roi requiert un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate et pour autant que cette réquisition ne soit pas rejetée.

§ 4. La prise de la décision du juge d'instruction et son exécution sont soumises aux conditions et modalités prévues aux articles suivants :

- article 16, §§ 1<sup>er</sup> et 2;
- article 16, § 3, à l'exception de la possibilité de prendre des mesures d'investigation;
- article 16, §§ 5 à 7;
- article 17;
- article 18;
- article 19, §§ 1<sup>er</sup>, 4 à 7;
- article 27, depuis la notification prévue à l'article 216quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle jusqu'à la décision finale au fond, éventuellement en degré d'appel;
- article 28, § 1<sup>er</sup>;
- article 35;
- article 36, § 1<sup>er</sup>, jusqu'à la notification prévue à l'article 216quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle;
- article 36, § 3, depuis la notification prévue à l'article 216quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle jusqu'au jugement, ou si le tribunal fait application de l'article 216septies du même Code;
- article 37;
- article 38.

§ 5. Le mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate est valable jusqu'au prononcé du jugement pour autant que celui-ci intervienne dans les sept jours de l'ordonnance.

A défaut le prévenu est immédiatement mis en liberté.

§ 6. D'office ou sur requête motivée à lui adressée, et tant que la notification prévue à l'article 216quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas intervenue, le juge d'instruction peut donner mainlevée du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate. Il statue sur le champ par une ordonnance motivée qu'il communique immédiatement au procureur du Roi.

§ 7. Les ordonnances visées au présent article ne sont susceptibles d'aucun recours. »

B.2.3. La procédure de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel fait l'objet de l'article 6 de la loi, qui a inséré dans le Code d'instruction criminelle les articles 216quinquies à 216septies qui disposent :

« Art. 216quinquies. § 1<sup>er</sup>. Le procureur du Roi convoque, aux fins de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel, toute personne qui, en application de l'article 20bis de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive, est détenue ou a été laissée en liberté aux conditions des articles 35 et 36 de ladite loi.

Lorsque le mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate, visé à l'article 20bis de la même loi est décerné, le procureur du Roi notifie immédiatement à toute personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à son avocat, les lieu, jour et heure de l'audience.

Cette notification est mentionnée dans un procès-verbal, dont copie est immédiatement remise à l'intéressé.

La notification contient une description des faits retenus à charge du prévenu ainsi que l'indication de l'article 91 du Code judiciaire et vaut citation à comparaître.

§ 2. Les lieu, jour et heure de la comparution sont communiqués par tout moyen approprié aux victimes connues.

Après une demande écrite de la personne lésée, qui peut être introduite avant l'audience en même temps que la déclaration prévue à l'article 5bis du titre préliminaire du Code de procédure pénale, le dossier est mis à sa disposition ainsi qu'à celle de son avocat dès la réquisition du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate. Cette mise à disposition du dossier peut se faire sous forme de copies certifiées conformes.

§ 3. La comparution devant le tribunal a lieu au plus tôt après quatre jours mais dans les sept jours à compter de la délivrance du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

Le tribunal statue soit séance tenante soit dans les cinq jours après la mise en délibéré.

Le jugement n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 216sexies. Le tribunal peut, s'il estime que la complexité de l'affaire nécessite des investigations supplémentaires, renvoyer le dossier au procureur du Roi, par décision motivée.

Dans ce cas, le tribunal statue par la même ordonnance sur le maintien du prévenu en détention jusqu'à la signification éventuelle d'un mandat d'arrêt dans les vingt-quatre heures. La décision de maintien est motivée conformément à l'article 16, §§ 1<sup>er</sup> et 5, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

L'ordonnance visée par le présent article n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 216septies. Le tribunal peut remettre à une ou plusieurs audiences la cause pour autant qu'il la prenne en délibéré au plus tard quinze jours après l'audience d'introduction prévue à l'article 216quinquies, § 3. Cette remise est décidée d'office ou à la demande du prévenu, de la partie civile ou du procureur du Roi pour :

- procéder à l'audition de tout témoin qu'il jugera utile;
- faire procéder à une enquête sociale.

Si un témoin doit être cité à comparaître, le délai sera réduit conformément à l'alinéa 4 de l'article 184. »

B.2.4. La procédure d'appel est réglée par l'article 5 de la loi, qui a inséré dans le Code d'instruction criminelle un article 209bis, selon lequel :

« Art. 209bis. Dans les cas visés à l'article 216quinquies, l'appel est introduit dans le délai et la forme prévus aux articles 203 et 205.

Sans préjudice de l'article 205, la cause est fixée dans les quinze jours après l'expiration du délai visé pour le prévenu à l'article 203, § 1<sup>er</sup>.

Le délai de citation devant la cour est de deux jours.

La cour peut remettre à une ou plusieurs audiences la cause pour autant qu'elle la prenne en délibéré au plus tard quinze jours après l'audience d'introduction.

La cour prononce sa décision dans les cinq jours après la mise en délibéré.

La cour peut, si elle estime que la complexité de l'affaire nécessite des investigations supplémentaires, renvoyer le dossier au procureur général, par décision motivée. »

B.2.5. Les dispositions attaquées seront mentionnées ci-après en utilisant la numérotation qui leur est donnée dans les lois où elles sont insérées. Pour désigner la personne soumise à la procédure de comparution immédiate, la Cour fera usage du terme « prévenu », qui est le mot utilisé dans les dispositions attaquées.

#### *Quant au contrôle de la Cour*

B.3.1. La loi attaquée apporte des dérogations aux règles ordinaires de la procédure pénale afin d'accélérer le traitement de certaines affaires. L'« idée de départ » est ainsi décrite dans l'exposé des motifs :

« Le projet repose sur le constat que la criminalité n'est pas uniquement favorisée par certains facteurs socio-économiques, mais qu'elle est également attisée par des facteurs institutionnels.

A cela s'ajoute la constatation que de nombreux délits ne reçoivent pas le traitement le plus approprié. Cela a évidemment un impact négatif sur la sécurité réelle perçue par le citoyen et crée un sentiment d'impunité chez les auteurs.

L'absence de traitement approprié présente encore le risque non négligeable d'accroître encore un sentiment de méfiance face au rôle et au fonctionnement de la justice.

Par ailleurs, il y a lieu de remarquer que dans de nombreux cas de simple criminalité urbaine - ce qui ne veut pas dire qu'elle doit être prise moins au sérieux -, le délai qui s'écoule entre le moment des faits et le traitement de l'affaire par le juge du fond est souvent très long, ce qui suscite, à juste titre, une grande incompréhension chez les victimes et leur entourage. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, pp. 4 et 5)

B.3.2. Quant aux objectifs de la loi, ils sont ainsi précisés :

« Tout d'abord, à l'égard de l'auteur, une réaction judiciaire immédiate face à l'infraction permet d'éviter, dans le respect des droits de la défense, que subsiste l'impression d'impunité (répression directe la plus appropriée et prévention de la récidive).

A l'égard de la victime, le jugement accéléré, en préservant les droits civils des victimes, permet d'éviter une double victimisation (la première directement liée au délit et la seconde par manque d'intérêt de la justice).

Le but poursuivi à l'égard de la société dans son ensemble est de faire en sorte que le citoyen sache et ressente que les formes moins graves ou moins organisées de la criminalité, qui touchent toutefois directement sa personne ou ses biens, ne sont effectivement pas tolérées. » (*ibid.*, p. 6)

B.3.3. La décision de poursuivre de tels objectifs - dont la légitimité n'est pas contestée - relève du pouvoir d'appréciation du législateur. Il incombe cependant à la Cour d'examiner si les mesures adoptées pour réaliser ces objectifs ne portent pas atteinte, de manière discriminatoire, aux droits des prévenus auxquels elles s'appliquent. Il a d'ailleurs été précisé, au cours des travaux préparatoires :

« La réalisation de ces objectifs ne peut pas porter préjudice aux garanties procédurales fondamentales accordées aux acteurs concernés, à savoir l'auteur et la victime. C'est seulement dans ces conditions que la nouvelle procédure pourra contribuer à une meilleure administration de la justice dont tous les acteurs accepteront les résultats. » (*ibid.*, p. 6)

B.3.4. Entre les prévenus qui se trouvent dans la situation décrite à l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi relative à la détention préventive et les autres prévenus, il existe une différence fondée sur un critère objectif : les premiers sont censés être poursuivis pour des faits qui, en raison de leur simplicité ou de leur évidence, ne requièrent pas des investigations aussi complexes ou aussi longues que les autres formes de criminalité.

B.3.5. En décidant d'alléger la procédure et de réduire les délais afin d'accélérer le traitement des affaires qui concernent la première catégorie de prévenus, le législateur a pris des mesures qui sont en rapport avec les objectifs cités en B.3.1 et B.3.2.

B.3.6. Il reste à examiner si certaines de ces mesures n'ont pas pour effet d'apporter aux droits de ces prévenus des restrictions qui seraient disproportionnées par rapport aux objectifs poursuivis.

#### Premier moyen

B.4.1. La requérante allègue la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec les articles 5 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Les trois branches du moyen reprochent à la loi attaquée de ne pas régler la situation du prévenu qui a été laissé en liberté ou libéré sous conditions, créant ainsi une discrimination entre cette catégorie de personnes et celles qui se sont vu décerner un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

B.4.2. L'article 216quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle prévoit que peut être convoquée aux fins de comparution immédiate toute personne qui « est détenue ou a été laissée en liberté aux conditions des articles 35 et 36 » de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. La comparution immédiate serait donc applicable à des personnes détenues aussi bien qu'à des personnes qui sont laissées en liberté par le juge d'instruction.

B.4.3. Il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée que seule l'hypothèse de la délivrance d'un mandat d'arrêt a été prise en considération pour le règlement de la procédure de comparution immédiate (*Doc. Parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, pp. 3, 9 et suivants; *Doc. parl.*, Sénat, 1999-2000, n<sup>o</sup> 2-347/3, p. 37). Il a été dit que « le projet de loi porte [...] uniquement sur le volet inachevé de la procédure accélérée en prévoyant une procédure de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel sous détention » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, p. 5; *Doc. Parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>o</sup> 0306/004, p. 6), que « la nouvelle procédure repose, fondamentalement, sur la privation de la liberté ou toutes autres mesures restrictives de liberté de l'inculpé sans qu'une instruction judiciaire soit ouverte » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>o</sup> 0306/004, p. 8; *Doc. parl.*, Sénat, 1999-2000, n<sup>o</sup> 2-347/3, p. 7) et que la procédure ne pourrait être mise en œuvre que « si l'accusé a été mis en détention » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>o</sup> 0306/004, pp. 73, 99, 124).

L'absence de dispositions visant l'hypothèse dans laquelle le prévenu ne serait pas mis en détention a été relevée lors des discussions parlementaires (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>o</sup> 0306/004, pp. 63-64; *Doc. parl.*, Sénat, 1999-2000, n<sup>o</sup> 2-347/3, pp. 41-42, 71). Il a été proposé d'instaurer une procédure de comparution immédiate à « deux voies », l'une sous détention et l'autre qui s'appliquerait dans les cas où l'intéressé n'est pas détenu, de manière à pouvoir dissocier cette procédure de celle relative à la détention préventive (*Doc. Parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>o</sup> 0306/004, p. 124).

B.4.4. Rien dans la loi elle-même ne permet de déterminer quel doit être le sort des prévenus qui sont laissés en liberté sous conditions par le juge d'instruction. Il existe donc une différence de traitement injustifiée entre les prévenus qui se voient décerner un mandat d'arrêt, pour lesquels la loi décrit la procédure qui leur sera appliquée, et ceux qui sont laissés en liberté par le juge d'instruction, pour lesquels la loi ne prévoit rien.

B.4.5. Le moyen est fondé.

Il convient d'annuler, à l'article 216quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle, les mots « ou a été laissée en liberté aux conditions des articles 35 et 36 de ladite loi ».

#### Deuxième moyen, troisième moyen et sixième moyen, deuxième branche

B.5.1. Par le deuxième moyen de sa requête, la requérante reproche à la loi attaquée de ne pas permettre au prévenu de faire opposition au jugement qui l'aurait condamné par défaut. Le troisième moyen dénonce l'impossibilité pour le prévenu de solliciter des devoirs d'instruction complémentaires et de faire contrôler l'instruction par les juridictions d'instruction. Par le sixième moyen, dans sa deuxième branche, la requérante soutient que le prévenu convoqué en application de la procédure de comparution immédiate ne bénéficie pas du temps nécessaire à la préparation de sa défense alors que ce droit est garanti par l'article 6.3, b, de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.5.2. Par rapport à l'inculpé soumis à la procédure ordinaire, le prévenu soumis à la procédure de comparution immédiate voit ses droits tantôt réduits, tantôt renforcés.

B.5.3. Le juge d'instruction intervient pour entendre le prévenu et, ensuite, accepter ou refuser de décerner le mandat d'arrêt requis par le procureur du Roi mais il ne peut effectuer de devoir d'instruction ni sur demande ni d'office : l'article 20bis, § 4, 2<sup>ème</sup> tiret, de la loi relative à la détention préventive écarte explicitement cette possibilité en dérogeant à l'article 16, § 3, de la même loi.

Si un mandat d'arrêt est décerné, le prévenu comparaitra devant le juge du fond dans un délai de quatre à sept jours (article 216quinquies, § 3, du Code d'instruction criminelle) et il ne pourra solliciter d'autre devoir d'instruction qu'une audition de témoin ou une enquête sociale (article 216septies du Code d'instruction criminelle).

Si, n'ayant pu rassembler les éléments permettant à l'avocat - qui sera au besoin un avocat désigné par le bâtonnier - de le défendre utilement, le prévenu refuse de comparaître, il pourra être condamné par un jugement réputé contradictoire, l'article 216quinquies du Code d'instruction criminelle excluant toute possibilité d'y faire opposition.

Chacune des mesures qui viennent d'être exposées traite le prévenu qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate différemment de l'inculpé arrêté selon la procédure ordinaire. Celui-ci bénéficie en effet :

- d'une intervention du juge d'instruction qui mène celle-ci « à charge et à décharge » et « veille à la légalité des moyens de preuve ainsi qu'à la loyauté avec laquelle ils sont rassemblés » (article 56, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code d'instruction criminelle);

- du droit de « demander au juge d'instruction l'accomplissement d'un acte d'instruction complémentaire » (article 61quinquies, § 1<sup>er</sup>, du même code);

- du droit, s'il a été condamné par défaut, de faire opposition au jugement dans les quinze jours qui suivent sa signification (article 187 du même code).

B.5.4. Il peut se concevoir que le prévenu soumis à la procédure de comparution immédiate soit privé du droit de faire opposition au jugement rendu par défaut car le législateur fait en sorte qu'il bénéficie de l'assistance d'un avocat qu'il peut consulter avant d'être présenté au juge d'instruction (article 20bis, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi relative à la détention préventive); de plus, son conseil peut assurer sa défense même si le prévenu ne justifie pas de l'impossibilité de comparaître en personne, conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (arrêts *Van Geyselghem c/Belgique* du 21 janvier 1999, *Goedhart c/Belgique*, du 20 mars 2001, *Stroek c/Belgique* du 20 mars 2001, *Medenica c/Suisse* du 14 juin 2001) et de la Cour de cassation (Cass. 16 mars 1999 et 8 juin 1999), malgré le texte contraire de l'article 185, § 2, du Code d'instruction criminelle.

B.5.5. Encore faut-il que le prévenu dispose, conformément à l'article 6.3, b, de la Convention européenne des droits de l'homme, « du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ».

B.5.6. Les dispositions attaquées ne laissent au prévenu qu'un délai extrêmement court pour qu'il puisse, avec son avocat, préparer sa défense devant le tribunal correctionnel.

B.5.7. Il ressort de l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur la détention préventive que le procureur du Roi informe le prévenu de son droit de choisir un avocat ou de s'en faire désigner un par le bâtonnier en même temps qu'il requiert un mandat en vue de comparution immédiate. Le prévenu sera souvent défendu par un avocat désigné qui ne connaît pas celui qu'il doit défendre.

B.5.8. Si l'infraction est flagrante ou si les charges ont pu être réunies dans le mois qui suit la commission de l'infraction et si le prévenu a été arrêté, la privation de liberté ne peut dépasser vingt-quatre heures (article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi relative à la détention préventive). La comparution devant le juge d'instruction doit donc avoir lieu dans ce délai et le mandat d'arrêt devra être décerné « immédiatement après le premier interrogatoire » (article 16, § 3, de la loi sur la détention préventive, auquel renvoie l'article 20bis, § 4, 2<sup>e</sup> tiret, de la même loi).

B.5.9. Dès que le mandat d'arrêt est décerné, le prévenu et son conseil, qui peuvent consulter le dossier dès la réquisition du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate (article 20bis, § 2, de la loi relative à la détention préventive), disposent d'un délai de quatre à sept jours, en ce compris les jours fériés, pour préparer leur défense.

B.5.10. C'est à partir de l'information qui leur est donnée par le procureur du Roi que le prévenu et son conseil ont la possibilité d'apporter des éléments de décharge pour tenter de contredire les charges que le procureur du Roi a réunies dans un délai maximum d'un mois, conformément à l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi relative à la détention préventive.

Pendant ce court délai, ils ne peuvent demander aucun devoir au juge d'instruction et, devant le tribunal correctionnel, ils ne pourront solliciter qu'une audition de témoins ou une enquête sociale qui doivent être réalisées dans un délai maximum de quinze jours. Toute autre mesure leur sera refusée, alors même qu'elle serait tout aussi utile à la défense du prévenu et qu'elle pourrait être exécutée sans excéder le délai de quinzaine.

B.5.11. Les droits de la défense sont ainsi doublement réduits, à la fois par le délai extrêmement court dans lequel ils doivent être exercés et par la limitation des mesures que le prévenu peut solliciter.

B.5.12. Dans la procédure ordinaire, l'inculpé qui est détenu et son conseil ne disposent que d'un délai de cinq jours pour préparer la défense qu'ils présentent en chambre du conseil, le dossier n'étant mis à leur disposition que « pendant le dernier jour ouvrable avant la comparution » (article 21, § 3, de la loi relative à la détention préventive). Mais le débat ne porte alors que sur la régularité du mandat d'arrêt et sur la nécessité du maintien de la détention (article 21, § 4, de la même loi).

Dans la procédure de comparution immédiate, le prévenu et son conseil disposent d'un délai de quatre à sept jours, en ce compris les jours non ouvrables, avant de comparaître devant le tribunal correctionnel qui statuera sur la culpabilité du prévenu et sur la peine qui doit lui être infligée. Une défense utile devra donc porter non seulement sur l'établissement des faits et sur leur qualification pénale, ce qui peut nécessiter d'autres mesures qu'une audition de témoins, mais aussi sur les éléments relatifs à la personne du prévenu, qui ne peuvent se limiter aux seuls renseignements révélés par une enquête sociale. A ce stade de la procédure, le tribunal doit en effet choisir, notamment en fonction de la personne du prévenu, la peine ou la mesure la plus adéquate : l'article 195 du Code d'instruction criminelle lui impose d'indiquer « d'une manière qui peut être succincte mais doit être précise, les raisons du choix que le juge fait de telle peine ou mesure parmi celles que la loi lui permet de prononcer » et il doit justifier « en outre le degré de chacune des peines ou mesures prononcées ». Cette obligation implique que le prévenu et son conseil puissent fournir au tribunal tous les éléments utiles pour apprécier le degré d'une peine qui peut aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

B.5.13. Il n'apparaît pas que le but poursuivi par le législateur ne puisse être atteint qu'en réduisant à ce point le temps et les facilités nécessaires à l'exercice utile des droits de défense. Au contraire, la brièveté des délais et la limitation des mesures d'instruction peuvent inciter les tribunaux à renvoyer la cause au procureur du Roi, en application de l'article 216sexies du Code d'instruction criminelle, au motif qu'ils ne disposent pas des éléments qui leur permettent de la juger. L'excessive abréviation des délais et la limitation des moyens de défense risquent ainsi d'avoir des effets qui compromettent la réalisation des objectifs poursuivis par le législateur.

Il s'ensuit que les mesures en cause, justifiées dans leur principe, sont cependant de nature à apporter à l'exercice des droits de défense du prévenu des limitations qui ne sont pas dans un rapport raisonnable de proportionnalité avec les objectifs poursuivis.

B.5.14. Il convient donc d'annuler l'article 216quinquies, § 3, et, à l'article 216septies, 2<sup>ème</sup> phrase, du Code d'instruction criminelle, les mots « pour : » jusqu'à « enquête sociale ».

#### *Quatrième et cinquième moyens*

B.6.1. Il est fait grief à la loi attaquée de ne prévoir à aucun moment de la procédure l'intervention d'un tribunal qui puisse statuer sur la régularité de la détention, tandis que les détenus qui se voient appliquer le droit commun de la détention préventive disposent d'un tel droit devant la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation.

La partie requérante invoque également la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que l'article 20bis, § 7, de la loi sur la détention préventive dispose que les ordonnances du juge d'instruction ne sont susceptibles d'aucun recours.

B.6.2. L'article 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme prévoit que « toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale ».

B.6.3. Aux termes de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, de la loi relative à la détention préventive, le mandat d'arrêt délivré par le juge d'instruction n'est susceptible ni d'appel, ni de pourvoi en cassation. Il s'ensuit que, sur ce point, la disposition en cause ne traite pas les prévenus soumis à la procédure de comparution immédiate différemment des inculpés poursuivis selon la procédure ordinaire.

B.6.4. L'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la même loi prévoit que le mandat d'arrêt délivré par le juge d'instruction doit, dans les cinq jours, faire l'objet d'une décision de la chambre du conseil. Celle-ci, en application de l'article 21, § 4, de la même loi, s'assure de la régularité du mandat d'arrêt et juge de la nécessité du maintien de la détention.

B.6.5. La partie requérante estime qu'il existe une discrimination au détriment des prévenus qui sont soumis à la procédure de comparution immédiate puisque, aucune procédure devant une juridiction d'instruction n'étant organisée, ils ne pourront faire contrôler la légalité de leur détention que devant le juge du fond.

B.6.6. L'article 20bis de la loi sur la détention préventive énonce, en son paragraphe 5, que le mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate est valable jusqu'au prononcé du jugement pour autant que celui-ci intervienne dans les sept jours de l'ordonnance. A défaut, le prévenu est immédiatement remis en liberté.

Il s'ensuit que le prévenu qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate comparait « à bref délai » devant un tribunal, ainsi que l'exige l'article 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Même si les articles 216quinquies et 216sexies du Code d'instruction criminelle ne prévoient pas expressément que le tribunal doit se prononcer sur la régularité du mandat d'arrêt, ces dispositions doivent se lire conformément aux exigences de l'article 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme : le prévenu doit pouvoir inviter le tribunal à contrôler la régularité de sa détention.

B.6.7. Lorsque le tribunal correctionnel statue séance tenante, le prévenu voit la régularité de sa détention contrôlée par le tribunal dans un délai maximum de sept jours à compter de la délivrance du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

Même si ce délai peut être supérieur de deux jours au délai de cinq jours de la procédure ordinaire, la mesure ne porte pas une atteinte disproportionnée au droit de recours dont doit disposer toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention, en vertu de l'article 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.6.8. Selon la partie requérante, ces délais pourraient être prolongés si le tribunal décide de remettre l'affaire. Dans ce cas, le tribunal doit prendre l'affaire en délibéré au plus tard quinze jours après l'audience d'introduction et il doit statuer dans les cinq jours (article 216quinquies, § 3, du Code d'instruction criminelle). La partie requérante en déduit qu'en additionnant ces trois délais (7 jours, 15 jours et 5 jours), un prévenu pourrait être détenu pendant vingt-sept jours sans qu'une juridiction ait pu statuer sur la régularité du mandat d'arrêt et sur la nécessité de la détention.

B.6.9. L'hypothèse décrite en B.6.8 n'est pas compatible avec les dispositions en cause. La remise de l'affaire ne peut en aucun cas prolonger la validité du mandat d'arrêt au-delà de sept jours. Il a d'ailleurs été déclaré dans l'exposé des motifs et répété dans le rapport fait au nom de la Commission de la Justice de la Chambre qu'« aucune détention [n'est] possible durant la période au cours de laquelle le juge du fond a remis l'examen de l'affaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, p. 12). L'article 20bis, § 5, de la loi relative à la détention préventive est rédigé sans équivoque : si le jugement n'est pas prononcé dans les sept jours de l'« ordonnance » du juge d'instruction, le prévenu est immédiatement libéré.

B.6.10. Le moyen n'est pas fondé.

#### *Sixième moyen, première branche*

B.7.1. Il est reproché à la loi attaquée de créer une discrimination entre, d'une part, les prévenus qui se voient appliquer la procédure de comparution immédiate et, d'autre part, les personnes qui, pour les mêmes faits, se voient infliger une sanction administrative, en application de l'article 23 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football. La partie requérante soutient que la loi attaquée ne contient pas de critères objectifs qui permettent de déterminer quand il y a lieu d'appliquer l'une ou l'autre procédure.

B.7.2. Aux termes de l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi relative à la détention préventive, la procédure de comparution immédiate ne peut s'appliquer que lorsque deux conditions sont réunies : d'une part, le fait doit être « punissable d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an sans excéder dix ans en application de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes »; d'autre part, ou bien l'infraction est flagrante ou bien des charges suffisantes pour soumettre l'affaire au juge du fond peuvent être réunies dans le mois de la commission de l'infraction.

La réunion des deux conditions imposées par la loi n'implique toutefois pas l'application automatique de la procédure de comparution immédiate, ce qui a pour conséquence que deux catégories de justiciables poursuivis pour des faits semblables peuvent se voir appliquer deux procédures différentes, celle de la comparution immédiate ou celle organisée par la loi du 21 décembre 1998.

A la critique émise par le Conseil d'Etat à propos du champ d'application des deux lois (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, p. 29), le ministre de la Justice a répondu qu'il entendait laisser au ministère public le soin de prendre plus rapidement attitude soit en engageant l'action publique soit en préférant la voie de la sanction administrative, l'une étant exclusive de l'autre (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, pp. 8 et 9, et n<sup>o</sup> 0306/004, p. 94).

Le ministère public doit toutefois tenir compte des directives contraignantes arrêtées par le ministre de la Justice, après avis du collège des procureurs généraux (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, p. 7, et n<sup>o</sup> 0306/004, pp. 89-90).

B.7.3. La loi du 21 décembre 1998 réprime une forme de délinquance particulière : elle concerne les violences qui peuvent se produire au cours d'un match de football national ou international accessible au public (article 19 de la loi). L'article 24 prévoit que le contrevenant peut se voir infliger par le fonctionnaire désigné par le Roi une amende administrative de dix mille francs à deux cent mille francs et une interdiction de stade administrative d'une durée de trois mois à cinq ans. Le contrevenant qui conteste la décision du fonctionnaire peut interjeter appel devant le tribunal de police (article 31 de la loi). Le choix d'appliquer la loi du 21 décembre 1998 ou celle du 28 mars 2000 dépend d'une décision du procureur du Roi d'engager ou non des poursuites pénales.

B.7.4. Ainsi que la Cour l'a déjà constaté, notamment dans son arrêt n<sup>o</sup> 153/2001 (B.5 et B.6) qui concerne la loi précitée du 21 décembre 1998, lorsque le législateur estime que certains manquements à des obligations légales doivent faire l'objet d'une répression, il relève de son pouvoir d'appréciation de décider s'il est opportun d'opter pour des sanctions pénales *sensu stricto* ou pour des sanctions administratives. Le choix de l'une ou l'autre catégorie de sanctions ne peut être considéré comme établissant, en soi, une discrimination. La Cour a également constaté que les sanctions prévues à l'égard des personnes présentes dans les stades de football étaient justifiées par les spécificités de cette forme de délinquance, telles qu'elles sont décrites dans les travaux préparatoires de la loi. Il n'est pas davantage discriminatoire de laisser au procureur du Roi la faculté soit d'opter pour des poursuites pénales, soit de permettre que le fonctionnaire compétent puisse appliquer les sanctions prévues par la loi : dans les deux cas, un recours de pleine juridiction est organisé devant un tribunal indépendant. Le législateur ayant précisé lui-même le champ d'application de la loi du 21 décembre 1998, il pouvait, sans violer le principe d'égalité, permettre au ministère public d'apprécier s'il est opportun d'appliquer la procédure de comparution immédiate ou de permettre l'application éventuelle des sanctions prévues par la loi du 21 décembre 1998.

B.7.5. Le sixième moyen, dans sa première branche, n'est pas fondé.

#### *Septième moyen*

B.8.1. Le moyen est dirigé contre l'article 216sexies du Code d'instruction criminelle. Cet article permet au tribunal correctionnel saisi dans le cadre de la procédure de comparution immédiate, de renvoyer le dossier au procureur du Roi s'il estime que la complexité de l'affaire nécessite des investigations supplémentaires.

Dans ce cas, le tribunal statue sur le maintien du prévenu en détention jusqu'à la signification éventuelle d'un mandat d'arrêt dans les vingt-quatre heures.

B.8.2. Il est reproché à la disposition précitée de permettre, en raison du silence de la loi, que le juge d'instruction qui décerne le mandat d'arrêt puisse être le même que celui qui a déjà délivré le mandat en vue de comparution immédiate. Il serait ainsi porté atteinte au principe d'impartialité du juge, garanti par les principes généraux du droit belge et par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme s'applique à la phase préparatoire du procès pénal. En effet, les exigences de l'article 6, et notamment de son paragraphe 3, peuvent jouer un rôle avant la saisine du juge du fond si et dans la mesure où leur inobservation initiale risque de compromettre gravement le caractère équitable du procès (Cour européenne des droits de l'homme, arrêt *Imbrioscia c/ Suisse*, du 24 novembre 1993).

B.8.3. La loi attaquée prévoit l'intervention d'un juge d'instruction pour la délivrance d'un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate. Elle vise, ainsi, à garantir le respect de l'article 12 de la Constitution qui rend obligatoire l'intervention d'un juge dans les vingt-quatre heures de la privation de liberté d'un individu. L'intervention d'un juge d'instruction à un stade ultérieur de la procédure, si le tribunal correctionnel venait à renvoyer le dossier au procureur du Roi, est également prévue par la loi attaquée. Le fait que ce juge pourrait être le même pour la délivrance des deux mandats n'est pas de nature à porter atteinte à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Un magistrat ne devient pas suspect de partialité par cela seul qu'il intervient à plusieurs reprises, dans l'exercice de la même fonction, dans le cours d'une même procédure pénale.

B.8.4. Le septième moyen n'est pas fondé.

#### *Huitième moyen*

B.9.1. Il est reproché à l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi relative à la détention préventive de ne pas définir de manière suffisamment précise le champ d'application de la procédure de comparution immédiate. Une discrimination serait ainsi établie au détriment des prévenus qui se voient appliquer la procédure de comparution immédiate, en ce qu'il revient au collège des procureurs généraux et au ministre de la Justice de déterminer le champ d'application de la loi, par rapport aux prévenus de droit commun, pour lesquels c'est le pouvoir législatif qui détermine les règles de répression, les infractions et les peines.

B.9.2. L'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi relative à la détention préventive prévoit que le procureur du Roi peut requérir un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate si les conditions mentionnées en B.7.2. sont réunies.

La réunion de ces deux conditions n'implique pas l'application automatique de la procédure de comparution immédiate. Deux catégories de prévenus poursuivis pour des faits semblables peuvent donc se voir appliquer deux procédures différentes : celle de la comparution immédiate ou la procédure ordinaire.

Selon les travaux préparatoires, c'est au ministère public que revient le soin de déterminer, « à la lumière des circonstances concrètes, l'action judiciaire qui s'impose (instruction, information, comparution immédiate en détention, convocation par procès-verbal, classement sans suite, transaction, médiation pénale) » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, p. 9, et n<sup>o</sup> 0306/004, pp. 7 et 8). Le ministère public doit toutefois tenir compte des directives contraignantes arrêtées par le ministre de la Justice, après avis du collège des procureurs généraux (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>o</sup> 0306/004, p. 90).

B.9.3. Dans l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt n<sup>o</sup> 59/2001, la Cour était invitée, notamment, à apprécier si la loi relative à la détention préventive n'est pas discriminatoire en ce que le ministère public pourrait décider, soit d'appliquer cette loi, soit de recourir à la procédure de comparution immédiate. Le moyen, dans la présente affaire, est dirigé contre les dispositions de la loi relatives à la comparution immédiate.

B.9.4. En ce qu'il soutient que les deux lois sont susceptibles d'une application discriminatoire, le moyen se confond avec l'argument auquel il a été répondu au B.7.4 de l'arrêt n<sup>o</sup> 59/2001 et il appelle la même réponse : la Cour n'est pas compétente pour juger d'une éventuelle application discriminatoire de la loi.

En ce qu'il reproche à la loi attaquée de ne pas contenir les éléments qui permettent de connaître, de manière prévisible, son champ d'application, il s'agit d'une question qui n'a pas été abordée dans l'arrêt n<sup>o</sup> 59/2001 et qu'il convient d'examiner.

B.9.5. Bien qu'il ressorte de l'exposé des motifs que la loi avait pour but de lutter contre certaines formes de délits, « moins graves ou moins organisés », qui ne reçoivent pas un traitement approprié, spécialement dans des cas de « simple criminalité urbaine » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n<sup>os</sup> 0306/001 - 0307/001, p. 5), son champ d'application potentiel est beaucoup plus large puisqu'il s'étend à tout fait « punissable d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an sans excéder dix ans en application de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes ».

B.9.6. En attribuant au pouvoir législatif la compétence de déterminer dans quels cas et dans quelle forme des poursuites pénales sont possibles, l'article 12, alinéa 2, de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucun comportement ne sera punissable qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Cette disposition constitutionnelle ne va toutefois pas jusqu'à obliger le législateur à régler lui-même chaque aspect de la poursuite, spécialement depuis la loi du 4 mars 1997, qui a introduit dans le Code judiciaire l'article 143bis déterminant la compétence du collège des procureurs généraux en matière de politique criminelle, et depuis l'adoption de l'article 151 de la Constitution, qui a consacré le « droit du ministre compétent d'ordonner des poursuites et d'arrêter des directives contraignantes de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite ». Une délégation à un autre pouvoir n'est pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

B.9.7. L'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi relative à la détention préventive satisfait aux exigences de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution en tant qu'il détermine le champ d'application de la procédure de comparution immédiate, d'une part, en se fondant sur l'échelle des peines, d'autre part, en disposant que les faits doivent être flagrants ou susceptibles d'être établis dans un délai d'un mois maximum.

B.9.8. Toutefois, les dispositions attaquées restreignent les garanties offertes au prévenu en matière de privation de liberté, spécialement en ce qu'elles le privent de la possibilité d'une instruction complète (à charge et à décharge) et en ce qu'elles limitent ses droits de défense. En donnant à de telles dispositions le champ d'application large et indéterminé décrit en B.9.5, en s'abstenant d'inscrire dans la loi des critères qu'on ne trouve que dans les travaux préparatoires et en ne déterminant pas lui-même, avec une précision suffisante, dans quel cas il peut être dérogé aux garanties offertes par le droit commun, le législateur a méconnu les exigences particulières de précision, de clarté et de prévisibilité auxquelles doivent satisfaire les lois en matière pénale.

B.9.9. La délégation implicitement donnée au ministère public d'apprécier dans quels cas la loi peut s'appliquer ne peut suffire à corriger l'imprécision de la loi.

B.9.10. Il s'ensuit que, en ce que des prévenus peuvent être jugés pour des infractions semblables selon des procédures pénales différentes, sans que le législateur ait lui-même indiqué de manière suffisamment précise dans quels cas l'une ou l'autre procédure leur sera appliquée, ils sont exposés par le législateur à être traités de manière différente sans justification raisonnable.

B.9.11. Le huitième moyen est fondé.

Il convient d'annuler l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

#### *Neuvième moyen*

B.10.1. La partie requérante invoque l'existence d'une discrimination, dans la mise en œuvre de la procédure de comparution immédiate, entre un prévenu comparaisant en première instance et un prévenu comparaisant en appel. L'absence de parallélisme entre les deux degrés de juridiction impliquerait que le prévenu comparaisant en appel se trouverait, sans justification, dans une situation nettement moins favorable que le prévenu comparaisant en première instance, en ce qu'aucune limite n'est fixée quant au titre et à la durée de sa détention.

B.10.2. Il est reproché (deuxième branche) à l'article 209*bis* du Code d'instruction criminelle de ne pas avoir limité les hypothèses dans lesquelles la cour d'appel peut remettre la cause à une ou plusieurs audiences ultérieures alors qu'en première instance, seule une enquête sociale ou l'audition de témoins peuvent justifier une telle remise.

B.10.3. Dans l'exposé des motifs de la loi en projet, il est précisé que l'audience en degré d'appel peut être reportée de quinze jours « afin d'effectuer une enquête sociale si les premiers juges ne l'ont pas demandé ou si une enquête sociale supplémentaire est jugée nécessaire pour entendre des témoins » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n° 0306/004, p. 9). Un amendement a ensuite été adopté visant à étendre les hypothèses dans lesquelles l'audience d'appel pouvait être remise, au motif qu'il existait d'autres cas dans lesquels une remise pouvait se justifier (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n° 0306/004, p. 126). Le législateur n'a toutefois pas indiqué dans quels cas l'audience d'appel peut être remise.

B.10.4. Pour les motifs exposés en B.5.10 et B.5.11, la possibilité, en appel, de pouvoir remettre la cause pour effectuer d'autres devoirs d'instruction que ceux qui sont prévus en première instance améliore la situation du prévenu. En ce qu'il ne reproduit pas les limites inscrites à l'article 216*septies* du Code d'instruction criminelle, l'article 209*bis*, alinéa 4, ne peut être tenu pour discriminatoire.

B.10.5. Il est également fait grief à l'article 209*bis* du Code d'instruction criminelle (première branche) de prévoir qu'en appel, si la cour d'appel estime que la complexité de l'affaire nécessite des investigations complémentaires, elle puisse renvoyer le dossier au procureur général par décision motivée, sans aménager aucune règle en ce qui concerne le maintien de la détention préventive, alors que, en première instance, la loi prévoit que le tribunal correctionnel, lorsqu'il décide de renvoyer la cause au procureur du Roi en raison de sa complexité, doit statuer sur le maintien du prévenu en détention jusqu'à la signification éventuelle d'un mandat d'arrêt dans les vingt-quatre heures.

B.10.6. Il est enfin reproché au même article 209*bis* du Code d'instruction criminelle (troisième branche), de permettre à la cour d'appel de remettre l'affaire à une date ultérieure, sans que cette remise ait une incidence sur la privation de liberté du prévenu, aucune sanction n'étant prévue si le délai de quinze jours dans lequel elle doit prendre la cause en délibéré n'est pas respecté.

B.10.7. Entre les prévenus soumis à la procédure de comparution immédiate qui comparaissent détenus devant le tribunal correctionnel et ceux qui comparaissent détenus devant la cour d'appel, il existe une différence fondée sur un critère objectif.

B.10.8. La détention des premiers se fonde sur un mandat d'arrêt qui n'a fait l'objet d'aucun contrôle par un tribunal : il se justifie d'en limiter la durée à sept jours et de prévoir que, s'il renvoie la cause au procureur du Roi, le tribunal statue par la même ordonnance sur le maintien du prévenu en détention, jusqu'à la signification éventuelle d'un mandat d'arrêt dans les vingt-quatre heures (article 216*sexies*, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle).

Il est ainsi satisfait, sous réserve de l'inconstitutionnalité constatée en B.5.13, aux exigences de l'article 5.1, c, de la Convention européenne des droits de l'homme, qui permet l'arrestation et la détention d'une personne en vue d'être conduite devant l'autorité judiciaire compétente et à celles de l'article 5.3 de la même convention, selon lequel cette personne « doit être aussitôt traduite devant un juge ».

B.10.9. La détention des seconds est l'exécution de la peine d'emprisonnement, prononcée par le tribunal correctionnel, lorsque sa durée excède celle de la détention déjà subie (article 33, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi relative à la détention préventive).

Cette détention satisfait aux exigences de l'article 5.1, a, de la Convention européenne des droits de l'homme, selon lequel un prévenu peut être privé de sa liberté « s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent ».

B.10.10. Il peut dès lors être admis que la détention subie pendant la procédure d'appel ne s'entoure pas des mêmes garanties que la détention subie avant le jugement du tribunal correctionnel.

B.10.11. Il convient toutefois d'examiner si la procédure, telle qu'elle est organisée en appel, ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits des prévenus soumis à la procédure de comparution immédiate.

B.10.12. Bien que l'article 209*bis* ne prévoie pas que la cour d'appel statue sur le maintien en détention du prévenu lorsqu'elle renvoie le dossier au procureur général et qu'il ne précise pas quelle est la situation du prévenu si la cour d'appel n'a pas pris la cause en délibéré quinze jours après l'audience d'introduction et prononcé sa décision cinq jours après la mise en délibéré, il ne peut se déduire des silences de la loi que le prévenu ne pourrait demander sa mise en liberté.

B.10.13. Il a en effet été déclaré, au cours des travaux préparatoires, que, si l'emprisonnement décidé par le tribunal correctionnel doit rester exécutoire malgré l'appel du prévenu, celui-ci aura la possibilité d'introduire une requête de mise en liberté (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, n° 0306/004, p. 127). Cette intention s'est traduite, à l'article 20*bis*, § 4, 7<sup>ème</sup> tiret, de la loi relative à la détention préventive, par le renvoi qui y est fait, à l'article 27 de la même loi. Le paragraphe 2 de ce dernier article permet au prévenu qui a interjeté appel du jugement du condamnant de déposer devant la juridiction d'appel une requête de mise en liberté provisoire sur laquelle il doit être statué dans les cinq jours de son dépôt, à défaut de quoi l'intéressé est mis en liberté. L'article 20*bis*, § 4, 7<sup>e</sup> tiret, précise que cette possibilité existe depuis la notification par le procureur du Roi de ce qu'il requiert un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate, « jusqu'à la décision finale au fond, éventuellement en degré d'appel ».

B.10.14. Cette disposition doit, conformément à ce qui a été déclaré au cours des travaux préparatoires précités, se lire comme permettant au prévenu de saisir la cour d'appel d'une requête de mise en liberté provisoire, notamment dans les hypothèses mentionnées en B.10.12.

B.10.15. Une autre lecture de l'article 20*bis*, § 4, 7<sup>e</sup> tiret, de la loi relative à la détention préventive donnerait à l'article 209*bis* du Code d'instruction criminelle des effets discriminatoires puisqu'il interdirait, sans aucune justification, qu'une personne détenue en vertu d'un jugement qui l'a condamnée et contre lequel elle a interjeté appel puisse, dans les deux hypothèses décrites en B.10.12, s'adresser à la cour d'appel pour demander sa mise en liberté provisoire, alors que tout détenu qui est en appel du jugement qui l'a condamné dispose de cette faculté en vertu de l'article 27, § 2, de la loi relative à la détention préventive.

B.10.16. Il découle de ce qui précède, et sous réserve de ce qui est précisé en B.10.14 et B.10.15, que le neuvième moyen, en ses trois branches, n'est pas fondé.

B.11. Compte tenu de l'incidence que le caractère rétroactif de l'annulation aurait sur des procédures clôturées, de ce qu'il pourrait aggraver la surcharge du ministère public et des cours et tribunaux et mettre en cause les droits des victimes, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets des dispositions annulées en ce qu'elles ont donné lieu à des décisions passées en force de chose jugée avant la publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Par ces motifs,

la Cour :

1. annule :

a) dans l'article 216quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle, les mots « ou a été laissée en liberté aux conditions des articles 35 et 36 de ladite loi »;

b) l'article 216quinquies, § 3, du même code;

c) dans l'article 216septies, 2<sup>e</sup> phrase, du même code, les mots « pour :

- procéder à l'audition de tout témoin qu'il jugera utile;

- faire procéder à une enquête sociale »;

d) l'article 20bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

2. rejette le recours pour le surplus, sous la réserve d'interprétation formulée en B.10.14;

3. maintient les effets des dispositions annulées, en ce qu'elles ont donné lieu à des décisions passées en force de chose jugée avant la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 28 mars 2002.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

M. Melchior

#### ARBITRAGEHOF

N. 2002 — 1377

[C - 2002/21144]

#### Arrest nr. 56/2002 van 28 maart 2002

Rolnummer 2036

In zake : het beroep tot vernietiging van de wet van 28 maart 2000 tot invoeging van een procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken, ingesteld door de v.z.w. Ligue des droits de l'homme.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 september 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 oktober 2000, heeft de v.z.w. Ligue des droits de l'homme, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Onderrichtsstraat 91, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 28 maart 2000 tot invoeging van een procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 2000).

##### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 2 oktober 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 17 november 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 november 2000.

Bij beschikkingen van 6 februari 2001 en 20 maart 2001 heeft het Hof de zetel aangevuld respectievelijk met de rechters L. Lavrysen en A. Alen.

Bij beschikkingen van 28 februari 2001 en 26 september 2001 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 29 september 2001 en 29 maart 2002.

Bij beschikking van 14 november 2001 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 5 december 2001.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de verzoekende partij en haar advocaat bij op 15 november 2001 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 5 december 2001 heeft de voorzitter in functie vastgesteld dat rechter L. Lavrysen wettig verhinderd is en dat rechter M. Bossuyt hem vervangt als lid van de zetel.

Op de openbare terechtzitting van 5 december 2001 :

- is verschenen : Mr. S. Berbuto, advocaat bij de balie te Luik, voor de verzoekende partij;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en A. Alen verslag uitgebracht;

- is de voornoemde advocaat gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

Bij beschikking van 16 januari 2002 heeft voorzitter M. Melchior, op verzoek van twee rechters van de zetel, de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van 23 januari 2002 heeft het Hof de debatten heropend en de dag van de terechtzitting bepaald op 13 februari 2002.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de verzoekende partij en haar advocaat bij op 24 januari 2002 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 13 februari 2002 :

- zijn verschenen : Mr. S. Berbuto en Mr. M. Nève, advocaten bij de balie te Luik, voor de verzoekende partij;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en A. Alen verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.1.1. De verzoekende partij verklaart dat zij doet blijken van een belang bij het beroep tot vernietiging, in zoverre zij tot doel heeft « het bestrijden van onrecht en van elke willekeurige inbreuk op de rechten van een individu of een gemeenschap » en zij « de beginselen van gelijkheid, vrijheid en humanisme » verdedigt « waarop de democratische samenlevingen zijn gegrondvest en die zijn afgekondigd » door nationale en internationale teksten. Het arrest nr. 5/92 van het Hof wordt ter staving van die stelling aangehaald.

De verzoekende partij voert de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Zij betoogt dat het te enge begrip « belang », vervat in artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek en in artikel 2 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, moet worden geweerd ten voordele van internationale bepalingen die rechtstreekse werking hebben in België en die bijgevolg voorrang moeten hebben op het interne recht.

De verzoekende partij is van mening dat zij van een eigen belang doet blijken omdat zij haar eer, reputatie en geloofwaardigheid bij het publiek zou verliezen, indien zij niet de vernietiging zou vragen van een wetgeving die de waarborgen die zij wil verdedigen geweld aandoet.

*Ten gronde*

A.1.2. De aangevoerde middelen zijn alle afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6 en/of artikel 5 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

*Ten aanzien van het eerste middel*

A.2.1. Het eerste middel is gebaseerd op de discriminatie die door de wet in het leven zou zijn geroepen tussen twee rechtzoekenden die aan de procedure van onmiddellijke verschijning zijn onderworpen, waarvan de ene het voorwerp zou uitmaken van een bevel tot aanhouding en de andere van een voorwaardelijke invrijheidstelling door de onderzoeksrechter.

A.2.2. De verzoekende partij brengt in de eerste plaats de inhoud in herinnering van de artikelen 3 en 6 van de bestreden wet. In het eerste en het tweede onderdeel van het middel wordt aan de teksten verweten dat in niets is voorzien in verband met de manier waarop de beklagde wordt opgeroepen voor onmiddellijke verschijning voor de correctionele rechtbank, en de termijnen van die verschijning, wanneer de beklagde een beschikking van voorwaardelijke invrijheidstelling vanwege de onderzoeksrechter heeft genoten. De beoogde bepalingen zouden enkel de situatie regelen van de beklagde tegen wie een bevel tot aanhouding is verleend.

A.2.3. In een derde onderdeel van het middel wordt aan artikel 7 van de wet van 28 maart 2000 verweten dat het niets zegt over de situatie van de beklagde die voorwaardelijk in vrijheid is gebleven, terwijl het erin voorziet dat de in hechtenis gehouden beklagde opnieuw in vrijheid wordt gesteld, wanneer het vonnis niet wordt geveld binnen zeven dagen na de uitvaardiging van het bevel tot aanhouding door de onderzoeksrechter. Het aangeklaagde stilzwijgen van de wet zou een rechtsonzekerheid in het leven roepen alsmede een discriminatie die niet anders zou kunnen worden verantwoord dan door de overhaasting van de wetgever.

*Ten aanzien van het tweede middel*

A.3. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre artikel 6, § 3, derde lid, van de wet tot invoeging van een procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken de beklagde niet in staat zou stellen verzet te doen tegen een bij verstek gewezen vonnis, terwijl de andere rechtzoekenden over dat recht beschikken, met toepassing van de artikelen 187 en 208 van het Wetboek van Strafvordering.

Die maatregel zou onevenredig zijn ten aanzien van de doelstellingen van de wetgever die erin bestaan, enerzijds, een secundair slachtofferschap dat te wijten is aan de ontstentenis van een snelle reactie van de justitie, alsmede een gevoel van straffeloosheid te vermijden en, anderzijds, de bevolking gerust te stellen in verband met de stadsriminaliteit. De verzoekende partij voert aan dat die doelstelling zou kunnen worden bereikt door meer middelen toe te kennen, opdat de justitie doeltreffender wordt gemaakt binnen een termijn die zowel de rechten van het slachtoffer als die van de beklagde in acht neemt.

De hiervoor beschreven doelstellingen hadden ook kunnen worden bereikt met een wijziging van de artikelen 152 en 185 van het Wetboek van Strafvordering, teneinde de beklagde in staat te stellen zich te laten vertegenwoordigen door zijn raadsman.

*Ten aanzien van het derde middel*

A.4. Het derde middel is gebaseerd op de onmogelijkheid voor de beklagde die aan de procedure van onmiddellijke verschijning is onderworpen, om bijkomende onderzoeksverrichtingen te vorderen en het onderzoek te laten controleren door de onderzoeksgerechten, terwijl de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek, voortaan in dergelijke rechten ten gunste van de in verdenking gestelde voorziet.

*Ten aanzien van het vierde middel*

A.5. Aan artikel 7 van de wet van 28 maart 2000 wordt verweten dat het op geen enkel ogenblik van de procedure voorziet in de controle, door een rechtbank, van de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding dat wordt verleend tegen de rechtzoekende op wie de procedure van onmiddellijke verschijning wordt toegepast.

De verzoekende partij voert tevens de schending aan van artikel 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre de wet van 28 maart 2000 het degene die in hechtenis wordt gehouden niet mogelijk maakt een rechtsmiddel tegen zijn hechtenis in te stellen.

In de gemeenschappelijke procedure inzake voorlopige hechtenis daarentegen, wordt een controle uitgeoefend op de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding door de raadkamer en, eventueel, in hoger beroep, door de kamer van inbeschuldigingstelling.

*Ten aanzien van het vijfde middel*

A.6. De verzoekende partij voert een discriminatie aan tussen de beklagde die het voorwerp uitmaakt van een bevel tot aanhouding met toepassing van de procedure van onmiddellijke verschijning, wanneer die procedure wordt afgesloten met de verwijzing van het dossier naar het parket door de rechter ten gronde, en de in hechtenis gehouden verdachte op wie de gemeenschappelijke procedure van voorlopige hechtenis wordt toegepast.

In tegenstelling tot de verdachte op wie de gemeenschappelijke procedure van voorlopige hechtenis wordt toegepast, zal de beklagde die het voorwerp uitmaakt van een procedure van onmiddellijke verschijning en voor wie de rechtbank van mening is dat er moet worden overgegaan tot bijkomend onderzoek, slechts laattijdig de reden van zijn hechtenis kunnen laten onderzoeken en een rechtsmiddel kunnen aanwenden. Dat verschil in behandeling zou onevenredig zijn ten aanzien van het door de wetgever nagestreefde doel.

*Ten aanzien van het zesde middel*

A.7.1. Het zesde middel is gebaseerd op de discriminatie die zou bestaan tussen de persoon op wie de procedure van onmiddellijke verschijning wordt toegepast en de persoon aan wie, wegens identieke feiten, een administratieve geldboete wordt opgelegd.

A.7.2. Aan de bestreden wet wordt verweten dat zij niet, aan de hand van objectieve criteria, preciseert in welke gevallen de gerechtelijke overheden een beroep moeten doen op de procedure van onmiddellijke verschijning dan wel op artikel 23 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, dat voorziet in een administratieve sanctie.

A.7.3. De rechtzoekende op wie de procedure van onmiddellijke verschijning wordt toegepast, zou niet over voldoende tijd beschikken om zijn verdediging voor te bereiden, met schending van artikel 6.3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Het advies van de Raad van State betreffende de bestreden wet wordt ter staving van dat middel aangehaald.

A.7.4. Er wordt ook aan de wet verweten dat ze niet een behoorlijk systeem van rechtsbijstand heeft georganiseerd tijdens de weekends en feestdagen en dat ze niet heeft voorzien in de opening van de correctionele griffies gedurende die periodes.

*Ten aanzien van het zevende middel*

A.8.1. Het zevende middel is gebaseerd op het gebrek aan onpartijdigheid van de onderzoeksrechter die ertoe zou worden gebracht uitspraak te doen over de handhaving van de voorlopige hechtenis van een beklagde tegen wie hij reeds een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning heeft verleend, en zulks terwijl deze laatste procedure is mislukt.

A.8.2. Er wordt tevens opgemerkt dat de aanhangigmaking bij een onderzoeksrechter die ertoe zou worden gebracht uitspraak te doen over de opportuniteit van een voorlopige hechtenis, terwijl een rechtbank minder dan vierentwintig uur eerder omtrent hetzelfde onderwerp uitspraak heeft gedaan, bij de beklagde een gevoel van partijdigheid vanwege de onderzoeksrechter, en zelfs rechtsonzekerheid, zou kunnen teweegbrengen, indien hij de eerdere beslissing bevestigt.

*Ten aanzien van het achtste middel*

A.9.1. De verzoekende partij voert het bestaan aan van een discriminatie tussen personen, naargelang zij worden vervolgd wegens feiten die strafbaar zijn met meer of minder dan tien jaar gevangenisstraf.

De bestreden wet zou ten nadele van de meest behoeftigen een justitie met twee snelheden in het leven roepen.

A.9.2. De wetgever zou ook uitgaan van de verkeerde veronderstelling dat eenvoudige strafzaken gemakkelijk te begrijpen zouden zijn en slechts een versnelde oplossing zouden behoeven. Er zouden geen objectieve criteria bestaan om het beroep op de procedure van onmiddellijke verschijning te verantwoorden voor één bepaalde soort van misdrijven, namelijk de kleine delinquentie of de stadsriminaliteit.

A.9.3. Aan de wet wordt verweten dat zij het college van procureurs-generaal en de Minister van Justitie het mogelijk maakt het echte toepassingsgebied van de bestreden wet te bepalen en aldus een discriminatie in het leven te roepen ten aanzien van de gemeenschappelijke beklagden, voor wie de wetgevende macht de regels van bestraffing, de misdrijven en de straffen bepaalt.

*Ten aanzien van het negende middel*

A.10.1. Het negende middel is gebaseerd op de discriminatie waarvan een beklagde die onderworpen is aan de procedure van onmiddellijke verschijning het slachtoffer is, naargelang hij in hoger beroep of in eerste aanleg verschijnt.

A.10.2. Artikel 6 van de bestreden wet voorziet in de mogelijkheid voor de rechtbank om het dossier aan de procureur des Konings terug te zenden, wanneer zij van oordeel is dat de complexiteit van de zaak aanvullend onderzoek vereist. Het bepaalt ook dat de rechtbank kan beslissen over de handhaving van de beklagde in hechtenis tot aan de eventuele betekening van het bevel tot aanhouding binnen vierentwintig uur. Die bevoegdheid is niet toegekend aan het hof van beroep.

A.10.3. Er wordt tevens opgemerkt dat, hoewel het hof van beroep het onderzoek van de zaak kan uitstellen, terwijl het ertoe gehouden is ze binnen vijftien dagen na de inleidingszitting in beraad te nemen, het hof niet beperkt is tot de twee motieven die de rechter in eerste aanleg kan aanvoeren, namelijk het getuigenverhoor of de maatschappelijke enquête.

A.10.4. Ten slotte wordt aan de wet verweten dat zij in geen enkele sanctie voorziet, indien die termijn van vijftien dagen niet in acht wordt genomen.

- B -

*Ten aanzien van het belang van de verzoekende partij*

B.1.1. Volgens haar statuten heeft de v.z.w. Ligue des droits de l'homme tot doel « het bestrijden van onrecht en van elke willekeurige inbreuk op de rechten van een individu of een gemeenschap ». Zij « verdedigt de beginselen van gelijkheid, vrijheid en humanisme waarop de democratische samenlevingen zijn gegrondvest en die zijn afgekondigd » onder meer door de Belgische Grondwet en het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Er bestaat een voldoende band tussen het hiervoor beschreven maatschappelijk doel en de wet van 28 maart 2000 tot invoeging van een procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken. De in het verzoekschrift bestreden bepalingen hebben immers betrekking op de inhechtenisneming en de berechting door de strafgerichten van personen die van hun vrijheid kunnen worden beroofd.

B.1.2. Daaruit volgt dat de v.z.w. Ligue des droits de l'homme doet blijken van een belang om de vernietiging te vorderen van de bepalingen van de hiervoor vermelde wet.

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.2.1. De wet van 28 maart 2000 tot invoeging van een procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken heeft verscheidene wijzigingen ingevoerd in de teksten betreffende de strafrechtspleging.

B.2.2. De aan de rechtspleging voorafgaande fase is geregeld in artikel 7 van de wet, dat een artikel 20bis heeft ingevoegd in de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. Dat artikel luidt :

« Art. 20bis. § 1. De procureur des Konings kan overeenkomstig artikel 216quinquies van het Wetboek van strafvordering een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning vorderen indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° het feit wordt gestraft met een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar die overeenkomstig de wet van 4 oktober 1867 inzake de verzachtende omstandigheden tien jaar niet te boven gaat;

2° het gaat om een op heterdaad ontdekt misdrijf of de bezwaren aangevoerd binnen de maand volgend op het plegen van het misdrijf zijn toereikend om de zaak aan de rechter ten gronde voor te leggen.

De procureur des Konings deelt de beklagde mee dat hij het recht heeft een advocaat te kiezen. Indien de beklagde geen advocaat heeft gekozen of kiest, stelt de procureur des Konings de stafhouder van de Orde van advocaten of zijn gemachtigde daarvan onmiddellijk in kennis die zelf een advocaat aanstelt.

Ingeval de beklagde aantoonbaar behoeftig te zijn, zendt de procureur des Konings het verzoek om juridische bijstand overeenkomstig artikel 184bis van het Wetboek van strafvordering onverwijld toe aan de vertegenwoordiger van het bureau voor juridische bijstand.

De beklagde heeft het recht om voor de verschijning voor de onderzoeksrechter overleg te plegen met zijn advocaat.

§ 2. Het dossier wordt ter beschikking van de beklagde en van zijn advocaat gesteld zodra het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning wordt gevorderd.

Het dossier kan ter beschikking worden gesteld in de vorm van eensluitend verklaarde afschriften.

§ 3. De onderzoeksrechter kan een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning uitvaardigen, dat overeenkomstig artikel 18, § 1, wordt betekend, na de persoon die voor hem is gebracht en, tenzij deze laatste weigert te worden bijgestaan, de opmerkingen van zijn advocaat te hebben gehoord.

De burgerlijke partijstelling in handen van de onderzoeksrechter is onontvankelijk vanaf het tijdstip dat de procureur des Konings een bevel tot aanhouding vordert met het oog op onmiddellijke verschijning en voor zover deze vordering niet wordt verworpen.

§ 4. Het nemen van de beslissing van de onderzoeksrechter en de tenuitvoerlegging ervan zijn onderworpen aan de voorwaarden en modaliteiten bepaald in de volgende artikelen :

- artikel 16, §§ 1 en 2;

- artikel 16, § 3, met uitsluiting van de mogelijkheid om onderzoeksmaatregelen te treffen;

- artikel 16, §§ 5 tot 7;

- artikel 17;

- artikel 18;

- artikel 19, §§ 1, 4 tot 7;

- artikel 27, vanaf de kennisgeving bedoeld in artikel 216quinquies, § 1, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering tot de eindbeslissing ten gronde eventueel in hoger beroep;

- artikel 28, § 1;

- artikel 35;

- artikel 36, § 1, tot de in artikel 216quinquies, § 1, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering voorziene kennisgeving;

- artikel 36, § 3, vanaf de kennisgeving voorzien in artikel 216quinquies, § 1, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering tot het vonnis, of indien de rechtbank artikel 216septies van hetzelfde Wetboek toepast;

- artikel 37;

- artikel 38.

§ 5. Het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning is geldig tot de uitspraak van het vonnis op voorwaarde dat ze wordt gedaan binnen zeven dagen te rekenen van de beschikking.

Zo niet wordt de beklagde onmiddellijk in vrijheid gesteld.

§ 6. Zolang de kennisgeving bedoeld in artikel 216quinquies, § 1, tweede lid, niet heeft plaatsgevonden kan de onderzoeksrechter, ambtshalve of op grond van een met redenen omkleed verzoek dat hem wordt toegezonden, het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning opheffen. Hij doet dadelijk uitspraak bij een met redenen omkleede beschikking die hij onmiddellijk aan de procureur des Konings bezorgt.

§ 7. Tegen de beschikkingen bedoeld in dit artikel kan geen enkel rechtsmiddel worden aangewend. »

B.2.3. De procedure van onmiddellijke verschijning voor de correctionele rechtbank is geregeld in artikel 6 van de wet, dat in het Wetboek van Strafvordering de artikelen 216quinquies tot 216septies heeft ingevoegd, die bepalen :

« Art. 216quinquies. § 1. De procureur des Konings roept met het oog op onmiddellijke verschijning voor de correctionele rechtbank eenieder op die, overeenkomstig artikel 20bis van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, in hechtenis wordt gehouden of in vrijheid is gesteld met inachtneming van de voorwaarden omschreven in de artikelen 35 en 36 van voornoemde wet.

Wanneer het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning als bedoeld in artikel 20bis van dezelfde wet wordt uitgevaardigd, stelt de procureur des Konings elke persoon bedoeld in het eerste lid en zijn advocaat onmiddellijk in kennis van de plaats, de dag en het uur van de zitting.

Deze kennisgeving wordt vermeld in een proces-verbaal waarvan aan betrokkene onmiddellijk een afschrift wordt overhandigd.

De kennisgeving bevat een omschrijving van de feiten die aan de beklagde ten laste worden gelegd alsook de tekst van artikel 91 van het Gerechtelijk Wetboek en geldt als dagvaarding om te verschijnen.

§ 2. Plaats, dag en uur van verschijning worden met alle passende middelen aan de gekende slachtoffers meegedeeld.

Op schriftelijk verzoek van de benadeelde persoon dat voor de terechtzitting en op hetzelfde moment als de verklaring bedoeld in artikel 5bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering kan worden ingediend, wordt het dossier te zijner beschikking en ter beschikking van zijn advocaat gesteld zodra het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning wordt gevorderd.

Het dossier kan ter beschikking worden gesteld in de vorm van eensluidend verklaarde afschriften.

§ 3. De verschijning voor de rechtbank geschiedt na ten vroegste vier en ten hoogste zeven dagen te rekenen van de uitvaardiging van het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning.

De rechtbank doet uitspraak tijdens de terechtzitting of binnen vijf dagen nadat de zaak in beraad is genomen.

Tegen dit vonnis kan geen verzet worden gedaan.

Art. 216sexies. Wanneer de rechtbank van oordeel is dat de complexiteit van de zaak aanvullend onderzoek vereist, kan zij bij een met redenen omklede beslissing het dossier terugzenden aan de procureur des Konings.

In dat geval beslist de rechtbank bij dezelfde beschikking over de handhaving van de beklagde in hechtenis tot aan de eventuele betekening van een bevel tot aanhouding binnen vierentwintig uur. De beslissing tot handhaving wordt overeenkomstig artikel 16, §§ 1 en 5, eerste en tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis met redenen omkleed.

Tegen de beschikking bedoeld in dit artikel kan geen enkel rechtsmiddel worden aangewend.

Art. 216septies. De rechtbank kan de zaak eenmaal of meermaals uitstellen op voorwaarde dat zij deze uiterlijk vijftien dagen na de inleidingszitting bedoeld in artikel 216quinquies, § 3, in beraad neemt. Tot dit uitstel wordt beslist ambtshalve op verzoek van de beklagde, van de burgerlijke partij of van de procureur des Konings om :

- de getuigen te horen die zij nuttig acht;
- een maatschappelijke enquête te doen verrichten.

Indien een getuige moet worden gedagvaard om te verschijnen, wordt de termijn verminderd overeenkomstig artikel 184, vierde lid. »

B.2.4. De procedure in hoger beroep wordt geregeld in artikel 5 van de wet, dat in het Wetboek van Strafvordering een artikel 209bis heeft ingevoegd, dat luidt :

« Art. 209bis. In de gevallen bedoeld in artikel 216quinquies wordt het hoger beroep ingesteld binnen de termijn en in de vorm bepaald in de artikelen 203 en 205.

Onverminderd artikel 205 wordt de zaak vastgesteld binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn gesteld voor de beklagde in artikel 203, § 1.

De termijn van dagvaarding voor het hof bedraagt twee dagen.

Het hof kan de zaak eenmaal of meermaals uitstellen op voorwaarde dat het deze uiterlijk vijftien dagen na de inleidingszitting in beraad neemt.

Het hof doet uitspraak binnen vijf dagen nadat de zaak in beraad is genomen.

Wanneer het hof van oordeel is dat de complexiteit van de zaak aanvullend onderzoek vereist, kan het hof het dossier bij een met redenen omklede beslissing toezenden aan de procureur-generaal. »

B.2.5. De bestreden bepalingen zullen hierna worden vermeld door gebruik te maken van de nummering die eraan is gegeven in de wetten waarin ze zijn ingevoegd. Om de persoon aan te wijzen die aan de procedure van onmiddellijke verschijning is onderworpen, zal het Hof de term « beklagde » gebruiken, de term die ook wordt gebruikt in de bestreden bepalingen.

#### *Ten aanzien van de toetsing door het Hof*

B.3.1. De bestreden wet brengt in de gewone regels van de strafrechtspleging afwijkingen aan teneinde de behandeling van sommige zaken te bespoedigen. Het « uitgangspunt » wordt in de memorie van toelichting beschreven als volgt :

« Aan het ontwerp ligt de vaststelling ten grondslag dat criminaliteit niet alleen in de hand wordt gewerkt door bepaalde sociaal-economische factoren, maar eveneens wordt aangewakkerd door institutionele factoren.

Daaraan kan worden toegevoegd dat veel misdrijven niet op de meest gepast wijze worden behandeld. Zulks heeft uiteraard een negatieve invloed op de reële veiligheid zoals die wordt waargenomen door de burger, en doet bij de daders een gevoel van straffeloosheid ontstaan.

Het gebrek aan een gepaste behandeling houdt het niet te verwaarlozen risico in dat het gevoel van wantrouwen in de rol en de werking van de justitie nog wordt versterkt.

Bovendien moet worden opgemerkt dat in veel gevallen van eenvoudige, maar daarom niet minder ernstig te nemen stadsriminaliteit heel wat tijd verstrijkt tussen het plegen van het misdrijf en de behandeling van de zaak door de rechter ten gronde, hetgeen bij de slachtoffers en hun omgeving terecht op onbegrip stuit. » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, pp. 4 en 5)

B.3.2. De doelstellingen van de wet worden gepreciseerd als volgt :

« Vooreerst wordt door een onmiddellijke justitiële reactie op het strafbaar feit, met inachtneming van de rechten van de verdediging, voorkomen dat ten aanzien van de dader een indruk van straffeloosheid blijft bestaan (de meest geschikte rechtstreekse bestraffing en voorkoming van herhaling).

Snelle berechting met vrijwaring van de burgerlijke belangen van de slachtoffers biedt de mogelijkheid dubbele victimisatie van het slachtoffer te voorkomen (de eerste rechtstreeks door het delict, de tweede wegens het gebrek aan gepast optreden vanwege de justitie).

Het nagestreefde doel ten opzichte van de samenleving in haar geheel bestaat erin ervoor te zorgen dat de burger weet en aanvoelt dat ook de minder zware of minder georganiseerde vormen van criminaliteit, die hem evenwel rechtstreeks in zijn persoon of zijn goederen raken, werkelijk niet worden geduld. » (*ibid.*, p. 6)

B.3.3. De beslissing om dergelijke doelstellingen – waarvan de legitimiteit niet is betwist – na te streven valt onder de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever. Het komt evenwel het Hof toe te onderzoeken of de maatregelen die zijn genomen om die doelstellingen te bereiken niet op discriminatoire wijze afbreuk doen aan de rechten van de beklagden op wie ze van toepassing zijn. Tijdens de parlementaire voorbereiding is overigens gepreciseerd :

« Deze doelstellingen moeten worden verwezenlijkt zonder afbreuk te doen aan de fundamentele proceswaarborgen die aan de betrokken partijen, te weten dader en slachtoffer, worden verleend. Alleen op deze wijze kan de nieuwe procedure een bijdrage leveren aan een betere rechtsbedeling waarvan alle betrokkenen de resultaten zullen aanvaarden. » (*ibid.*, p. 6)

B.3.4. Tussen de beklagden die zich in de situatie bevinden die is beschreven in artikel 20bis, § 1, eerste lid, 2°, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis en de andere beklagden bestaat een verschil dat op een objectief criterium berust : eerstgenoemden worden geacht vervolgd te worden wegens feiten die, vanwege het eenvoudige of vanzelfsprekende karakter ervan, niet dermate ingewikkelde of langdurige onderzoeksverrichtingen vergen als de andere vormen van criminaliteit.

B.3.5. Door de procedure te verlichten en de termijnen in te korten teneinde de behandeling van de zaken die betrekking hebben op de eerste categorie van beklagden te bespoedigen, heeft de wetgever maatregelen genomen die verband houden met de in B.3.1 en B.3.2 vermelde doelstellingen.

B.3.6. Er dient nog te worden onderzocht of sommige van die maatregelen niet tot gevolg hebben dat in de rechten van die beklagden beperkingen worden aangebracht die onevenredig zouden zijn met de nagestreefde doelstellingen.

#### *Eerste middel*

B.4.1. De verzoekende partij voert de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

De drie onderdelen van het middel verwijten de bestreden wet dat zij niet de situatie regelt van de beklagde die in vrijheid of in voorwaardelijke vrijheid is gesteld en aldus een discriminatie in het leven zou roepen tussen die categorie van personen en de personen tegen wie een bevel tot aanhouding is verleend met het oog op onmiddellijke verschijning.

B.4.2. Artikel 216quinquies, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering bepaalt dat met het oog op onmiddellijke verschijning kan worden opgeroepen eenieder die « in hechtenis wordt gehouden of in vrijheid is gesteld met inachtneming van de voorwaarden omschreven in de artikelen 35 en 36 » van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. De onmiddellijke verschijning zou dus van toepassing zijn zowel op personen die in hechtenis worden gehouden als op personen die in vrijheid zijn gesteld door de onderzoeksrechter.

B.4.3. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet volgt dat enkel het geval van uitvaardiging van een bevel tot aanhouding in aanmerking is genomen voor de regeling van de procedure van onmiddellijke verschijning (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, pp. 3, 9 en volgende; *Parl. St.*, Senaat, 1999-2000, nr. 2-347/3, p. 37). Er is gezegd dat « het ontwerp van wet [...] alleen betrekking [heeft] op het onafgewerkte luik van het snelrecht aangezien wordt voorzien in een procedure inzake onmiddellijke verschijning voor de correctionele rechtbank in hechtenis » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, p. 5; *Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, p. 6), dat « de nieuwe procedure [...] in hoofdzaak [berust] op de vrijheidsberoving of op alle overige maatregelen die de vrijheid van de verdachte inperken zonder dat een gerechtelijk onderzoek werd geopend » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, p. 8; *Parl. St.*, Senaat, 1999-2000, nr. 2-347/3, p. 7), en dat de procedure slechts zou kunnen worden gehanteerd « indien de betichte in hechtenis werd genomen » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, pp. 73, 99, 124).

Tijdens de parlementaire bespreking is opgemerkt dat niet werd voorzien in bepalingen die het geval beogen waarin de beklagde niet in hechtenis zou zijn genomen (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, pp. 63-64; *Parl. St.*, Senaat, 1999-2000, nr. 2-347/3, pp. 41-42, 71). Er werd voorgesteld om een snelrechtprocedure met « twee sporen » in te stellen, de ene voor de gevallen waarin er een aanhouding is en de andere die zou worden toegepast in de gevallen waarin de betrokkene niet wordt aangehouden, zodat die procedure kan worden ontkoppeld van die betreffende de voorlopige hechtenis (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, p. 124).

B.4.4. Niets in de wet zelf maakt het mogelijk het lot te bepalen van de beklagden die door de onderzoeksrechter in voorwaardelijke vrijheid worden gesteld. Er bestaat dus een onverantwoord verschil in behandeling tussen de beklagden tegen wie een bevel tot aanhouding wordt uitgevaardigd, voor wie de wet de procedure beschrijft die op hen zal worden toegepast, en diegenen die door de onderzoeksrechter in vrijheid zijn gesteld, voor wie de wet niets bepaalt.

B.4.5. Het middel is gegrond.

In artikel 216quinquies, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering dienen de woorden « of in vrijheid is gesteld met inachtneming van de voorwaarden omschreven in de artikelen 35 en 36 van voornoemde wet » te worden vernietigd.

#### *Tweede middel, derde middel en zesde middel, tweede onderdeel*

B.5.1. In het tweede middel van haar verzoekschrift verwijt de verzoekende partij de bestreden wet dat ze het de beklagde niet mogelijk maakt verzet te doen tegen het vonnis waarbij hij bij verstek zou zijn veroordeeld. In het derde middel wordt aangeklaagd dat het voor de beklagde onmogelijk is om bijkomende onderzoeksverrichtingen te vorderen en het onderzoek te laten controleren door de onderzoeksgerechten. In het tweede onderdeel van het zesde middel betoogt de verzoekende partij dat de beklagde die wordt opgeroepen met toepassing van de procedure van onmiddellijke verschijning niet over de tijd beschikt die nodig is voor de voorbereiding van zijn verdediging terwijl dat recht wordt gewaarborgd in artikel 6.3, b, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

B.5.2. In vergelijking met de verdachte die aan de gewone procedure is onderworpen, worden de rechten van de beklagde die aan de procedure van onmiddellijke verschijning is onderworpen, nu eens beperkt, dan weer versterkt.

B.5.3 De onderzoeksrechter treedt op om de beklagde te horen en vervolgens te aanvaarden of te weigeren dat het door de procureur des Konings gevorderde bevel tot aanhouding wordt verleend; maar hij kan geen onderzoeksverrichting uitvoeren noch op verzoek, noch ambtshalve : artikel 20bis, § 4, tweede streepje, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis weert expliciet die mogelijkheid door af te wijken van artikel 16, § 3, van dezelfde wet.

Indien een bevel tot aanhouding wordt verleend, moet de beklagde voor de rechter ten gronde verschijnen binnen een termijn van vier tot zeven dagen (artikel 216quinquies, § 3, van het Wetboek van Strafvordering) en kan hij geen andere onderzoeksverrichting vorderen dan een getuigenverhoor of een maatschappelijke enquête (artikel 216septies van het Wetboek van Strafvordering).

Indien de beklagde, aangezien hij niet de elementen heeft kunnen verzamelen aan de hand waarvan de advocaat – die desnoods een advocaat zal zijn die door de stafhouder is aangewezen – hem terdege kan verdedigen, weigert te verschijnen, zal hij kunnen worden veroordeeld bij een vonnis dat geacht wordt op tegenspraak te zijn gewezen, aangezien artikel 216quinquies, § 3, van het Wetboek van Strafvordering elke mogelijkheid om daartegen verzet te doen uitsluit.

Elk van de hiervoor uiteengezette maatregelen behandelt de beklagde tegen wie een bevel tot aanhouding is verleend met het oog op onmiddellijke verschijning op een andere wijze dan de verdachte die volgens de gewone procedure is aangehouden. Die geniet immers :

- het optreden van de onderzoeksrechter die het onderzoek « à charge en à décharge » voert en die « waakt voor de wettigheid van de bewijsmiddelen en de loyaliteit waarmee ze worden verzameld » (artikel 56, § 1, eerste en tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering);

- het recht om « de onderzoeksrechter [te] verzoeken een bijkomende onderzoekshandeling te verrichten » (artikel 61quinquies, § 1, van hetzelfde Wetboek);

- het recht, indien hij bij verstek is veroordeeld, om tegen het vonnis in verzet te komen binnen een termijn van vijftien dagen na de dag waarop het is betekend (artikel 187 van hetzelfde Wetboek).

B.5.4. Het is denkbaar dat de beklagde die is onderworpen aan de procedure van onmiddellijke verschijning het recht wordt ontzegd om verzet te doen tegen het vonnis dat bij verstek is gewezen, aangezien de wetgever ervoor zorgt dat hij de bijstand van een advocaat geniet die hij kan raadplegen vooraleer hij voor de onderzoeksrechter wordt gebracht (artikel 20bis, § 3, eerste lid, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis); bovendien kan zijn raadsman zijn verdediging verzekeren, zelfs als de beklagde niet aantoonde dat het voor hem onmogelijk is in eigen persoon te verschijnen, overeenkomstig de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (arresten *Van Geyselghem* t/België van 21 januari 1999, *Goedhart* t/België van 20 maart 2001, *Stroek* t/België van 20 maart 2001, *Medenica* t/Zwitserland van 14 juni 2001) en van het Hof van Cassatie (Cass., 16 maart 1999 en 8 juni 1999), ondanks de tegengestelde tekst van artikel 185, § 2, van het Wetboek van Strafvordering.

B.5.5. Verder dient de beklagde, overeenkomstig artikel 6.3, b, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens te beschikken over « voldoende tijd en faciliteiten welke nodig zijn voor de voorbereiding van zijn verdediging ».

B.5.6. De bestreden bepalingen laten aan de beklagde slechts een uiterst korte termijn om met zijn advocaat zijn verdediging voor de correctionele rechtbank voor te bereiden.

B.5.7. Uit artikel 20bis, § 1, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis blijkt dat de procureur des Konings de beklagde meedeelt dat hij het recht heeft een advocaat te kiezen of er zich een te laten aanstellen door de stafhouder op hetzelfde ogenblik dat hij een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning vordert. De beklagde zal vaak worden verdedigd door een aangestelde advocaat die de persoon die hij moet verdedigen niet kent.

B.5.8. Indien het misdrijf op heterdaad is ontdekt of indien de bezwaren aangevoerd konden worden binnen de maand die volgt op het plegen van het misdrijf en indien de beklagde is aangehouden, mag de vrijheidsbeneming niet langer duren dan vierentwintig uur (artikel 1, eerste lid, 1°, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis). De verschijning voor de onderzoeksrechter moet dus plaatsvinden binnen die termijn en het bevel tot aanhouding zal « dadelijk na de eerste ondervraging » moeten worden verleend (artikel 16, § 3, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis, waarnaar artikel 20bis, § 4, tweede streepje, van dezelfde wet verwijst).

B.5.9. Zodra het bevel tot aanhouding is verleend, beschikken de beklagde en zijn raadsman, die het dossier kunnen raadplegen zodra het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning wordt gevorderd (artikel 20bis, § 2, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis), over een termijn van vier tot zeven dagen, met inbegrip van de feestdagen, om hun verdediging voor te bereiden.

B.5.10. Op basis van de gegevens die hun worden verstrekt door de procureur des Konings hebben de beklagde en zijn raadsman de mogelijkheid om elementen à *décharge* aan te brengen teneinde de bezwaren die door de procureur des Konings binnen een maximumtermijn van één maand zijn aangevoerd te trachten te ontzenuwen, overeenkomstig artikel 20bis, § 1, eerste lid, 2°, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis.

Tijdens die korte termijn kunnen zij aan de onderzoeksrechter geen enkele verrichting vragen en kunnen zij voor de correctionele rechtbank enkel om een getuigenverhoor of een maatschappelijke enquête verzoeken die binnen een maximumtermijn van vijftien dagen moeten worden verricht. Elke andere maatregel zal hun worden geweigerd, ook al zou die even dienstig zijn voor de verdediging van de beklagde en uitgevoerd kunnen worden zonder de termijn van vijftien dagen te overschrijden.

B.5.11. De rechten van de verdediging worden aldus op tweevoudige wijze beknop, zowel door de uiterst korte termijn waarin zij moeten worden uitgeoefend als door de beperking van de maatregelen die de beklagde kan vragen.

B.5.12. In de gewone procedure beschikken de verdachte die in hechtenis wordt gehouden en zijn raadsman slechts over een termijn van vijf dagen om de verdediging voor te bereiden die zij aanvoeren voor de raadkamer, en wordt het dossier hun slechts ter beschikking gehouden « gedurende de laatste werkdag vóór de verschijning » (artikel 21, § 3, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis). Het debat heeft dan echter enkel betrekking op de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding en op de noodzakelijkheid van de handhaving van de hechtenis (artikel 21, § 4, van dezelfde wet).

In de procedure van onmiddellijke verschijning beschikken de beklagde en zijn raadsman over een termijn van vier tot zeven dagen, met inbegrip van de dagen die geen werkdagen zijn, alvorens te verschijnen voor de correctionele rechtbank, die uitspraak zal doen over de schuld van de beklagde en de straf die hem moet worden opgelegd. Een dienstige verdediging zal dus niet alleen betrekking moeten hebben op het vaststellen van de feiten en op de strafrechtelijke kwalificatie ervan, wat andere maatregelen dan een getuigenverhoor kan vergen, maar ook op de elementen in verband met de persoon van de beklagde, die niet beperkt mogen blijven tot de enkele gegevens die worden aangetoond in een maatschappelijke enquête. In dat stadium van de procedure moet de rechtbank immers, onder meer rekening houdend met de persoon van de beklagde, de meest passende straf of maatregel kiezen: artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering legt haar de verplichting op om « op een wijze die beknopt mag zijn », maar die « nauwkeurig » moet zijn, « de redenen [te vermelden] waarom de rechter, als de wet hem daartoe vrije beoordeling overlaat, dergelijke straf of dergelijke maatregel uitspreekt » en zij moet « [...] bovendien de strafmaat voor elke uitgesproken straf of maatregel [rechtvaardigen] ». Die verplichting houdt in dat de beklagde en zijn raadsman alle elementen die dienstig zijn voor de beoordeling van de strafmaat, die tot tien jaar gevangenisstraf kan gaan, aan de rechtbank kunnen voorleggen.

B.5.13. Het blijkt niet dat het door de wetgever nagestreefde doel enkel kan worden bereikt door de tijd en de faciliteiten welke nodig zijn voor de dienstige uitoefening van de rechten van de verdediging dermate te beknotten. De korte termijnen en de beperking van de onderzoeksmaatregelen kunnen de rechtbanken daarentegen ertoe aanzetten om de zaak terug te zenden aan de procureur des Konings, met toepassing van artikel 216sexies van het Wetboek van Strafvordering, om reden dat zij niet over de gegevens beschikken aan de hand waarvan zij over de zaak kunnen oordelen. De buitensporige verkorting van de termijnen en de beperking van de verweermiddelen dreigen aldus gevolgen te hebben die de verwezenlijking van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen in gevaar brengen.

Daaruit volgt dat de in het geding zijnde maatregelen, die in beginsel verantwoord zijn, echter van die aard zijn dat ze aan de uitoefening van de rechten van de verdediging van de beklagde beperkingen opleggen die niet in een redelijk verband van evenredigheid staan tot de nagestreefde doelstellingen.

B.5.14. Artikel 216quinquies, § 3, en de woorden « om : » tot « doen verrichten » in artikel 216septies, tweede zin, van het Wetboek van Strafvordering, dienen derhalve te worden vernietigd.

#### *Vierde en vijfde middel*

B.6.1. Aan de bestreden wet wordt verweten dat ze op geen enkel ogenblik van de rechtspleging voorziet in het optreden van een rechtbank die uitspraak kan doen over de regelmatigheid van de hechtenis, terwijl diegenen die in hechtenis worden gehouden volgens het gemeen recht van de voorlopige hechtenis over een dergelijk recht beschikken voor de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling.

De verzoekende partij voert tevens de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre artikel 20bis, § 7, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis bepaalt dat tegen de beschikkingen van de onderzoeksrechter geen enkel rechtsmiddel kan worden aangewend.

B.6.2. Artikel 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalt dat « eenieder die door arrestatie of gevangenhouding van zijn vrijheid is beroofd [...] het recht [heeft] voorziening te vragen bij de rechter opdat deze op korte termijn beslist over de wettigheid van zijn gevangenhouding en zijn invrijheidstelling beveelt, indien de gevangenhouding onrechtmatig is ».

B.6.3. Luidens artikel 19, § 1, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis, is het bevel tot aanhouding dat door de onderzoeksrechter wordt verleend niet vatbaar voor hoger beroep, noch voor cassatieberoep. Daaruit volgt dat, hieromtrent, de in het geding zijnde bepaling de beklagden die aan de procedure van onmiddellijke verschijning zijn onderworpen niet op een andere wijze behandelt dan de verdachten die volgens de gewone procedure worden vervolgd.

B.6.4. Artikel 21, § 1, van dezelfde wet bepaalt dat het door de onderzoeksrechter verleende bevel tot aanhouding binnen vijf dagen het voorwerp moet uitmaken van een beslissing van de raadkamer. Die gaat, met toepassing van artikel 21, § 4, van dezelfde wet, na of het bevel tot aanhouding regelmatig is en oordeelt over de noodzakelijkheid van de handhaving van de hechtenis.

B.6.5. De verzoekende partij is van mening dat er een discriminatie bestaat ten nadele van de beklagden die aan de procedure van onmiddellijke verschijning zijn onderworpen, vermits, aangezien geen enkele procedure voor een onderzoeksgerechtigd is georganiseerd, zij de wettigheid van hun hechtenis enkel zullen kunnen laten controleren voor de rechter ten gronde.

B.6.6. Artikel 20bis van de wet betreffende de voorlopige hechtenis bepaalt in paragraaf 5 dat het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning geldig is tot de uitspraak van het vonnis op voorwaarde dat ze wordt gedaan binnen zeven dagen te rekenen van de beschikking. Zo niet wordt de beklagde onmiddellijk in vrijheid gesteld.

Daaruit volgt dat de beklagde aan wie een bevel tot aanhouding is verleend met het oog op onmiddellijke verschijning « op korte termijn » verschijnt voor een rechtbank, zoals artikel 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens vereist.

Alhoewel de artikelen 216quinquies en 216sexies van het Wetboek van Strafvordering niet uitdrukkelijk bepalen dat de rechtbank zich moet uitspreken over de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding, moeten zij worden gelezen in overeenstemming met de vereisten van artikel 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens : de beklagde moet de rechtbank kunnen verzoeken de regelmatigheid van zijn hechtenis te controleren.

B.6.7. Wanneer de correctionele rechtbank uitspraak doet tijdens de terechtzitting, wordt de regelmatigheid van de hechtenis van de beklagde door de rechtbank gecontroleerd binnen een maximumtermijn van zeven dagen te rekenen van de uitvaardiging van het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning.

Zelfs indien die termijn twee dagen langer kan zijn dan de termijn van vijf dagen in de gewone procedure, doet de maatregel niet op onevenredige wijze afbreuk aan het recht op voorziening waarover elke persoon die van zijn vrijheid is beroofd door arrestatie of gevangenhouding moet beschikken krachtens artikel 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

B.6.8. Volgens de verzoekende partij zouden die termijnen kunnen worden verlengd, indien de rechtbank beslist om de zaak te verdagen. In dat geval moet de rechtbank de zaak in beraad nemen uiterlijk vijftien dagen na de inleidingszitting en moet zij uitspraak doen binnen vijf dagen (artikel 216quinquies, § 3, van het Wetboek van Strafvordering). De verzoekende partij leidt daaruit af dat door optelling van die drie termijnen (7 dagen, 15 dagen en 5 dagen) een beklagde gedurende zevenentwintig dagen in hechtenis zou kunnen worden gehouden zonder dat een rechtscollege uitspraak heeft kunnen doen over de regelmatigheid van het bevel tot aanhouding en over de noodzakelijkheid van de hechtenis.

B.6.9. De in B.6.8 beschreven hypothese stemt niet overeen met de in het geding zijnde bepalingen. Het uitstellen van de zaak kan in geen geval de geldigheid van het bevel tot aanhouding boven de zeven dagen verlengen. Er is trouwens in de memorie van toelichting verklaard en in het verslag namens de Commissie voor de Justitie van de Kamer herhaald dat « geen detentie mogelijk [is] gedurende [de] periode tijdens welke de rechter ten gronde de behandeling van de zaak heeft uitgesteld » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, p. 12). Artikel 20bis, § 5, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis is ondubbelzinnig geformuleerd : indien het vonnis niet wordt uitgesproken binnen zeven dagen te rekenen van de « beschikking » van de onderzoeksrechter, wordt de beklagde onmiddellijk in vrijheid gesteld.

B.6.10. Het middel is niet gegrond.

*Zesde middel, eerste onderdeel*

B.7.1. Aan de bestreden wet wordt verweten dat zij een discriminatie in het leven zou roepen tussen, enerzijds, de beklagden op wie de procedure van onmiddellijke verschijning wordt toegepast en, anderzijds, de personen die, voor dezelfde feiten, een administratieve sanctie krijgen, met toepassing van artikel 23 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. De verzoekende partij betoogt dat de bestreden wet geen objectieve criteria bevat aan de hand waarvan kan worden vastgesteld wanneer de ene of de andere procedure moet worden toegepast.

B.7.2. Luidens artikel 20bis, § 1, eerste lid, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis kan de procedure van onmiddellijke verschijning enkel worden toegepast wanneer aan twee voorwaarden is voldaan : enerzijds, moet het feit worden « gestraft met een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar die overeenkomstig de wet van 4 oktober 1867 inzake de verzachtende omstandigheden tien jaar niet te boven gaat »; anderzijds, moet het gaan om een op heterdaad ontdekt misdrijf of om bezwaren die binnen de maand volgend op het plegen van het misdrijf worden aangevoerd en die toereikend zijn om de zaak aan de rechter ten gronde voor te leggen.

Het feit dat die twee door de wet opgelegde voorwaarden vervuld zijn, impliceert echter niet de automatische toepassing van de procedure van onmiddellijke verschijning, wat tot gevolg heeft dat ten aanzien van twee categorieën van rechtzoekenden, die wegens soortgelijke feiten worden vervolgd, twee verschillende procedures kunnen worden toegepast, die van de onmiddellijke verschijning of die welke wordt georganiseerd bij de wet van 21 december 1998.

Op de kritiek van de Raad van State in verband met het toepassingsgebied van de beide wetten (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, p. 29), heeft de Minister van Justitie geantwoord dat hij aan het openbaar ministerie de zorg wilde overlaten om vlugger een keuze te maken, ofwel om de strafvordering in te stellen, ofwel om een administratieve sanctie op te leggen, waarbij de ene handelwijze de andere uitsluit (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, pp. 8 en 9, en nr. 0306/004, p. 94).

Het openbaar ministerie moet echter rekening houden met de bindende richtlijnen die door de Minister van Justitie zijn vastgelegd, na advies van het college van procureurs-generaal (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, p. 7, en nr. 0306/004, pp. 89-90).

B.7.3. De wet van 21 december 1998 bestraft een bijzondere vorm van delinquentie : zij heeft betrekking op de geweldddaden die zich kunnen voordoen tijdens een nationale of internationale voetbalwedstrijd die toegankelijk is voor de toeschouwers (artikel 19 van de wet). Artikel 24 van de wet bepaalt dat de door de Koning aangewezen ambtenaar de overtreder een administratieve geldboete van tienduizend tot tweehonderdduizend frank en een administratief stadionverbod voor een duur van drie maanden tot vijf jaar kan opleggen. De overtreder die de beslissing van de ambtenaar betwist kan beroep aantekenen bij de politierechtbank (artikel 31 van de wet). De keuze om de wet van 21 december 1998 of die van 28 maart 2000 toe te passen, hangt af van een beslissing van de procureur des Konings om al dan niet strafrechtelijk te vervolgen.

B.7.4. Zoals het Hof reeds heeft vastgesteld, met name in zijn arrest nr. 153/2001 (B.5 en B.6) dat betrekking heeft op de voormelde wet van 21 december 1998, behoort het, wanneer de wetgever oordeelt dat sommige tekortkomingen ten aanzien van wettelijke verplichtingen moeten worden bestraft, tot zijn beoordelingsbevoegdheid te beslissen of het opportuun is om voor strafsancties *sensu stricto* of voor administratieve sancties te opteren. De keuze van de ene of de andere categorie van sancties kan niet worden geacht op zich een discriminatie in te voeren. Het Hof heeft tevens vastgesteld dat de bedoelde sancties ten aanzien van personen die aanwezig zijn in voetbalstadions verantwoord waren wegens de specifieke kenmerken van die vorm van delinquentie, zoals ze zijn beschreven in de parlementaire voorbereiding van de wet. Het is evenmin discriminerend aan de procureur des Konings de mogelijkheid te laten hetzij te kiezen voor strafvervolgning, hetzij de bevoegde ambtenaar toe te staan de sancties waarin de wet voorziet toe te passen : in beide gevallen wordt een beroep met volle rechtsmacht georganiseerd voor een onafhankelijke rechtbank. Aangezien de wetgever zelf het toepassingsgebied van de wet van 21 december 1998 heeft gepreciseerd, vermocht hij, zonder het gelijkheidsbeginsel te schenden, aan het openbaar ministerie toe te staan te beoordelen of het opportuun is de procedure van onmiddellijke verschijning toe te passen of de eventuele toepassing toe te staan van de in de wet van 21 december 1998 bepaalde sancties.

B.7.5. Het eerste onderdeel van het zesde middel is niet gegrond.

*Zevende middel*

B.8.1. Het middel is gericht tegen artikel 216sexies van het Wetboek van Strafvordering. Dat artikel maakt het de correctionele rechtbank waarbij de zaak aanhangig wordt gemaakt in het kader van de procedure van onmiddellijke verschijning mogelijk het dossier terug te zenden aan de procureur des Konings, indien zij van oordeel is dat de complexiteit van de zaak aanvullend onderzoek vereist.

In dat geval beslist de rechtbank over de handhaving van de beklagde in hechtenis tot aan de eventuele betekening van een bevel tot aanhouding binnen vierentwintig uur.

B.8.2. Aan de voormelde bepaling wordt verweten dat zij, wegens het stilzwijgen van de wet, het mogelijk maakt dat de onderzoeksrechter die het bevel tot aanhouding verleent dezelfde kan zijn als diegene die reeds het bevel met het oog op onmiddellijke verschijning heeft verleend. Aldus zou afbreuk worden gedaan aan het beginsel van de onpartijdigheid van de rechter, dat wordt gewaarborgd door de algemene beginselen van het Belgische recht en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens is van toepassing op de voorbereidende fase van het strafproces. De vereisten van artikel 6, en onder meer lid 3 ervan, kunnen immers een rol spelen vóór de aanhangigmaking van de zaak bij de rechter ten gronde, indien en voor zover de initiële miskennis ervan het eerlijk karakter van het proces ernstig in het gedrang dreigt te brengen (Europees Hof voor de Rechten van de Mens, *Imbrioscia t/Zwitserland*, arrest van 24 november 1993).

B.8.3. De bestreden wet voorziet in het optreden van een onderzoeksrechter voor het verlenen van een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning. Aldus strekt zij ertoe de inachtneming te waarborgen van artikel 12 van de Grondwet, dat het optreden van een rechter verplicht maakt uiterlijk binnen vierentwintig uur na de vrijheidsberoving van een persoon. De bestreden wet voorziet eveneens in het optreden van een onderzoeksrechter in een later stadium van de procedure, wanneer de correctionele rechtbank het dossier aan de procureur des Konings heeft teruggezonden. Het feit dat die rechter dezelfde zou kunnen zijn voor de uitvaardiging van beide bevelen is niet van dien aard dat het inbreuk maakt op artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Een magistraat kan niet worden verdacht van partijdigheid door het enkele feit dat hij meermaals, in de uitoefening van dezelfde functie, in de loop van eenzelfde strafrechtspleging optreedt.

B.8.4. Het zevende middel is niet gegrond.

*Achtste middel*

B.9.1. Aan artikel 20bis, § 1, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis wordt verweten dat het niet op voldoende precieze wijze het toepassingsgebied van de procedure van onmiddellijke verschijning bepaalt. Aldus zou een discriminatie in het leven worden geroepen ten nadele van de beklagden op wie de procedure van onmiddellijke verschijning wordt toegepast, in zoverre het aan het college van procureurs-generaal en aan de Minister van Justitie toekomt het toepassingsgebied van de wet vast te stellen, in vergelijking met de beklagden van het gemeen recht, voor wie het de wetgevende macht is die de regels van bestraffing, de misdrijven en de straffen bepaalt.

B.9.2. Artikel 20bis, § 1, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis bepaalt dat de procureur des Konings een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning kan vorderen, indien aan de in B.7.2 vermelde voorwaarden is voldaan.

Het feit dat aan die beide voorwaarden is voldaan, impliceert niet de automatische toepassing van de procedure van onmiddellijke verschijning. Ten aanzien van twee categorieën van beklagden die wegens soortgelijke feiten worden vervolgd, kunnen dus twee verschillende procedures worden toegepast : die van de onmiddellijke verschijning of de gewone procedure.

Volgens de parlementaire voorbereiding komt het aan het openbaar ministerie toe om « in het licht van de concrete omstandigheden, het passende gerechtelijke optreden te bepalen (gerechtelijk onderzoek, opsporingsonderzoek, onmiddellijke verschijning in hechtenis, oproeping bij proces-verbaal, seponering, minnelijke schikking, bemiddeling in strafzaken) » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, p. 9, en nr. 0306/004, pp. 7 en 8). Het openbaar ministerie moet echter rekening houden met de bindende richtlijnen die door de Minister van Justitie zijn vastgelegd, na advies van het college van procureurs-generaal (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, p. 90).

B.9.3. In de zaak die aanleiding heeft gegeven tot het arrest nr. 59/2001, werd het Hof verzocht om onder meer te oordelen of de wet betreffende de voorlopige hechtenis niet discriminatoir is, in zoverre het openbaar ministerie zou kunnen beslissen om hetzij die wet toe te passen, hetzij een beroep te doen op de procedure van onmiddellijke verschijning. In deze zaak is het middel gericht tegen de bepalingen van de wet betreffende de onmiddellijke verschijning.

B.9.4. In zoverre het middel betoogt dat de beide wetten op discriminerende wijze kunnen worden toegepast, valt het middel samen met het argument waarop is geantwoord in B.7.4 van het arrest nr. 59/2001 en vergt het hetzelfde antwoord : het Hof is niet bevoegd om te oordelen over een mogelijke discriminatoire toepassing van de wet.

In zoverre het middel de bestreden wet verwijt dat ze niet de elementen bevat die, op voorzienbare wijze, het mogelijk maken het toepassingsgebied ervan te kennen, gaat het om een kwestie die niet is behandeld in het arrest nr. 59/2001 en die derhalve moet worden onderzocht.

B.9.5. Hoewel uit de memorie van toelichting blijkt dat de wet tot doel had bepaalde, « minder zware of minder georganiseerde » vormen van misdrijven te bestrijden, die niet op een geëigende wijze worden aangepakt, in het bijzonder in de gevallen van « eenvoudige [...] stadsriminaliteit » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nrs. 0306/001 - 0307/001, pp. 5-6), is het mogelijke toepassingsgebied ervan veel ruimer, omdat het zich uitstrekt tot elk feit « dat wordt gestraft met een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar die overeenkomstig de wet van 4 oktober 1867 inzake de verzachtende omstandigheden tien jaar niet te boven gaat ».

B.9.6. Door aan de wetgevende macht de bevoegdheid te verlenen om te bepalen in welke gevallen en in welke vorm strafvervolgning mogelijk is, garandeert artikel 12, tweede lid, van de Grondwet aan elke burger dat geen enkele gedraging strafbaar zal worden gesteld dan krachtens regels aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Die grondwetsbepaling gaat evenwel niet zover dat ze de wetgever ertoe zou verplichten elk aspect van de vervolging zelf te regelen, in het bijzonder sinds de wet van 4 maart 1997, die in het Gerechtelijk Wetboek artikel 143bis heeft ingevoerd waarbij de bevoegdheid van het college van procureurs-generaal inzake het strafrechtelijk beleid wordt vastgesteld, en sinds de aanname van artikel 151 van de Grondwet waarin « het recht van de bevoegde minister om de vervolging te bevelen en om de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, vast te leggen » wordt bevestigd. Een delegatie aan een andere macht is niet in strijd met het legaliteitsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

B.9.7. Artikel 20bis, § 1, eerste lid, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis voldoet aan de vereisten van artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, in zoverre het het toepassingsgebied van de procedure van onmiddellijke verschijning vaststelt, waarbij het zich, enerzijds, baseert op de maatstaf van de straffen en, anderzijds, bepaalt dat de feiten op heterdaad ontdekt moeten zijn of binnen een termijn van maximum één maand vastgesteld moeten kunnen worden.

B.9.8. De bestreden bepalingen beperken evenwel de waarborgen van de beklagde inzake vrijheidsberoving, inzonderheid omdat de mogelijkheid van een volledig onderzoek (*à charge* en *à décharge*) ontbreekt en omdat de rechten van de verdediging worden beperkt. Doordat de wetgever aan dergelijke bepalingen het in B.9.5 beschreven ruime en onbepaalde toepassingsgebied verleent, doordat hij zich ervan onthoudt in de wet criteria op te nemen die men enkel in de parlementaire voorbereiding vindt en doordat hij zelf niet met voldoende nauwkeurigheid bepaalt in welke gevallen kan worden afgeweken van de in het gemeen recht geboden waarborgen, heeft hij de bijzondere vereisten miskend van nauwkeurigheid, duidelijkheid en voorzienbaarheid waaraan de wetten in strafzaken moeten voldoen.

B.9.9. De machtiging die impliciet aan het openbaar ministerie wordt gegeven om te oordelen in welke gevallen de wet kan worden toegepast, kan niet volstaan om de onnauwkeurigheid van de wet te verhelpen.

B.9.10. Daaruit volgt dat, doordat beklagden voor soortgelijke inbreuken volgens verschillende strafrechtsplegingen kunnen worden berecht zonder dat de wetgever zelf voldoende nauwkeurig heeft bepaald in welke gevallen de ene dan wel de andere rechtspleging zal worden toegepast, zij door de wetgever zijn blootgesteld aan een verschillende behandeling zonder redelijke verantwoording.

B.9.11. Het achtste middel is gegrond.

Artikel 20bis, § 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis dient te worden vernietigd.

#### *Negende middel*

B.10.1. De verzoekende partij voert, bij de inwerkingstelling van de procedure van onmiddellijke verschijning, het bestaan van een discriminatie aan tussen een beklagde die in eerste aanleg verschijnt en een beklagde die in hoger beroep verschijnt. De ontstentenis van parallelisme tussen eerste aanleg en hoger beroep zou impliceren dat de beklagde die in hoger beroep verschijnt zich zonder verantwoording in een kennelijk minder gunstige situatie zou bevinden dan de beklagde die in eerste aanleg verschijnt, in zoverre er geen enkele beperking is vastgesteld ten aanzien van de reden en de duur van zijn hechtenis.

B.10.2. Aan artikel 209bis van het Wetboek van Strafvordering wordt verweten (tweede onderdeel) dat het de gevallen waarin het hof van beroep de zaak eenmaal of meermaals kan uitstellen niet heeft beperkt, terwijl in eerste aanleg enkel een maatschappelijke enquête of een getuigenverhoor een dergelijk uitstel kunnen verantwoorden.

B.10.3. In de memorie van toelichting bij de ontworpen wet wordt gepreciseerd dat de terechtzitting in hoger beroep met vijftien dagen kan worden uitgesteld « teneinde een maatschappelijk onderzoek te verrichten indien de eerste rechters zulks niet hebben gevraagd of ingeval een aanvullend maatschappelijk onderzoek noodzakelijk wordt geacht om getuigen te horen » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, p. 9). Vervolgens is een amendement aangenomen, dat ertoe strekte de gevallen uit te breiden waarin de terechtzitting in hoger beroep kon worden uitgesteld, om reden dat er ook andere gevallen bestonden waarin uitstel gerechtvaardigd kon zijn (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, p. 126). De wetgever heeft echter niet aangegeven in welke gevallen de terechtzitting in hoger beroep kan worden uitgesteld.

B.10.4. Om de in B.5.10 en B.5.11 uiteengezette redenen wordt de situatie van de beklagde verbeterd dankzij de mogelijkheid om in hoger beroep de zaak uit te stellen teneinde andere onderzoeksverrichtingen uit te voeren dan diegene waarin in eerste aanleg is voorzien. In zoverre artikel 209bis, vierde lid, niet de in artikel 216septies van het Wetboek van Strafvordering vervatte beperkingen overneemt, kan het niet als discriminatoir worden aangemerkt.

B.10.5. Aan artikel 209bis van het Wetboek van Strafvordering wordt tevens verweten (eerste onderdeel) dat het bepaalt dat in hoger beroep, indien het hof van beroep van oordeel is dat de complexiteit van de zaak aanvullend onderzoek vereist, het hof het dossier bij een met redenen omklede beslissing kan toezenden aan de procureur-generaal, zonder in enige regel te voorzien wat betreft de handhaving van de voorlopige hechtenis, terwijl, in eerste aanleg, de wet bepaalt dat wanneer de correctionele rechtbank beslist om de zaak aan de procureur des Konings terug te zenden wegens de complexiteit ervan, zij moet beslissen over de handhaving van de beklagde in hechtenis tot aan de eventuele betekening van een bevel tot aanhouding binnen vierentwintig uur.

B.10.6. Ten slotte wordt aan hetzelfde artikel 209bis van het Wetboek van Strafvordering verweten (derde onderdeel) dat het het hof van beroep toestaat de zaak uit te stellen tot een latere datum, zonder dat dit uitstel een weerslag heeft op de vrijheidsberoving van de beklagde, aangezien in geen enkele sanctie is voorzien indien de termijn van vijftien dagen waarin het hof de zaak in beraad moet nemen niet in acht wordt genomen.

B.10.7. Tussen de beklagden die aan de procedure van onmiddellijke verschijning zijn onderworpen en die in hechtenis voor de correctionele rechtbank verschijnen en diegenen die in hechtenis voor het hof van beroep verschijnen, bestaat een verschil dat op een objectief criterium berust.

B.10.8. De hechtenis van de eerstgenoemden is gebaseerd op een bevel tot aanhouding dat aan geen enkele controle door een rechtbank onderworpen is geweest : het is verantwoord de duur ervan te beperken tot zeven dagen en erin te voorzien dat, indien de rechtbank de zaak terugzendt aan de procureur des Konings, zij bij dezelfde beschikking beslist over de handhaving van de beklagde in hechtenis tot aan de eventuele betekening van een bevel tot aanhouding binnen vierentwintig uur (artikel 216sexies, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering).

Aldus wordt, onder voorbehoud van de in B.5.13 vastgestelde ongrondwettigheid, voldaan aan de vereisten van artikel 5.1, c, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, dat de arrestatie en de gevangenhouding van een persoon toestaat teneinde voor de bevoegde rechtelijke instantie te worden geleid en aan de vereisten van artikel 5.3 van hetzelfde verdrag, volgens hetwelk die persoon « onmiddellijk voor een rechter [moet] worden geleid ».

B.10.9. De gevangenhouding van laatstgenoemden is de uitvoering van de gevangenisstraf, uitgesproken door de correctionele rechtbank, wanneer de duur ervan de duur van de reeds ondergane hechtenis overschrijdt (artikel 33, § 1, tweede lid, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis).

Die gevangenhouding voldoet aan de vereisten van artikel 5.1, a, van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, volgens hetwelk een beklaagde van zijn vrijheid mag worden beroofd « indien hij op rechtmatige wijze wordt gevangen gehouden na veroordeling door een daartoe bevoegde rechter ».

B.10.10. Bijgevolg kan worden aangenomen dat de tijdens de procedure van hoger beroep ondergane hechtenis niet met dezelfde waarborgen is omringd als de hechtenis die vóór het vonnis van de correctionele rechtbank wordt ondergaan.

B.10.11. Er dient echter te worden onderzocht of de procedure, zoals ze wordt georganiseerd in hoger beroep, niet op onevenredige wijze afbreuk doet aan de rechten van de beklaagden die aan de procedure van onmiddellijke verschijning zijn onderworpen.

B.10.12. Alhoewel artikel 209*bis* niet bepaalt dat het hof van beroep uitspraak doet over de handhaving van de beklaagde in hechtenis wanneer het hof het dossier aan de procureur-generaal toezendt en niet preciseert wat de situatie van de beklaagde is indien het hof van beroep de zaak niet in beraad heeft genomen vijftien dagen na de inleidingszitting en uitspraak heeft gedaan vijf dagen nadat de zaak in beraad is genomen, mag uit het stilzwijgen van de wet niet worden afgeleid dat de beklaagde niet om zijn invrijheidstelling zou kunnen vragen.

B.10.13. Tijdens de parlementaire voorbereiding is immers verklaard dat, indien de gevangenisstraf waartoe door de correctionele rechtbank is beslist uitvoerbaar moet blijven ondanks het hoger beroep van de beklaagde, laatstgenoemde de mogelijkheid moet hebben om een verzoek tot invrijheidstelling in te dienen (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, nr. 0306/004, p. 127). Die bedoeling is in artikel 20*bis*, § 4, zevende streepje, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis vertaald, met de daarin opgenomen verwijzing naar artikel 27 van dezelfde wet. Paragraaf 2 van dat artikel staat de beklaagde die hoger beroep heeft ingesteld tegen het vonnis waarbij hij is veroordeeld toe om voor het rechtscollege in hoger beroep een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling in te dienen waarover uitspraak moet worden gedaan binnen vijf dagen na de neerlegging ervan, bij ontstentenis waarvan de betrokkene in vrijheid wordt gesteld. Artikel 20*bis*, § 4, zevende streepje, preciseert dat die mogelijkheid bestaat vanaf de kennisgeving door de procureur des Konings van het feit dat hij een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning vordert « tot de eindbeslissing ten gronde eventueel in hoger beroep ».

B.10.14. Die bepaling moet, overeenkomstig met wat is verklaard tijdens de voormelde parlementaire voorbereiding, zo worden gelezen dat ze het de beklaagde mogelijk maakt bij het hof van beroep een verzoekschrift tot voorlopige invrijheidstelling in te dienen, onder meer in de in B.10.12 vermelde gevallen.

B.10.15. Een andere lezing van artikel 20*bis*, § 4, zevende streepje, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis, zou aan artikel 209*bis* van het Wetboek van Strafvordering discriminatoire gevolgen verbinden vermits het, zonder enige verantwoording, zou verbieden dat een persoon die in hechtenis wordt gehouden krachtens een vonnis waarbij hij is veroordeeld en waartegen hij hoger beroep heeft ingesteld, zich in de twee in B.10.12 beschreven gevallen tot het hof van beroep zou kunnen wenden om zijn voorlopige invrijheidstelling te vragen, terwijl elke persoon in hechtenis die hoger beroep heeft ingesteld tegen het vonnis waarbij hij is veroordeeld, over die mogelijkheid beschikt krachtens artikel 27, § 2, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis.

B.10.16. Uit wat voorafgaat, en onder voorbehoud van wat is gepreciseerd in B.10.14 en B.10.15, volgt dat het negende middel, in zijn drie onderdelen, niet gegrond is.

B.11. Rekening houdend met het gevolg dat het terugwerkende karakter van de vernietiging zou hebben op afgesloten procedures, en met het feit dat het de overlast van het openbaar ministerie en de hoven en rechtbanken zou verzwaren en de rechten van de slachtoffers in het geding zou brengen, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen van de vernietigde bepalingen, in zoverre zij aanleiding hebben gegeven tot beslissingen die in kracht van gewijsde zijn gegaan vóór de bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*, te worden gehandhaafd.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt :

a) in artikel 216*quinquies*, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering, de woorden « of in vrijheid is gesteld met inachtneming van de voorwaarden omschreven in de artikelen 35 en 36 van voornoemde wet »;

b) artikel 216*quinquies*, § 3, van hetzelfde Wetboek;

c) in artikel 216*septies*, tweede zin, van hetzelfde Wetboek, de woorden « om :

- de getuigen te horen die zij nuttig acht;

- een maatschappelijke enquête te doen verrichten »;

d) artikel 20*bis*, § 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

2. verwerpt het beroep voor het overige, onder voorbehoud van de in B.10.14 vermelde interpretatie;

3. handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen, in zoverre zij aanleiding hebben gegeven tot beslissingen die in kracht van gewijsde zijn gegaan vóór de bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 28 maart 2002.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

M. Melchior

## SCHIEDSHOF

D. 2002 — 1377

[C — 2002/21144]

## Urteil Nr. 56/2002 vom 28. März 2002

Geschäftsverzeichnisnummer 2036

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 28. März 2000 zur Einführung eines Verfahrens des sofortigen Erscheinens in Strafsachen, erhoben von der VoG Ligue des droits de l'homme.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. September 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Oktober 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Ligue des droits de l'homme, mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue de l'Enseignement 91, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 28. März 2000 zur Einführung eines Verfahrens des sofortigen Erscheinens in Strafsachen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. April 2000).

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 2. Oktober 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 17. November 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. November 2000.

Durch Anordnungen vom 6. Februar 2001 und vom 20. März 2001 hat der Hof die Besetzung um die Richter L. Lavrysen und A. Alen ergänzt.

Durch Anordnungen vom 28. Februar 2001 und vom 26. September 2001 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 29. September 2001 bzw. 29. März 2002 verlängert.

Durch Anordnung vom 14. November 2001 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 5. Dezember 2001 anberaumt.

Diese Anordnung wurde der klagenden Partei und deren Rechtsanwältin mit am 15. November 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 5. Dezember 2001 hat der amtierende Vorsitzende festgestellt, daß der Richter L. Lavrysen gesetzmäßig verhindert ist und daß der Richter M. Bossuyt ihn als Mitglied der Besetzung vertritt.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 5. Dezember 2001

- erschien RÄin S. Berbuto, in Lüttich zugelassen, für die klagende Partei,
- haben die referierenden Richter P. Martens und A. Alen Bericht erstattet,
- wurde die vorgenannte Rechtsanwältin angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 16. Januar 2002 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssache auf Antrag zweier Richter der Besetzung dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom 23. Januar 2002 hat der Hof die Verhandlung wiedereröffnet und den Sitzungstermin auf den 13. Februar 2002 anberaumt.

Diese Anordnung wurde der klagenden Partei und deren Rechtsanwältin mit am 24. Januar 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 13. Februar 2002

- erschienen RÄin S. Berbuto und RA M. Nève, in Lüttich zugelassen, für die klagende Partei,
- haben die referierenden Richter P. Martens und A. Alen Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

*In bezug auf die Zulässigkeit*

A.1.1. Die klagende Partei erklärt, sie weise ein Interesse an der Nichtigkeitsklage nach, insofern sie bezwecke, «die Ungerechtigkeit und jegliche willkürliche Beeinträchtigung der Rechte eines Einzelnen oder einer Gemeinschaft zu bekämpfen», und sie «die Grundsätze der Gleichheit, der Freiheit und des Humanismus, auf denen die demokratischen Gesellschaften beruhen» und die durch nationale und internationale Instrumente «verkündet werden», verteidige. Das Urteil Nr. 5/92 des Hofes wird zur Untermauerung dieser Aussage erwähnt.

Die klagende Partei führt den Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 5 und 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention an. Sie macht geltend, daß der allzu enge Begriff des Interesses, der in Artikel 17 des Gerichtsgesetzbuches und in Artikel 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof festgeschrieben sei, abzulehnen sei zugunsten von internationalen Bestimmungen, die in Belgien unmittelbar wirksam seien und folglich Vorrang vor dem innerstaatlichen Recht haben müßten.

Die klagende Partei ist der Auffassung, sie weise ein eigenes Interesse nach, weil sie ihre Ehre, ihren Ruf und ihre Glaubwürdigkeit in der Öffentlichkeit verlieren würde, wenn sie nicht die Nichtigerklärung einer Gesetzgebung, die die von ihr verteidigten Garantien beeinträchtigt, fordern würde.

*Zur Hauptsache*

A.1.2. Die angeführten Klagegründe sind allesamt abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 6 und/oder Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

*In bezug auf den ersten Klagegrund*

A.2.1. Der erste Klagegrund beruht auf der Diskriminierung, die das Gesetz zwischen zwei Rechtsunterworfenen, die dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterlägen und von denen einer Gegenstand eines Haftbefehls und der andere Gegenstand einer bedingten Freilassung durch den Untersuchungsrichter sei, schaffe.

A.2.2. Die klagende Partei erinnert zunächst an den Inhalt der Artikel 3 und 6 des angefochtenen Gesetzes. Es wird im ersten und zweiten Teil des Klagegrunds bemängelt, daß die Texte nichts vorsähen über die Weise, wie der Angeschuldigte im Hinblick auf das sofortige Erscheinen vor dem Strafgericht vorgeladen werde, sowie über die Fristen dieses Erscheinens, wenn der Angeschuldigte in den Genuß einer bedingten Freilassungsanordnung durch den Untersuchungsrichter gelangt sei. Die angefochtenen Bestimmungen regelten nur die Lage eines Angeschuldigten, gegen den Haftbefehl erlassen worden sei.

A.2.3. In einem dritten Teil des Klagegrunds wird bemängelt, daß Artikel 7 des Gesetzes vom 28. März 2000 die Lage des bedingt in Freiheit gelassenen Angeschuldigten übergehe, während er die Freilassung des inhaftierten Angeschuldigten vorsehe, wenn das Urteil nicht innerhalb von sieben Tagen nach der Ausstellung des Haftbefehls durch den Untersuchungsrichter ergangen sei. Die angeprangerten Gesetzeslücken würden eine Rechtsunsicherheit sowie eine Diskriminierung schaffen, die nur durch die Eile des Gesetzgebers zu rechtfertigen sei.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund*

A.3. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern Artikel 6 § 3 Absatz 3 des Gesetzes zur Einführung eines Verfahrens des sofortigen Erscheinens es dem Angeschuldigten nicht erlaube, Einspruch gegen ein in Abwesenheit gefälltes Urteil zu erheben, während die anderen Rechtsunterworfenen in Anwendung der Artikel 187 und 208 des Strafprozeßgesetzbuches über dieses Recht verfügten.

Diese Maßnahme sei unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung des Gesetzgebers, nämlich einerseits zu vermeiden, daß jemand wegen des Ausbleibens einer schnellen Reaktion der Justiz zum Opfer werde und daß ein Gefühl der Straffreiheit entstehe sowie andererseits die Bevölkerung hinsichtlich städtischer Kriminalität zu beruhigen. Die klagende Partei führt an, daß diese Zielsetzung erreicht werden könnte, indem mehr Mittel bereitgestellt würden, damit innerhalb einer Frist, die sowohl den Rechten des Opfers als auch denjenigen des Angeschuldigten gerecht werde, effizient Recht gesprochen werde.

Die oben erwähnte Zielsetzung hätte ebenfalls erreicht werden können durch eine Abänderung der Artikel 152 und 185 des Strafprozeßgesetzbuches, um dem Angeschuldigten die Möglichkeit zu bieten, sich durch seinen Rechtsbeistand vertreten zu lassen.

*In bezug auf den dritten Klagegrund*

A.4. Der dritte Klagegrund beruht auf der Unmöglichkeit für den Angeschuldigten, der dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliege, zusätzliche Untersuchungsaufgaben zu beantragen und die Untersuchung durch die Untersuchungsgerichte überwachen zu lassen, während das Gesetz vom 12. März 1998 zur Verbesserung des Strafverfahrens im Stadium der Voruntersuchung und der Untersuchung künftig solche Rechte zugunsten des Beschuldigten vorsehe.

*In bezug auf den vierten Klagegrund*

A.5.1. Es wird bemängelt, daß Artikel 7 des Gesetzes vom 28. März 2000 zu keinem Zeitpunkt des Verfahrens die Kontrolle eines Gerichts in bezug auf die Ordnungsmäßigkeit eines gegen einen Rechtsunterworfenen, auf den das Verfahren des sofortigen Erscheinens angewandt werde, ausgestellten Haftbefehls vorsehe.

Die klagende Partei führt ferner einen Verstoß gegen Artikel 5 Absatz 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention an, insofern das Gesetz vom 28. März 2000 es dem Inhaftierten nicht erlaube, gegen seine Inhaftierung ein Rechtsmittel einzulegen.

Im gemeinrechtlichen Verfahren bezüglich der Untersuchungshaft hingegen werde eine Kontrolle über die Ordnungsmäßigkeit des Haftbefehls durch die Ratskammer und gegebenenfalls in der Berufung durch die Anklagekammer ausgeübt.

*In bezug auf den fünften Klagegrund*

A.6. Die klagende Partei führt eine Diskriminierung zwischen dem Angeschuldigten, gegen den ein Haftbefehl in Anwendung des Verfahrens des sofortigen Erscheinens erlassen worden sei, wenn dieses durch die Weiterleitung der Akte an die Staatsanwaltschaft durch den Tatrichter abgeschlossen werde, und dem inhaftierten Beschuldigten an, auf den das gemeinrechtliche Verfahren der Untersuchungshaft angewandt werde.

Im Gegensatz zu dem Beschuldigten, auf den das gemeinrechtliche Verfahren der Untersuchungshaft angewandt werde, könne der Angeschuldigte, der Gegenstand eines Verfahrens des sofortigen Erscheinens sei und bei dem das Gericht der Auffassung sei, es müßten zusätzliche Ermittlungen durchgeführt werden, erst spät seine Haftanordnung prüfen lassen und ein Rechtsmittel einlegen. Dieser Behandlungsunterschied sei unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung des Gesetzgebers.

*In bezug auf den sechsten Klagegrund*

A.7.1. Der sechste Klagegrund fußt auf der vorgeblichen Diskriminierung zwischen einer Person, auf die das Verfahren des sofortigen Erscheinens angewandt werde, und einer Person, der für die gleichen Taten eine administrative Geldstrafe auferlegt werde.

A.7.2. Es wird bemängelt, daß das angefochtene Gesetz nicht mit objektiven Kriterien festlege, in welchen Fällen die Gerichtsbehörden auf das Verfahren des sofortigen Erscheinens zurückgreifen oder vielmehr Artikel 23 des Gesetzes vom 21. Dezember 1998 über die Sicherheit bei Fußballspielen, der eine Verwaltungssanktion vorsehe, anwenden müßten.

A.7.3. Der Rechtsunterworfene, auf den das Verfahren des sofortigen Erscheinens angewandt werde, verfüge nicht über ausreichend Zeit zur Vorbereitung seiner Verteidigung, was ein Verstoß gegen Artikel 6 Absatz 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention sei. Das Gutachten des Staatsrates zum angefochtenen Gesetz wird zur Untermauerung des Klagegrunds angeführt.

A.7.4. Es wird ebenfalls bemängelt, daß das Gesetz keine ausreichende Rechtsunterstützung an Wochenenden und Feiertagen organisiert und zu diesen Zeiten nicht die Öffnung der Kanzleien der Strafgerichte vorgesehen habe.

*In bezug auf den siebten Klagegrund*

A.8.1. Der siebte Klagegrund beruht auf der nicht vorhandenen Unparteilichkeit des Untersuchungsrichters, der über die Verlängerung der Untersuchungshaft eines Angeschuldigten entscheiden müsse, gegen den bereits ein Haftbefehl zum sofortigen Erscheinen ausgestellt worden sei, während dieses Verfahren gescheitert sei.

A.8.2. Es wird ebenfalls darauf verwiesen, daß die Befassung eines Untersuchungsrichters, der über die Zweckdienlichkeit einer Untersuchungshaft zu befinden habe, während ein Gericht weniger als vierundzwanzig Stunden früher über die gleiche Sache geurteilt habe, auf Seiten des Angeschuldigten ein Gefühl der Parteilichkeit des Untersuchungsrichters, wenn dieser die vorherige Entscheidung bestätige, oder gar der Rechtsunsicherheit entstehen lassen könne.

*In bezug auf den achten Klagegrund*

A.9.1. Die klagende Partei führt eine Diskriminierung zwischen Personen an, je nachdem, ob sie wegen Taten verfolgt würden, die mit mehr oder mit weniger als zehn Jahren Haft bestraft werden könnten.

Das angefochtene Gesetz schaffe eine Justiz mit zwei Geschwindigkeiten zum Nachteil der Minderbemittelten.

A.9.2. Der Gesetzgeber gehe ebenfalls von der falschen Annahme aus, daß einfache Strafsachen leicht zu verstehen seien und nur eine beschleunigte Lösung erforderten. Es gebe keine objektiven Kriterien, um die Inanspruchnahme des Verfahrens des sofortigen Erscheinens für eine bestimmte Art von Straftaten, nämlich diejenigen der Kleinkriminalität oder der städtischen Kriminalität, zu rechtfertigen.

A.9.3. Es wird bemängelt, daß das Gesetz es dem Kollegium der Generalprokuratoren und dem Justizminister erlaube, den eigentlichen Anwendungsbereich des angefochtenen Gesetzes festzulegen und somit eine Diskriminierung im Vergleich zu den Angeschuldigten nach dem Gemeinrecht zu schaffen, für die die gesetzgebende Gewalt die Regeln der Verfolgung, die Straftaten und die Strafen festlege.

*In bezug auf den neunten Klagegrund*

A.10.1. Der neunte Klagegrund beruht auf der Diskriminierung eines Angeschuldigten, der dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliege, je nachdem, ob er in Berufung oder in erster Instanz erscheine.

A.10.2. Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes sehe für das Gericht die Möglichkeit vor, die Akte an den Prokurator des Königs zu verweisen, wenn es der Auffassung sei, daß die Rechtssache so kompliziert sei, daß sie zusätzliche Ermittlungen erfordere. Er sehe ebenfalls vor, daß das Gericht über die Verlängerung der Untersuchungshaft des Angeschuldigten bis zur etwaigen Zustellung des Haftbefehls innerhalb von vierundzwanzig Stunden entscheiden könne. Diese Befugnis werde dem Appellationshof nicht verliehen.

A.10.3. Es wird ferner bemerkt, daß der Appellationshof zwar die Prüfung der Rechtssache vertagen könne, wobei er verpflichtet sei, innerhalb von zwei Wochen nach der einleitenden Verhandlung darüber zu beraten, doch er sei nicht auf die beiden einzigen Gründe begrenzt, die der in erster Instanz urteilende Richter geltend machen könne, nämlich die Zeugenvernehmung oder die Durchführung einer Sozialuntersuchung.

A.10.4. Schließlich wird bemängelt, daß das Gesetz keine Sanktion vorsehe, wenn diese Frist von zwei Wochen nicht eingehalten werde.

- B -

*In bezug auf das Interesse der klagenden Partei*

B.1.1. Gemäß ihrer Satzung verfolgt die VoG Ligue des droits de l'homme den Zweck, «Ungerechtigkeit und jegliche willkürliche Beeinträchtigung der Rechte eines Einzelnen oder einer Gemeinschaft zu bekämpfen». Sie «verteidigt die Grundsätze der Gleichheit, der Freiheit und des Humanismus, auf denen die demokratischen Gesellschaften beruhen» und die insbesondere durch die belgische Verfassung und die Europäische Menschenrechtskonvention «verkündet werden».

Es besteht ein ausreichender Zusammenhang zwischen dem vorstehend beschriebenen Vereinigungszweck und dem Gesetz vom 28. März 2000 zur Einführung eines Verfahrens des sofortigen Erscheinens in Strafsachen. Die in der Klageschrift angefochtenen Bestimmungen betreffen nämlich die Inhaftierung und die Verurteilung von Personen, die ihrer Freiheit beraubt werden können, durch Strafgerichte.

B.1.2. Folglich weist die VoG Ligue des droits de l'homme ein Interesse nach, um die Nichtigerklärung der Bestimmungen des obengenannten Gesetzes zu fordern.

*In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.2.1. Das Gesetz vom 28. März 2000 zur Einführung eines Verfahrens des sofortigen Erscheinens in Strafsachen hat verschiedene Änderungen in die Texte über das Strafverfahren eingefügt.

B.2.2. Die vorbereitende Phase des Verfahrens ist Gegenstand von Artikel 7 des Gesetzes, der einen Artikel 20bis in das Gesetz vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft eingefügt hat. Dieser Artikel besagt:

«Art. 20bis. § 1. Der Prokurator des Königs kann gemäß Artikel 216quinquies des Strafprozeßgesetzbuches einen Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen verlangen, wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

1. die Tat wird mit einer Hauptgefängnisstrafe von einem Jahr belegt, die gemäß dem Gesetz vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände zehn Jahre nicht überschreitet;

2. es handelt sich um eine frisch begangene Straftat, oder die belastenden Momente, die innerhalb des dem Begehen der Straftat folgenden Monats zusammengetragen wurden, sind schwerwiegend genug, um die Rechtssache dem Tatrichter vorzulegen.

Der Prokurator des Königs teilt dem Angeschuldigten mit, daß er das Recht hat, einen Anwalt zu nehmen. Wenn der Angeschuldigte keinen Anwalt genommen hat oder nimmt, setzt der Prokurator des Königs den Präsidenten der Anwaltskammer oder dessen Beauftragten darüber unmittelbar in Kenntnis, der dann seinerseits einen Anwalt bestellt.

Wenn der Angeschuldigte seine Mittellosigkeit nachweist, übermittelt der Prokurator des Königs gemäß Artikel 184bis des Strafprozeßgesetzbuches dem Vertreter des Büros für Gerichtsbeistand unverzüglich den Antrag auf Gerichtsbeistand.

Der Angeschuldigte hat das Recht, sich vor dem Erscheinen vor dem Untersuchungsrichter mit seinem Anwalt zu beraten.

§ 2. Das Dossier wird dem Angeschuldigten und seinem Anwalt zur Verfügung gestellt, sobald im Hinblick auf das sofortige Erscheinen der Haftbefehl beantragt wird.

Das Dossier kann in Form beglaubigter Kopien zur Verfügung gestellt werden.

§ 3. Der Untersuchungsrichter kann einen Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen ausstellen, der gemäß Artikel 18 § 1 zugestellt wird, nachdem er die ihm vorgeführte Person und - außer Letztgenannte verweigert juristischen Beistand - die Ausführungen ihres Anwalts gehört hat.

Die Klageerhebung als Zivilpartei in den Händen des Untersuchungsrichters ist von dem Zeitpunkt an unzulässig, an dem der Prokurator des Königs einen Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen beantragt und insoweit dieser Antrag nicht abgewiesen wird.

§ 4. Die Entscheidung des Untersuchungsrichters und deren Vollstreckung unterliegen den in folgenden Artikeln vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten:

- Artikel 16 §§ 1 und 2;

- Artikel 16 § 3, mit Ausnahme der Möglichkeit, Ermittlungsmaßnahmen zu ergreifen;

- Artikel 16 §§ 5 bis 7;

- Artikel 17;

- Artikel 18;

- Artikel 19 §§ 1, 4 bis 7;

- Artikel 27, ab der in Artikel 216quinquies § 1 Absatz 2 des Strafprozeßgesetzbuches vorgesehenen Notifikation bis zur endgültigen Entscheidung zur Hauptsache, gegebenenfalls in der Berufungsinstanz;

- Artikel 28 § 1;
- Artikel 35;
- Artikel 36 § 1, bis zu der in Artikel 216*quinquies* § 1 Absatz 2 des Strafprozeßgesetzbuches vorgesehenen Notifikation;
- Artikel 36 § 3, ab der in Artikel 216*quinquies* § 1 Absatz 2 des Strafprozeßgesetzbuches vorgesehenen Notifikation bis zum Urteil, oder wenn das Gericht Artikel 216*septies* desselben Gesetzbuches anwendet;
- Artikel 37;
- Artikel 38.

§ 5. Der Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen bleibt aufrechterhalten bis zur Urteilsverkündung, vorausgesetzt, das Urteil wird innerhalb von sieben Tagen ab der Anordnung verkündet.

Ist dies nicht der Fall, dann wird der Angeschuldigte unmittelbar auf freien Fuß gesetzt.

§ 6. Von Amts wegen oder auf einen an ihn gerichteten begründeten Antrag hin und sofern die in Artikel 216*quinquies* § 1 Absatz 2 vorgesehene Notifikation nicht erfolgt ist, kann der Untersuchungsrichter den Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen aufheben. Er entscheidet unmittelbar durch eine begründete Anordnung, die er dem Prokurator des Königs sofort übermittelt.

§ 7. Gegen die in diesem Artikel vorgesehenen Anordnungen ist keine Rechtsmitteleinlegung möglich. »

B.2.3. Das Verfahren des sofortigen Erscheinens vor dem Strafgericht wird in Artikel 6 des Gesetzes geregelt, der in das Strafprozeßgesetzbuch eingefügt wurde durch die Artikel 216*quinquies* bis 216*septies*, die wie folgt lauten:

«Art. 216*quinquies*. § 1. Der Prokurator des Königs lädt im Hinblick auf das sofortige Erscheinen vor dem Strafgericht jede Person vor, die in Anwendung von Artikel 20*bis* des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft inhaftiert ist oder unter den Bedingungen der Artikel 35 und 36 des besagten Gesetzes in Freiheit gelassen wurde.

Wenn der Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen im Sinne von Artikel 20*bis* desselben Gesetzes ausgestellt wird, setzt der Prokurator des Königs unverzüglich jede Person, auf die sich Absatz 1 bezieht, und ihren Anwalt in Kenntnis von dem Ort, dem Datum und der Uhrzeit der Verhandlung.

Diese Notifikation wird in einem Protokoll vermerkt, von dem eine Kopie unverzüglich dem Betroffenen überreicht wird.

Die Notifikation enthält eine Beschreibung der dem Angeschuldigten zur Last gelegten Taten sowie der Wortlaut von Artikel 91 des Gerichtsgesetzbuches; sie gilt als Vorladung zum Erscheinen.

§ 2. Der Ort, das Datum und die Uhrzeit des Erscheinens werden den bekannten Opfern durch gleich welches geeignete Mittel mitgeteilt.

Nach einem schriftlichen Antrag der geschädigten Person, der vor der Verhandlung gleichzeitig mit der in Artikel 5*bis* des Präliminartitels des Strafprozeßgesetzbuches vorgesehenen Erklärung eingereicht werden kann, wird ihr sowie ihrem Anwalt die Akte zur Verfügung gestellt, sobald der Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen beantragt worden ist.

Diese Bereitstellung der Akte kann in Form von beglaubigten Kopien erfolgen.

§ 3. Das Erscheinen vor Gericht findet frühestens nach vier Tagen, spätestens aber innerhalb von sieben Tagen ab der Ausstellung des Haftbefehls im Hinblick auf das sofortige Erscheinen statt.

Das Gericht entscheidet entweder sofort oder innerhalb von fünf Tagen nach Beendigung der mündlichen Verhandlung.

Gegen das Urteil kann kein Einspruch eingelegt werden.

Art. 216*sexies*. Das Gericht kann, wenn es der Auffassung ist, daß die Rechtssache wegen ihrer Vielschichtigkeit zusätzliche Ermittlungen erfordert, die Akte durch eine begründete Entscheidung an den Prokurator des Königs weiterleiten.

In diesem Fall entscheidet das Gericht mit der gleichen Anordnung darüber, ob der Angeschuldigte bis zur etwaigen Zustellung eines Haftbefehls innerhalb von vierundzwanzig Stunden in Haft bleibt. Die Entscheidung darüber, ob die Haft verlängert wird, ist gemäß Artikel 16 §§ 1 und 5 Absätze 1 und 2 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft zu begründen.

Gegen die in diesem Artikel vorgesehene Anordnung kann kein Einspruch eingelegt werden.

Art. 216*septies*. Das Gericht kann die Sache auf eine oder mehrere Verhandlungen vertagen, vorausgesetzt, es nimmt die Beratung spätestens fünfzehn Tage nach der in Artikel 216*quinquies* § 3 vorgesehenen einleitenden Verhandlung auf. Diese Vertagung wird von Amts wegen oder auf Antrag des Angeschuldigten, der Zivilpartei oder des Prokurators des Königs beschlossen, um:

- jeden von ihm als sachdienlich betrachteten Zeugen anzuhören;
- eine Sozialuntersuchung durchführen zu lassen.

Wenn ein Zeuge zum Erscheinen vorgeladen werden muß, wird die Frist gemäß Absatz 4 von Artikel 184 verkürzt.»

B.2.4. Das Berufungsverfahren wird durch Artikel 5 des Gesetzes geregelt, der in das Strafprozeßgesetzbuch einen folgendermaßen lautenden Artikel 209*bis* eingefügt hat:

«Art. 209*bis*. In den in Artikel 216*quinquies* vorgesehenen Fällen wird die Berufung innerhalb der Frist und in der Form eingereicht, die in den Artikeln 203 und 205 vorgesehen sind.

Unbeschadet des Artikels 205 wird die Rechtssache innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der für den Angeschuldigten in Artikel 203 § 1 vorgesehenen Frist anberaumt.

Die Frist für die Ladung vor den Gerichtshof beträgt zwei Tage.

Der Gerichtshof kann die Sache auf eine oder mehrere Verhandlungen vertagen, vorausgesetzt, er nimmt die Beratung spätestens fünfzehn Tage nach der einleitenden Verhandlung auf.

Der Gerichtshof verkündet seine Entscheidung innerhalb von fünf Tagen nach Aufnahme der Beratung.

Der Gerichtshof kann, wenn er der Auffassung ist, daß die Rechtssache wegen ihrer Vielschichtigkeit zusätzliche Ermittlungen erfordert, die Akte durch eine begründete Entscheidung an den Prokurator des Königs weiterleiten.»

B.2.5. Die angefochtenen Bestimmungen werden nachstehend unter Anwendung ihrer Numerierung in den Gesetzen, in die sie eingefügt worden sind, angeführt. Um die Person zu bezeichnen, die dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliegt, verwendet der Hof den Begriff «Angeschuldigter», d.h. den Begriff, der in den angefochtenen Bestimmungen verwendet wird.

*In bezug auf die Prüfung durch den Hof*

B.3.1. Das angefochtene Gesetz führt Abweichungen von den gewöhnlichen Regeln des Strafverfahrens ein, um die Behandlung gewisser Rechtssachen zu beschleunigen. Der «Ausgangspunkt» wurde in der Begründung wie folgt beschrieben:

«Der Entwurf beruht auf der Feststellung, daß die Kriminalität nicht nur durch gewisse sozio-ökonomische Faktoren begünstigt wird, sondern auch durch institutionelle Faktoren geschürt wird.

Hinzu kommt die Feststellung, daß zahlreiche Straftaten nicht auf die angemessenste Weise behandelt werden. Dies wirkt sich natürlich negativ auf die vom Bürger empfundene tatsächliche Sicherheit aus und ruft bei den Tätern ein Gefühl der Straffreiheit hervor.

Die nicht angemessene Behandlung birgt zudem die nicht unerhebliche Gefahr, ein Gefühl des Mißtrauens gegenüber der Rolle und der Arbeitsweise der Justiz noch zu verstärken.

Im übrigen ist anzumerken, daß in zahlreichen Fällen einfacher städtischer Kriminalität – was nicht bedeutet, daß sie weniger ernst genommen werden soll – die Frist zwischen dem Tatzeitpunkt und der Behandlung der Sache durch den Tatrichter häufig zu lang ist, was zu Recht bei den Opfern und in ihrem Umfeld auf großes Unverständnis stößt.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, SS. 4 und 5)

B.3.2. Die Zielsetzungen des Gesetzes werden wie folgt beschrieben:

«Zunächst läßt sich gegenüber dem Täter durch eine unverzügliche Reaktion der Justiz auf die Straftat unter Einhaltung der Rechte der Verteidigung vermeiden, daß ein Eindruck der Straffreiheit bestehen bleibt (sofortige Bestrafung auf die geeignetste Weise und Vermeidung von Rückfällen).

Gegenüber dem Opfer läßt sich durch ein beschleunigtes Urteil unter Wahrung der bürgerlichen Rechte der Opfer eine doppelte Opferrolle vermeiden (die erste in direktem Zusammenhang mit der Straftat und die zweite wegen mangelnden Interesses der Justiz).

Die Zielsetzung gegenüber der Gesellschaft insgesamt besteht darin, dafür zu sorgen, daß der Bürger weiß und spürt, daß weniger schwerwiegende oder weniger organisierte Formen der Kriminalität, die sich jedoch auf seine Person oder seine Güter auswirken, tatsächlich nicht hingenommen werden.» (ebenda, S. 6)

B.3.3. Die Entscheidung, solche Zielsetzungen zu verfolgen – deren Legitimität nicht in Frage gestellt wird –, liegt im Ermessen des Gesetzgebers. Es obliegt jedoch dem Hof zu prüfen, ob die zur Verwirklichung dieser Zielsetzungen ergriffenen Maßnahmen nicht auf diskriminierende Weise die Rechte der Angeschuldigten, auf die sie Anwendung finden, beeinträchtigen. Im Laufe der Vorarbeiten wurde im übrigen bemerkt:

«Die Verwirklichung dieser Zielsetzungen darf die grundlegenden Verfahrensgarantien der betroffenen Beteiligten, das heißt Täter und Opfer, nicht beeinträchtigen. Nur unter diesen Bedingungen kann das neue Verfahren zu einer besseren Rechtspflege beitragen, deren Ergebnisse alle Beteiligten annehmen werden.» (ebenda, S. 6)

B.3.4. Zwischen den Angeschuldigten, die sich in der in Artikel 20bis § 1 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes über die Untersuchungshaft beschriebenen Situation befinden, und den anderen Angeschuldigten gibt es einen Unterschied, der auf einem objektiven Kriterium beruht; es wird davon ausgegangen, daß die Erstgenannten wegen Taten verfolgt werden, die wegen ihrer Einfachheit oder Eindeutigkeit keine so vielschichtigen oder langen Ermittlungen erfordern wie die anderen Kriminalitätsformen.

B.3.5. Indem der Gesetzgeber beschlossen hat, das Verfahren zu erleichtern und die Fristen zu verkürzen, damit die Behandlung der Rechtssachen, die sich auf die erste Kategorie von Angeschuldigten beziehen, beschleunigt wird, hat er Maßnahmen ergriffen, die im Zusammenhang mit den unter B.3.1 und B.3.2 zitierten Zielsetzungen stehen.

B.3.6. Es bleibt zu prüfen, ob einige dieser Maßnahmen nicht zur Folge haben, daß die Rechte dieser Angeschuldigten auf unverhältnismäßige Weise im Vergleich zu den angestrebten Zielsetzungen eingeschränkt werden.

#### *Erster Klagegrund*

B.4.1. Die klagende Partei macht einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung geltend, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 5 und 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die drei Teile des Klagegrunds bemängeln, daß das angefochtene Gesetz nicht die Lage der Angeschuldigten regelt, die freigelassen oder bedingt in Freiheit gelassen wurden, nicht regelt, und somit eine Diskriminierung zwischen dieser Kategorie von Personen und denjenigen, gegen die ein Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen erlassen worden sei, schaffe.

B.4.2. Artikel 216quinquies § 1 Absatz 1 des Strafprozeßgesetzbuches sieht vor, daß im Hinblick auf das sofortige Erscheinen jede Person vorgeladen werden kann, die «inhaftiert ist oder unter den Bedingungen der Artikel 35 und 36» des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft «in Freiheit gelassen wurde». Das sofortige Erscheinen wäre also ebenso anwendbar auf inhaftierte Personen als auch auf Personen, die der Untersuchungsrichter in Freiheit gelassen hat.

B.4.3. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz geht hervor, daß für die Regelung des Verfahrens des sofortigen Erscheinens nur der Fall der Ausstellung eines Haftbefehls berücksichtigt wurde (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, SS. 3, 9 ff.; *Parl. Dok.*, Senat, 1999-2000, Nr. 2-347/3, S. 37). Es hieß: «Der Gesetzesentwurf betrifft [...] nur den unbeeendeten Teil des beschleunigten Verfahrens, in dem ein Verfahren des sofortigen Erscheinens in der Haft vor dem Strafgericht vorgesehen wird» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, S. 5; *Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, S. 6), und ferner: «Das neue Verfahren beruht grundsätzlich auf dem Freiheitsentzug oder gleich welchen anderen Maßnahmen der Freiheitsbeschränkung des Beschuldigten, ohne daß eine gerichtliche Untersuchung eingeleitet wird» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, S. 8; *Parl. Dok.*, Senat, 1999-2000, Nr. 2-347/3, S. 7) sowie, daß das Verfahren nur angewandt werden könne, «wenn der Angeschuldigte inhaftiert worden sei» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, SS. 73, 99, 124).

Das Fehlen von Bestimmungen in bezug auf den Fall, in dem der Angeschuldigte nicht inhaftiert sei, wurde während der parlamentarischen Diskussion aufgezeigt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, SS. 63-64; *Parl. Dok.*, Senat, 1999-2000, Nr. 2-347/3, SS. 41-42, 71). Es wurde vorgeschlagen, ein «Zweiwege-Verfahren» des sofortigen Erscheinens einzuführen, nämlich eines während der Haft und das andere für die Fälle, in denen der Betroffene nicht inhaftiert sei, so daß dieses Verfahren von denjenigen der Untersuchungshaft getrennt werden könne (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, S. 124).

B.4.4. Im eigentlichen Gesetz ist durch nichts zu erkennen, welches Los den Angeschuldigten beschieden sein soll, die vom Untersuchungsrichter bedingt in Freiheit gelassen wurden. Es besteht also ein ungerechtfertigter Behandlungsunterschied zwischen den Angeschuldigten, gegen die ein Haftbefehl ausgestellt wurde und für die das Gesetz das auf sie anwendbare Verfahren beschreibt, sowie denjenigen, die vom Untersuchungsrichter in Freiheit gelassen werden und für die das Gesetz nichts vorsieht.

B.4.5. Der Klagegrund ist begründet.

In Artikel 216quinquies § 1 Absatz 1 des Strafprozeßgesetzbuches sind die Wörter «oder unter den Bedingungen der Artikel 35 und 36 des besagten Gesetzes in Freiheit gelassen wurde» für nichtig zu erklären.

#### *Zweiter Klagegrund, dritter Klagegrund und zweiter Teil des sechsten Klagegrunds*

B.5.1. Im zweiten Klagegrund ihrer Klageschrift bemängelt die klagende Partei, daß das angefochtene Gesetz es dem Angeschuldigten nicht erlaube, gegen das Urteil, mit dem er in Abwesenheit verurteilt worden sei, Einspruch zu erheben. Der dritte Klagegrund prangert die Unmöglichkeit des Angeschuldigten an, zusätzliche Untersuchungsaufgaben zu beantragen und die Untersuchung durch die Untersuchungsgerichte kontrollieren zu lassen. Im zweiten Teil des sechsten Klagegrunds führt die klagende Partei an, daß ein in Anwendung des Verfahrens des sofortigen Erscheinens vorgeladener Angeschuldigter nicht über die zur Vorbereitung seiner Verteidigung erforderliche Zeit verfüge, obwohl dieses Recht durch Artikel 6 Absatz 3 Buchstabe b) der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert werde.

B.5.2. Im Verhältnis zu Beschuldigten, die dem gewöhnlichen Verfahren unterliegen, werden die Rechte von Angeschuldigten, die dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliegen, entweder eingeschränkt oder verstärkt.

B.5.3. Der Untersuchungsrichter greift ein, um den Angeschuldigten anzuhören und anschließend den vom Prokurator des Königs beantragten Haftbefehl anzunehmen oder zu verweigern, doch er kann weder auf Antrag noch von Amts wegen Untersuchungsaufgaben durchführen; Artikel 20bis § 4 zweiter Gedankenstrich des Gesetzes über die Untersuchungshaft schließt ausdrücklich diese Möglichkeit aus unter Abweichung von Artikel 16 § 3 desselben Gesetzes.

Wenn ein Haftbefehl ausgestellt wird, erscheint der Angeschuldigte innerhalb einer Frist von vier bis sieben Tagen vor dem Tatrichter (Artikel 216quinquies § 3 des Strafprozeßgesetzbuches) und kann er keine weiteren Untersuchungsaufgaben beantragen als eine Zeugenvernehmung oder eine Sozialuntersuchung (Artikel 216septies des Strafprozeßgesetzbuches).

Wenn der Angeschuldigte keine Elemente zusammentragen konnte, anhand deren der Anwalt – der gegebenenfalls ein vom Präsidenten der Anwaltskammer bestimmter Anwalt ist – ihn sachdienlich verteidigen kann, und sich weigert zu erscheinen, kann er durch ein als kontradiktorisch geltendes Urteil verurteilt werden, wobei Artikel 216quinquies § 3 des Strafprozeßgesetzbuches jede Möglichkeit, dagegen Einspruch zu erheben, ausschließt.

Alle hier dargelegten Maßnahmen behandeln Angeschuldigte, gegen die ein Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen erlassen wurde, anders als die nach dem gewöhnlichen Verfahren beschuldigten Personen. Diese gelangen in der Tat in den Vorteil:

- eines Eingreifens des Untersuchungsrichters, der die Untersuchung «zur Belastung und Entlastung» führt und «auf die Rechtmäßigkeit der Beweismittel sowie die Redlichkeit, mit der sie zusammengetragen wurden, achtet» (Artikel 56 § 1 Absätze 1 und 2 des Strafprozeßgesetzbuches);

- des Rechtes, «den Untersuchungsrichter um die Durchführung einer zusätzlichen Untersuchungshandlung zu bitten» (Artikel 61quinquies § 1 des Strafprozeßgesetzbuches);

- des Rechtes, wenn er in Abwesenheit verurteilt wurde, innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Urteils dagegen Einspruch einzulegen (Artikel 187 des Strafprozeßgesetzbuches).

B.5.4. Es ist vorstellbar, daß einem dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliegenden Angeschuldigten das Recht entzogen wird, gegen ein in Abwesenheit ergangenes Urteil Einspruch einzulegen, denn der Gesetzgeber hat dafür gesorgt, daß er die Unterstützung eines Anwalts erhält, mit dem er sich beraten kann, bevor er dem Untersuchungsrichter vorgeführt wird (Artikel 20bis § 3 Absatz 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft); außerdem kann sein Rechtsbeistand seine Verteidigung selbst dann gewährleisten, wenn der Angeschuldigte nicht nachweist, daß es ihm unmöglich ist, persönlich zu erscheinen, dies gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (Urteile *Van Geyselghem* gegen Belgien vom 21. Januar 1999, *Goedhart* gegen Belgien vom 20. März 2001, *Stroek* gegen Belgien vom 20. März 2001, *Medenica* gegen die Schweiz vom 14. Juni 2001) und des Kassationshofes (Kass., 16. März 1999 und 8. Juni 1999), trotz des anderslautenden Textes vom Artikel 185 § 2 des Strafprozeßgesetzbuches.

B.5.5. Dennoch muß der Angeschuldigte gemäß Artikel 6 Absatz 3 Buchstabe *b*) der Europäischen Menschenrechtskonvention «ausreichende Zeit und Gelegenheit zur Vorbereitung [seiner] Verteidigung [...] haben».

B.5.6. Die angefochtenen Bestimmungen lassen dem Angeschuldigten nur eine äußerst kurze Frist, um mit seinem Anwalt seine Verteidigung vor dem Strafgericht vorzubereiten.

B.5.7. Aus Artikel 20bis § 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft geht hervor, daß der Prokurator des Königs den Angeschuldigten über sein Recht, einen Anwalt zu wählen oder sich einen Anwalt durch den Präsidenten der Anwaltskammer bestimmen zu lassen, informiert, dies gleichzeitig mit der Beantragung eines Haftbefehls im Hinblick auf das sofortige Erscheinen. Der Angeschuldigte wird häufig durch einen für ihn bestimmten Anwalt verteidigt, der den zu Verteidigenden nicht kennt.

B.5.8. Wenn es sich um eine frisch begangene Straftat handelt oder die Anklagepunkte innerhalb eines Monats nach der Begehung der Straftat zusammengetragen werden konnten und wenn der Angeschuldigte verhaftet wurde, darf der Freiheitsentzug nicht länger als vierundzwanzig Stunden dauern (Artikel 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft). Das Erscheinen vor dem Untersuchungsrichter muß also innerhalb dieser Frist erfolgen, und der Haftbefehl muß «sofort nach dem ersten Verhör» ausgestellt werden (Artikel 16 § 3 des Gesetzes über die Untersuchungshaft, auf den Artikel 20bis § 4 zweiter Gedankenstrich desselben Gesetzes verweist).

B.5.9. Sobald der Haftbefehl ausgestellt wurde, verfügen der Angeschuldigte und sein Rechtsbeistand, die die Akte ab der Beantragung des Haftbefehls im Hinblick auf das sofortige Erscheinen einsehen können (Artikel 20bis § 2 des Gesetzes über die Untersuchungshaft), über eine Frist von vier bis sieben Tagen, einschließlich der Feiertage, um ihre Verteidigung vorzubereiten.

B.5.10. Ab der ihnen durch den Prokurator des Königs erteilten Information können der Angeschuldigte und sein Rechtsbeistand entlastende Elemente vorbringen, um zu versuchen, die vom Prokurator des Königs innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat zusammengetragenen Anklagepunkte gemäß Artikel 20bis § 1 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes über die Untersuchungshaft zu widerlegen.

Innerhalb dieser kurzen Frist können sie den Untersuchungsrichter um keinerlei Aufgabe bitten, und vor dem Strafgericht können sie nur eine Zeugenvernehmung oder eine Sozialuntersuchung beantragen, die innerhalb einer Frist von höchstens fünfzehn Tagen durchgeführt werden müssen. Gleich welche andere Maßnahme wird ihnen verweigert, selbst wenn sie zur Verteidigung des Angeschuldigten ebenso sachdienlich wäre und ohne Überschreitung der zweiwöchigen Frist durchgeführt werden könnte.

B.5.11. Die Rechte der Verteidigung werden somit in doppelter Weise eingeschränkt, sowohl durch die äußerst kurze Frist, in der sie ausgeübt werden müssen, als auch durch die Begrenzung der Maßnahmen, die der Angeschuldigte beantragen kann.

B.5.12. Im gewöhnlichen Verfahren verfügen der inhaftierte Beschuldigte und sein Rechtsbeistand nur über eine Frist von fünf Tagen, um die Verteidigung vor der Ratskammer vorzubereiten, wobei ihnen die Akte erst «während des letzten Werktages vor dem Erscheinen» zur Verfügung gestellt wird (Artikel 21 § 3 des Gesetzes über die Untersuchungshaft). Dann betrifft die Debatte jedoch nur die Ordnungsmäßigkeit des Haftbefehls und die Notwendigkeit der Verlängerung der Haft (Artikel 21 § 4 desselben Gesetzes).

Im Verfahren des sofortigen Erscheinens verfügen der Angeschuldigte und sein Rechtsbeistand über eine Frist von vier bis sieben Tagen einschließlich der nicht als Werktage geltenden Tage bis zum Erscheinen vor dem Strafgericht, das über die Schuld des Angeschuldigten und die ihm aufzuerlegende Strafe entscheidet. Eine sachdienliche Verteidigung muß sich also nicht nur auf die Feststellung der Fakten und ihre strafrechtliche Einordnung beziehen, was weitere Maßnahmen als eine Zeugenanhörung erfordern kann, sondern auch auf persönliche Aspekte des Angeschuldigten, die nicht auf die bei einer Sozialuntersuchung festgestellten Auskünfte beschränkt werden dürfen. In diesem Verfahrensstadium muß das Gericht nämlich unter anderem entsprechend der Person des Angeschuldigten die geeignetste Strafe oder Maßnahme wählen; Artikel 195 des Strafprozeßgesetzbuches schreibt ihm vor, «auf gegebenenfalls knappe, aber präzise Weise die Gründe für die Wahl einer bestimmten Strafe oder Maßnahme durch den Richter unter denjenigen, die er aufgrund des Gesetzes verhängen darf» anzugeben, und er muß «außerdem das Maß einer jeden verhängten Strafe oder Maßnahme begründen». Diese Verpflichtung setzt voraus, daß der Angeschuldigte und sein Rechtsbeistand dem Gericht alle sachdienlichen Elemente zur Beurteilung des Strafmaßes, das bis zu zehn Jahre Haft betragen kann, unterbreiten können.

B.5.13. Es ist nicht ersichtlich, daß die Zielsetzung des Gesetzgebers nur erreicht werden kann, indem die zur sachdienlichen Ausübung der Rechte der Verteidigung erforderliche Zeit und die Mittel in solchem Maß eingeschränkt werden. Im Gegenteil, die Kürze der Fristen und die Beschränkung der Untersuchungsmaßnahmen können die Gerichte dazu verleiten, die Rechtssache an den Prokurator des Königs zu verweisen in Anwendung von Artikel 216*sexies* des Strafprozeßgesetzbuches, dies mit der Begründung, daß sie nicht über den Sachverhalt verfügen, um darüber zu urteilen. Die übermäßige Verkürzung der Fristen und die Einschränkung der Mittel der Verteidigung laufen somit Gefahr, durch ihre Folgen die Verwirklichung der Zielsetzungen des Gesetzgebers zu gefährden.

Folglich können die angefochtenen Maßnahmen, die grundsätzlich gerechtfertigt sind, in der Ausübung der Rechte der Verteidigung des Angeschuldigten Einschränkungen herbeiführen, die nicht in einem vernünftigen Verhältnis zur Zielsetzung stehen.

B.5.14. Daher sind Artikel 216*quinqüies* § 3 und in Artikel 216*septies* zweiter Satz des Strafprozeßgesetzbuches die Wörter «um:» bis «durchführen zu lassen» für nichtig zu erklären.

#### *Vierter und fünfter Klagegrund*

B.6.1. Es wird bemängelt, daß das angefochtene Gesetz zu keinem Zeitpunkt des Verfahrens das Eingreifen eines Gerichtes vorsehe, das über die Ordnungsmäßigkeit der Inhaftierung befinden könne, während die Inhaftierten, auf die das Gemeinrecht der Untersuchungshaft Anwendung finde, über ein solches Recht vor der Ratskammer oder der Anklagekammer verfügen.

Die klagende Partei führt ebenfalls einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention an, insofern Artikel 20*bis* § 7 des Gesetzes über die Untersuchungshaft besage, daß gegen die Anordnungen des Untersuchungsrichter kein Einspruch eingelegt werden könne.

B.6.2. Artikel 5 Absatz 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt, daß «jede Person, die festgenommen oder der die Freiheit entzogen ist, [...] das Recht [hat] zu beantragen, daß ein Gericht innerhalb kurzer Frist über die Rechtmäßigkeit der Freiheitsentziehung entscheidet und ihre Entlassung anordnet, wenn die Freiheitsentziehung nicht rechtmäßig ist».

B.6.3. Gemäß Artikel 19 § 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft kann gegen einen vom Untersuchungsrichter ausgestellten Haftbefehl weder Berufung noch Kassationsklage eingereicht werden. Folglich behandelt die angefochtene Bestimmung in diesem Punkt die Angeschuldigten, die dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliegen, nicht anders als die Beschuldigten, die nach dem gewöhnlichen Verfahren verfolgt werden.

B.6.4. Artikel 21 § 1 desselben Gesetzes sieht vor, daß ein vom Untersuchungsrichter ausgestellter Haftbefehl innerhalb von fünf Tagen Gegenstand einer Entscheidung der Ratskammer sein muß. Diese vergewissert sich in Anwendung von Artikel 21 § 4 desselben Gesetzes der Ordnungsmäßigkeit des Haftbefehls und urteilt über die Notwendigkeit, die Inhaftierung aufrechtzuerhalten.

B.6.5. Die klagende Partei vertritt den Standpunkt, daß eine Diskriminierung zum Nachteil der Angeschuldigten, die dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterlägen, vorliege, da keinerlei Verfahren vor einem Untersuchungsgericht organisiert werde und sie die Gesetzmäßigkeit ihrer Haft nur vor dem Tatrichter prüfen lassen könnten.

B.6.6. Artikel 20*bis* des Gesetzes über die Untersuchungshaft besagt in Paragraph 5, daß ein Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen bis zur Urteilsverkündung gültig ist, sofern diese innerhalb von sieben Tagen nach der Anordnung erfolgt. Andernfalls wird der Angeschuldigte sofort freigelassen.

Folglich erscheint der Angeschuldigte, gegen den ein Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen ausgestellt wurde, «innerhalb kurzer Frist» vor einem Gericht, so wie es Artikel 5 Absatz 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention vorschreibt.

Wenngleich die Artikel 216*quinqüies* und 216*sexies* des Strafprozeßgesetzbuches nicht ausdrücklich bestimmen, daß das Gericht über die Ordnungsmäßigkeit des Haftbefehls urteilen muß, sind sie so auszulegen, daß sie mit den Erfordernissen von Artikel 5 Absatz 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention in Einklang stehen, denn der Angeschuldigte muß das Gericht zur Prüfung der Ordnungsmäßigkeit seiner Inhaftierung auffordern können.

B.6.7. Wenn das Strafgericht während der Verhandlung urteilt, wird die Ordnungsmäßigkeit der Haft des Angeschuldigten vom Gericht innerhalb einer Frist von höchstens sieben Tagen ab der Ausstellung des Haftbefehls im Hinblick auf das sofortige Erscheinen geprüft.

Auch wenn diese Frist um zwei Tage länger sein kann als die fünftägige Frist nach dem gewöhnlichen Verfahren, beeinträchtigt die Maßnahme nicht in unverhältnismäßiger Weise das Einspruchsrecht, über das jede Person, der die Freiheit durch Verhaftung oder Inhaftierung entzogen wurde, aufgrund von Artikel 5 Absatz 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention verfügen muß.

B.6.8. Nach Auffassung der klagenden Partei könnten diese Fristen verlängert werden, wenn das Gericht beschließe, die Rechtssache zu vertagen. In diesem Fall müsse das Gericht spätestens fünfzehn Tage nach der einleitenden Verhandlung über die Rechtssache beraten und innerhalb von fünf Tagen ein Urteil fällen (Artikel 216*quinqüies* § 3 des Strafprozeßgesetzbuches). Die klagende Partei schlußfolgert daraus, daß ein Angeschuldigter, wenn man diese drei Fristen zusammenzähle (7 Tage, 15 Tage und 5 Tage), während siebenundzwanzig Tagen inhaftiert werden könne, ohne daß ein Gericht über die Ordnungsmäßigkeit des Haftbefehls und über die Notwendigkeit der Inhaftierung habe entscheiden können.

B.6.9. Die unter B.6.8 beschriebene Hypothese entspricht nicht den angefochtenen Bestimmungen. Die Vertagung der Rechtssache darf auf keinen Fall die Gültigkeit des Haftbefehls über sieben Tage hinaus verlängern. Es wurde im übrigen in der Begründung erklärt und im Bericht, der im Namen der Justizkommission der Kammer vorgelegt wurde, wiederholt, daß «keine Inhaftierung möglich ist während der Zeitspanne, in der der Tatrichter die Prüfung der Rechtssache vertagt hat» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, S. 12). Artikel 20*bis* § 5 des Gesetzes über die Untersuchungshaft ist eindeutig formuliert, denn, wenn das Urteil nicht innerhalb von sieben Tagen nach der «Anordnung» des Untersuchungsrichters verkündet wurde, wird der Angeschuldigte sofort freigelassen.

B.6.10. Der Klagegrund ist unbegründet.

#### *Erster Teil des sechsten Klagegrunds*

B.7.1. Es wird bemängelt, daß das angefochtene Gesetz eine Diskriminierung schaffe zwischen einerseits den Angeschuldigten, auf die das Verfahren des sofortigen Erscheinens angewandt werde, und andererseits den Personen, denen für die gleichen Taten eine Verwaltungsstrafe auferlegt werde in Anwendung von Artikel 23 des Gesetzes vom 21. Dezember 1998 über die Sicherheit bei Fußballspielen. Die klagende Partei führt an, daß das angefochtene Gesetz keine objektiven Kriterien enthalte, anhand deren man bestimmen könne, wann das eine oder andere Verfahren anzuwenden sei.

B.7.2. Gemäß Artikel 20*bis* § 1 Absatz 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft kann das Verfahren des sofortigen Erscheinens nur Anwendung finden, wenn zwei Bedingungen erfüllt sind; einerseits muß die Tat «mit einer Hauptgefängnisstrafe von einem Jahr belegt [werden], die gemäß dem Gesetz vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände zehn Jahre nicht überschreitet»; andererseits muß es sich um eine frisch begangene Straftat handeln oder müssen die belastenden Momente, die innerhalb des dem Begehen der Straftat folgenden Monats zusammengetragen wurden, schwerwiegend genug sein, damit die Rechtssache dem Tatrichter vorgelegt werden kann.

Wenn die beiden gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind, bedeutet dies jedoch nicht, daß automatisch das Verfahren des sofortigen Erscheinens angewandt wird, so daß auf zwei Kategorien von Rechtsunterworfenen, die wegen ähnlicher Taten verfolgt werden, zwei unterschiedliche Verfahren angewandt werden können, nämlich dasjenige des sofortigen Erscheinens oder dasjenige, das durch das Gesetz vom 21. Dezember 1998 organisiert wird.

Auf die Kritik des Staatsrates bezüglich des Anwendungsbereiches der beiden Gesetze (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, S. 29) hat der Justizminister geantwortet, daß er es der Staatsanwaltschaft überlassen wolle, schneller Stellung zu beziehen, entweder indem eine öffentliche Klage eingeleitet werde oder indem man den Weg der Verwaltungssanktion vorziehe, wobei die eine Vorgehensweise die andere ausschließe (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, SS. 8 und 9, und Nr. 0306/004, S. 94).

Die Staatsanwaltschaft muß jedoch die vom Justizminister nach einer Stellungnahme des Kollegiums der Generalprokuratoren festgelegten zwingenden Richtlinien berücksichtigen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, S. 7, und Nr. 0306/004, SS. 89-90).

B.7.3. Das Gesetz vom 21. Dezember 1998 bestraft eine besondere Form der Kriminalität; es betrifft Gewalttaten, zu denen es bei einem nationalen oder internationalen, für Zuschauer zugänglichen Fußballspiel kommen kann (Artikel 19 des Gesetzes). Artikel 24 sieht vor, daß dem Zuwiderhandelnden von dem durch den König bestimmten Beamten eine administrative Geldstrafe von zehntausend Franken bis zweihunderttausend Franken und ein administratives Stadionverbot für eine Dauer von drei Monaten bis fünf Jahren auferlegt werden kann. Ein Zuwiderhandelnder, der die Entscheidung des Beamten anfechtet, kann beim Polizeigericht Berufung einlegen (Artikel 31 des Gesetzes). Die Entscheidung, ob das Gesetz vom 21. Dezember 1998 oder dasjenige vom 28. März 2000 angewandt wird, hängt davon ab, ob der Prokurator des Königs beschließt, eine strafrechtliche Verfolgung einzuleiten oder nicht.

B.7.4. Wie der Hof insbesondere in seinem Urteil Nr. 153/2001 (B.5 und B.6) in bezug auf das obengenannte Gesetz vom 21. Dezember 1998 bereits festgestellt hat, gehört es zur Ermessensbefugnis des Gesetzgebers, wenn er der Auffassung ist, daß gewisse Verfehlungen gegenüber gesetzlichen Verpflichtungen geahndet werden müssen, zu entscheiden, ob es sachdienlich ist, strafrechtliche Sanktionen *sensu stricto* oder Verwaltungssanktionen aufzuerlegen. Die Entscheidung für die eine oder die andere Kategorie von Sanktionen kann nicht so ausgelegt werden, daß sie an sich eine Diskriminierung schaffen würde. Der Hof hat ebenfalls festgestellt, daß die in bezug auf die in Fußballstadien anwesenden Personen vorgesehenen Strafen gerechtfertigt sind durch die spezifischen Merkmale der betreffenden Form von Kriminalität, so wie sie in den Vorarbeiten des Gesetzes beschrieben sind. Es ist ebenfalls nicht diskriminierend, dem Prokurator des Königs die Möglichkeit zu überlassen, sich entweder für eine strafrechtliche Verfolgung zu entscheiden oder es dem zuständigen Beamten zu erlauben, die gesetzlich vorgesehenen Strafen anzuwenden; in beiden Fällen ist eine Berufung mit der Befugnis zu unbeschränkter Nachprüfung durch ein unabhängiges Gericht organisiert. Da der Gesetzgeber selbst den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 21. Dezember 1998 festgelegt hat, konnte er, ohne gegen den Gleichheitsgrundsatz zu verstoßen, es der Staatsanwaltschaft erlauben, zu beurteilen, ob es sachdienlich ist, das Verfahren des sofortigen Erscheinens anzuwenden oder die etwaige Anwendung der durch das Gesetz vom 21. Dezember 1998 vorgesehenen Sanktionen zu erlauben.

B.7.5. Der sechste Klagegrund ist in seinem ersten Teil nicht begründet.

#### *Siebter Klagegrund*

B.8.1. Der Klagegrund richtet sich gegen Artikel 216<sup>sexies</sup> des Strafprozeßgesetzbuches. Dieser Artikel erlaubt es dem im Rahmen des Verfahrens des sofortigen Erscheinens befaßten Strafgericht, die Akte an den Prokurator des Königs weiterzuleiten, wenn es der Auffassung ist, daß die Vielschichtigkeit der Rechtssache zusätzliche Ermittlungen erfordert.

In diesem Fall befindet das Gericht über die Verlängerung der Inhaftierung des Angeschuldigten bis zur etwaigen Zustellung eines Haftbefehls innerhalb von vierundzwanzig Stunden.

B.8.2. Es wird bemängelt, daß die obenerwähnte Bestimmung wegen der Gesetzeslücke es erlaube, daß der Untersuchungsrichter, der den Haftbefehl ausstelle, derselbe sein könne wie derjenige, der bereits den Befehl zum sofortigen Erscheinen ausgestellt habe. Somit werde der Grundsatz der Unparteilichkeit des Richters verletzt, der durch die allgemeinen Grundsätze des belgischen Rechts und durch Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert werde.

Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention findet Anwendung auf die Vorbereitungsphase des Strafverfahrens. In der Tat können die Erfordernisse von Artikel 6 und insbesondere dessen Absatz 3 eine Rolle spielen vor der Befassung des Tatrichters, wenn und insofern ihre anfängliche Nichteinhaltung die Billigkeit des Verfahrens schwer zu beeinträchtigen droht (Europäischer Gerichtshof für Menschenrechte, *Imbrioscia* gegen die Schweiz, Urteil vom 24. November 1993).

B.8.3. Das angefochtene Gesetz sieht das Eingreifen eines Untersuchungsrichters für das Ausstellen eines Haftbefehls im Hinblick auf das sofortige Erscheinen vor. Es soll somit die Einhaltung von Artikel 12 der Verfassung gewährleisten, der das Eingreifen eines Richters innerhalb von vierundzwanzig Stunden nach dem Freiheitsentzug einer Person verbindlich vorschreibt. Das Eingreifen eines Untersuchungsrichters in einem späteren Stadium des Verfahrens, wenn das Strafgericht die Akte an den Prokurator des Königs weitergeleitet haben sollte, ist ebenfalls im angefochtenen Gesetz vorgesehen. Der Umstand, daß dieser Richter derselbe sein könnte für das Ausstellen beider Befehle, kann keine Verletzung von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention darstellen. Ein Magistrat macht sich nicht der Parteilichkeit verdächtig durch den bloßen Umstand, daß er mehrfach in der Ausübung derselben Funktion im Laufe desselben Strafverfahrens eingreift.

B.8.4. Der siebte Klagegrund ist unbegründet.

#### *Achter Klagegrund*

B.9.1. Es wird bemängelt, daß Artikel 20<sup>bis</sup> § 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft den Anwendungsbereich des Verfahrens des sofortigen Erscheinens nicht präzise genug festlege. Somit sei eine Diskriminierung der Angeschuldigten nachgewiesen, auf die das Verfahren des sofortigen Erscheinens angewandt werde, insofern es dem Kollegium der Generalprokuratoren und dem Justizminister obliege, den Anwendungsbereich des Gesetzes in bezug auf gemeinrechtliche Angeschuldigte festzulegen, für die die gesetzgebende Gewalt die Regeln der Verfolgung, die Straftaten und die Strafen festlege.

B.9.2. Artikel 20<sup>bis</sup> § 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft sieht vor, daß der Prokurator des Königs einen Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen beantragen kann, wenn die unter B.7.2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind.

Der Umstand, daß diese beiden Bedingungen erfüllt sind, bedeutet nicht automatisch die Anwendung des Verfahrens des sofortigen Erscheinens. Auf zwei Kategorien von Angeschuldigten, die wegen ähnlicher Taten verfolgt werden, können also zwei unterschiedliche Verfahren angewandt werden, und zwar dasjenige des sofortigen Erscheinens oder dasjenige des gewöhnlichen Verfahrens.

Gemäß den Vorarbeiten obliegt es der Staatsanwaltschaft, «im Lichte der konkreten Umstände das entsprechende gerichtliche Vorgehen festzulegen (gerichtliche Untersuchung, Voruntersuchung, sofortiges Erscheinen in Haft, Vorladung mittels Protokolls, Niederschlagung, Vergleich, Vermittlung in Strafsachen usw.)» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, S. 9, und Nr. 0306/004, SS. 7 und 8). Die Staatsanwaltschaft muß jedoch die vom Justizminister nach einer Stellungnahme des Kollegiums der Generalprokuratoren festgelegten zwingenden Richtlinien beachten (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, S. 90).

B.9.3. In der Rechtssache, die zum Urteil Nr. 59/2001 geführt hat, war der Hof insbesondere aufgefordert worden zu beurteilen, ob das Gesetz über die Untersuchungshaft nicht diskriminierend sei, insofern die Staatsanwaltschaft entscheiden könne, entweder dieses Gesetz anzuwenden oder auf das Verfahren des sofortigen Erscheinens zurückzugreifen. Der Klagegrund in der vorliegenden Rechtssache richtet sich gegen die Bestimmungen des Gesetzes über das sofortige Erscheinen.

B.9.4. Insofern im Klagegrund angeführt wird, daß die beiden Gesetze auf diskriminierende Weise angewandt werden könnten, deckt er sich mit dem Argument, das unter B.7.4 des Urteils Nr. 59/2001 beantwortet worden ist, und erfordert er die gleiche Antwort: Der Hof ist nicht zuständig, über eine etwaige diskriminierende Anwendung des Gesetzes zu urteilen.

Insofern in dem Klagegrund bemängelt wird, daß das angefochtene Gesetz keine Elemente enthalte, durch die sein Anwendungsbereich auf vorhersehbare Weise bekannt sein könne, handelt es sich um eine Frage, die im Urteil Nr. 59/2001 nicht behandelt wurde und die somit zu prüfen ist.

B.9.5. Obwohl aus der Begründung hervorgeht, daß das Gesetz dazu dient, bestimmte Formen von Straftaten, «die weniger schwerwiegend oder weniger organisiert sind», die keine angemessene Behandlung erhalten, zu bekämpfen, besonders im Falle von «einfacher städtischer Kriminalität» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nrn. 0306/001 - 0307/001, SS. 5 und 6), hat es einen viel weiteren potentiellen Anwendungsbereich, da dieser sich auf jede Tat erstreckt, die «mit einer Hauptgefängnisstrafe von einem Jahr belegt [wird], die gemäß dem Gesetz vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände zehn Jahre nicht überschreitet».

B.9.6. Indem Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung der gesetzgebenden Gewalt die Befugnis erteilt, festzulegen, in welchen Fällen und in welcher Form die Strafverfolgung möglich ist, garantiert er jedem Bürger, daß ein Verhalten nur aufgrund von Regeln strafbar ist, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden. Diese Verfassungsbestimmung geht jedoch nicht soweit, daß sie den Gesetzgeber verpflichten würde, selbst alle Aspekte der Verfolgung zu regeln, insbesondere seit dem Gesetz vom 4. März 1997, das Artikel 143bis zur Festlegung der Zuständigkeit des Kollegiums der Generalprokuratoren auf dem Gebiet der Kriminalpolitik in das Gerichtsgesetzbuch eingefügt hat, und seit der Annahme von Artikel 151 der Verfassung, der das «Recht des zuständigen Ministers, Verfolgungen anzuordnen und zwingende Richtlinien für die Kriminalpolitik, einschließlich im Bereich der Ermittlungs- und Verfolgungspolitik, festzulegen» bestätigt hat. Eine Vollmachtsübertragung auf eine andere Gewalt steht nicht im Widerspruch zum Legalitätsprinzip, vorausgesetzt, die Ermächtigung wird ausreichend genau beschrieben und betrifft die Ausführung von Maßnahmen, deren wesentliche Elemente vorher vom Gesetzgeber festgelegt wurden.

B.9.7. Artikel 20bis § 1 Absatz 1 des Gesetzes über die Untersuchungshaft entspricht den Erfordernissen von Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung, insofern er den Anwendungsbereich des Verfahrens des sofortigen Erscheinens festlegt, einerseits auf der Grundlage der Abstufung der Strafen und andererseits, indem er besagt, daß es sich um eine frisch begangene Straftat handeln muß oder die Straftat innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat muß nachgewiesen werden können.

B.9.8. Die angefochtenen Bestimmungen beschränken jedoch die Garantien des Angeschuldigten bezüglich des Freiheitsentzugs, und zwar insbesondere deshalb, weil die Möglichkeit einer umfassenden Untersuchung (zur Be- und Entlastung) nicht vorhanden ist und die Verteidigungsrechte eingeschränkt werden. Indem der Gesetzgeber solchen Bestimmungen den unter B.9.5 beschriebenen breiten und unbestimmten Anwendungsbereich verliehen, im Gesetz nicht die nur in den Vorarbeiten vorkommenden Kriterien festgehalten und nicht selbst mit ausreichender Genauigkeit festgelegt hat, in welchen Fällen von den durch das Gemeinrecht gebotenen Garantien abgewichen werden kann, hat er die besonderen Erfordernisse der Präzision, Klarheit und Vorhersehbarkeit, denen die Gesetze in Strafsachen entsprechen müssen, mißachtet.

B.9.9. Die implizit der Staatsanwaltschaft erteilte Vollmacht, zu beurteilen, in welchen Fällen das Gesetz Anwendung finden kann, kann nicht ausreichen, um die Ungenauigkeit des Gesetzes zu beheben.

B.9.10. Daraus ergibt sich, daß die Angeschuldigten dadurch, daß sie für ähnliche Zuwiderhandlungen nach unterschiedlichen Strafverfahren abgeurteilt werden können, ohne daß der Gesetzgeber selbst mit ausreichender Genauigkeit bestimmt hat, in welchen Fällen das eine oder das andere Verfahren zur Anwendung zu bringen ist, durch den Gesetzgeber ohne angemessene Rechtfertigung einer unterschiedlichen Behandlung ausgesetzt werden.

B.9.11. Der achte Klagegrund ist begründet.

Artikel 20bis § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft ist für nichtig zu erklären.

#### *Neunter Klagegrund*

B.10.1. Die klagende Partei führt an, es bestehe in der Durchführung des Verfahrens des sofortigen Erscheinens eine Diskriminierung zwischen einem Angeschuldigten, der in erster Instanz erscheine, und einem Angeschuldigten, der in der Berufungsinstanz erscheine. Das Fehlen eines Parallelismus zwischen den beiden Rechtszügen beinhaltet, daß ein in der Berufungsinstanz erscheinender Angeschuldigter sich ohne Rechtfertigung in einer deutlich ungünstigeren Lage befinde als ein in der ersten Instanz erscheinender Angeschuldigter, insofern keinerlei Grenze für den Grund der Haft und die Dauer der Inhaftierung festgelegt worden sei.

B.10.2. Artikel 209bis des Strafprozeßgesetzbuches wird vorgeworfen (zweiter Teil), daß er nicht die Fälle begrenzt habe, in denen der Appellationshof die Rechtssache auf eine oder mehrere spätere Verhandlungen vertagen könne, wogegen in erster Instanz nur eine Sozialuntersuchung oder die Vernehmung von Zeugen eine solche Vertagung rechtfertigen könne.

B.10.3. In der Begründung des Gesetzentwurfes heißt es, daß die Verhandlung in der Berufungsinstanz um fünfzehn Tage vertagt werden kann, «um eine Sozialuntersuchung durchzuführen, wenn die Erstrichter sie nicht angefordert haben oder wenn eine zusätzliche Sozialuntersuchung zwecks Zeugenvernehmung für notwendig erachtet wird» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, S. 9). Ein Abänderungsantrag ist anschließend angenommen worden, um die Fälle, in denen die Berufungsverhandlung vertagt werden kann, auszuweiten, weil es andere Fälle gibt, in denen eine Vertagung gerechtfertigt sein kann (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, S. 126). Der Gesetzgeber hat jedoch nicht angegeben, in welchen Fällen die Berufungsverhandlung vertagt werden kann.

B.10.4. Aus den unter B.5.10 und B.5.11 dargelegten Gründen verbessert die in der Berufungsinstanz bestehende Möglichkeit, die Rechtssache vertagen zu können, um andere Untersuchungsaufgaben durchzuführen als diejenigen, die in erster Instanz vorgesehen sind, die Lage des Angeschuldigten. Insofern Artikel 209bis Absatz 4 nicht die in Artikel 216septies des Strafprozeßgesetzbuches festgelegten Grenzen wiedergibt, kann er nicht als diskriminierend angesehen werden.

B.10.5. Artikel 209bis des Strafprozeßgesetzbuches wird ebenfalls vorgeworfen (erster Teil), daß er vorsehe, daß in der Berufungsinstanz, wenn der Appellationshof der Auffassung sei, daß die Vielschichtigkeit der Rechtssache zusätzliche Ermittlungen erfordere, er die Akte durch eine begründete Entscheidung an den Generalprokurator verweisen könne, ohne irgendeine Regel bezüglich der Verlängerung der Untersuchungshaft vorzusehen, während das Gesetz in der ersten Instanz vorsehe, daß das Strafgericht, wenn es die Verweisung der Rechtssache an den Prokurator des Königs wegen der Vielschichtigkeit beschließe, über die Haftverlängerung des Angeschuldigten bis zur etwaigen Zustellung eines Haftbefehls innerhalb von vierundzwanzig Stunden entscheiden müsse.

B.10.6. Schließlich wird demselben Artikel 209*bis* des Strafprozeßgesetzbuches (dritter Teil) vorgeworfen, daß er es dem Appellationshof ermögliche, die Rechtssache zu vertagen, ohne daß sich diese Vertagung auf den Freiheitsentzug des Angeschuldigten auswirke, da keinerlei Sanktion vorgesehen sei, wenn die fünfzehntägige Frist, in der der Hof über die Rechtssache zu beraten habe, nicht beachtet werde.

B.10.7. Zwischen den Angeschuldigten, die dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliegen und die als Inhaftierte vor dem Strafgericht erscheinen, und denjenigen, die als Inhaftierte vor dem Appellationshof erscheinen, besteht ein Unterschied, der auf einem objektiven Kriterium beruht.

B.10.8. Die Inhaftierung der Ersteren beruht auf einem Haftbefehl, der durch kein Gericht geprüft worden ist; daher ist es gerechtfertigt, deren Dauer auf sieben Tage zu begrenzen und vorzusehen, daß das Gericht, falls es die Rechtssache an den Procurator des Königs verweist, durch die gleiche Anordnung über die Verlängerung der Inhaftierung des Angeschuldigten entscheidet, bis gegebenenfalls innerhalb von vierundzwanzig Stunden ein Haftbefehl zugestellt wird (Artikel 216*sexies* Absatz 2 des Strafprozeßgesetzbuches).

So werden vorbehaltlich der unter B.5.13 festgestellten Verfassungswidrigkeit die Anforderungen von Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe c) der Europäischen Menschenrechtskonvention, der die Festnahme und Inhaftierung einer Person im Hinblick auf die Vorführung bei der zuständigen Gerichtsbehörde erlaubt, sowie diejenigen von Artikel 5 Absatz 3 derselben Konvention, wonach diese Person «unverzüglich einem Richter [...] vorgeführt werden» muß, erfüllt.

B.10.9. Die Inhaftierung der Letzteren ist die Vollstreckung der Haftstrafe, die das Strafgericht verhängt hat, wenn deren Dauer über diejenige der bereits verbüßten Haft hinausgeht (Artikel 33 § 1 Absatz 2 des Gesetzes über die Untersuchungshaft).

Diese Haft entspricht den Erfordernissen von Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a) der Europäischen Menschenrechtskonvention, wonach einem Angeschuldigten die Freiheit im Falle «rechtmäßiger Freiheitsentziehung nach Verurteilung durch ein zuständiges Gericht» entzogen werden kann.

B.10.10. Folglich ist es annehmbar, daß die während des Berufungsverfahrens verbüßte Haft nicht mit den gleichen Garantien einhergeht wie die vor dem Urteil des Strafgerichts verbüßte Haft.

B.10.11. Es ist jedoch zu prüfen, ob das in der Berufungsinstanz organisierte Verfahren nicht eine unverhältnismäßige Beeinträchtigung der Rechte der Angeschuldigten, die dem Verfahren des sofortigen Erscheinens unterliegen, beinhaltet.

B.10.12. Wenngleich Artikel 209*bis* nicht bestimmt, daß der Appellationshof über die Haftverlängerung des Angeschuldigten befindet, wenn der Hof die Akte an den Generalprokurator weiterleitet, und nicht angibt, in welcher Sachlage der Angeschuldigte sich befindet, wenn der Appellationshof nicht innerhalb von fünfzehn Tagen nach der einleitenden Sitzung über die Rechtssache beraten hat und sein Urteil innerhalb von fünf Tagen, nachdem die Rechtssache zur Beratung gestellt wurde, gefällt hat, läßt sich aus dem Stillschweigen des Gesetzes nicht ableiten, daß der Angeschuldigte nicht seine Freilassung beantragen könnte.

B.10.13. Im Laufe der Vorarbeiten wurde erklärt, daß der Angeschuldigte, wenn die vom Strafgericht beschlossene Inhaftierung trotz der Berufung des Angeschuldigten vollstreckbar bleiben müsse, die Möglichkeit haben werde, einen Antrag auf Freilassung einzureichen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, Nr. 0306/004, S. 127). Diese Absicht ist in Artikel 20*bis* § 4 siebter Gedankenstrich des Gesetzes über die Untersuchungshaft umgesetzt worden durch den Verweis auf Artikel 27 desselben Gesetzes. Paragraph 2 dieses Artikels erlaubt es dem Angeschuldigten, der Berufung gegen das Urteil, mit dem er verurteilt wurde, eingelegt hat, beim Berufungsgericht einen Antrag auf einstweilige Freilassung einzureichen, über den innerhalb von fünf Tagen nach seiner Eingabe entschieden werden muß; andernfalls wird der Betroffene freigelassen. Artikel 20*bis* § 4 siebter Gedankenstrich besagt, daß diese Möglichkeit ab der Mitteilung des Procurators des Königs, daß er einen Haftbefehl im Hinblick auf das sofortige Erscheinen beantragt, besteht «bis zur endgültigen Entscheidung zur Hauptsache, gegebenenfalls in der Berufungsinstanz».

B.10.14. Diese Bestimmung muß entsprechend den während der Vorarbeiten abgegebenen Erklärungen dahingehend ausgelegt werden, daß sie es dem Angeschuldigten ermöglicht, beim Appellationshof einen Antrag auf einstweilige Freilassung einzureichen, und zwar unter anderem in den unter B.10.12 genannten Fällen.

B.10.15. Eine andere Lesart von Artikel 20*bis* § 4 siebter Gedankenstrich des Gesetzes über die Untersuchungshaft würde mit Artikel 209*bis* des Strafprozeßgesetzbuches diskriminierende Folgen verbinden, da er ohne jede Rechtfertigung verbieten würde, daß eine Person, die kraft eines Urteils inhaftiert ist, durch das sie verurteilt wurde und gegen das sie Berufung eingelegt hat, sich in den zwei unter B.10.12 beschriebenen Fällen an den Appellationshof wenden könnte, um ihre einstweilige Freilassung zu beantragen, während jeder Inhaftierte, der gegen das Urteil, durch das er verurteilt wurde, Berufung eingelegt hat, kraft Artikel 27 § 2 des Gesetzes über die Untersuchungshaft über diese Möglichkeit verfügt.

B.10.16. Aus den vorstehenden Erwägungen und vorbehaltlich dessen, was unter B.10.14 und B.10.15 präzisiert wurde, ergibt sich, daß der neunte Klagegrund in seinen drei Teilen unbegründet ist.

B.11. Angesichts der Auswirkungen, die die rückwirkende Kraft der Nichtigerklärung auf abgeschlossene Verfahren haben würde, der möglichen Verschlimmerung der Überlastung der Staatsanwaltschaft und der Gerichtshöfe und Gerichte sowie der etwaigen Infragestellung der Rechte der Opfer ist es angebracht, in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Wirkung der für nichtig erklärten Bestimmungen aufrechtzuerhalten, insofern sie zu vor der Veröffentlichung dieses Urteils im *Belgischen Staatsblatt* rechtskräftig gewordenen Entscheidungen geführt haben.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt

a) in Artikel 216*quinquies* § 1 Absatz 1 des Strafprozeßgesetzbuches die Wortfolge «oder unter den Bedingungen der Artikel 35 und 36 des besagten Gesetzes in Freiheit gelassen wurde»,

b) Artikel 216*quinquies* § 3 desselben Gesetzbuches,

c) in Artikel 216*septies* zweiter Satz desselben Gesetzbuches die Wortfolge «um:

- jeden von ihm als sachdienlich betrachteten Zeugen anzuhören;

- eine Sozialuntersuchung durchführen zu lassen»,

d) Artikel 20*bis* § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft für nichtig;

2. weist die Klage im übrigen zurück, vorbehaltlich der unter B.10.14 erwähnten Auslegung;

3. erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen, insofern sie zu vor der Veröffentlichung dieses Urteils im *Belgischen Staatsblatt* rechtskräftig gewordenen Entscheidungen geführt haben, aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 28. März 2002.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,  
M. Melchior